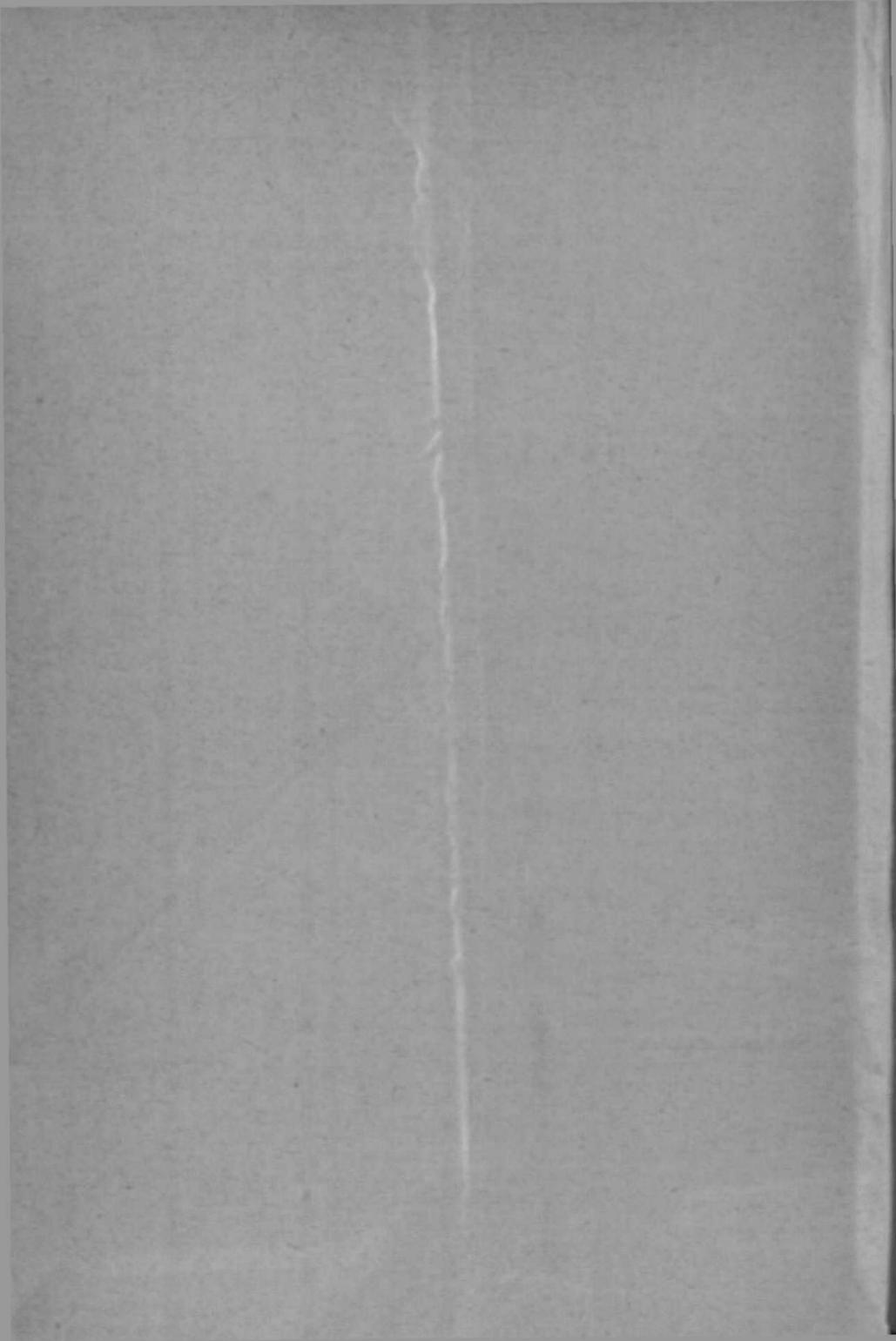


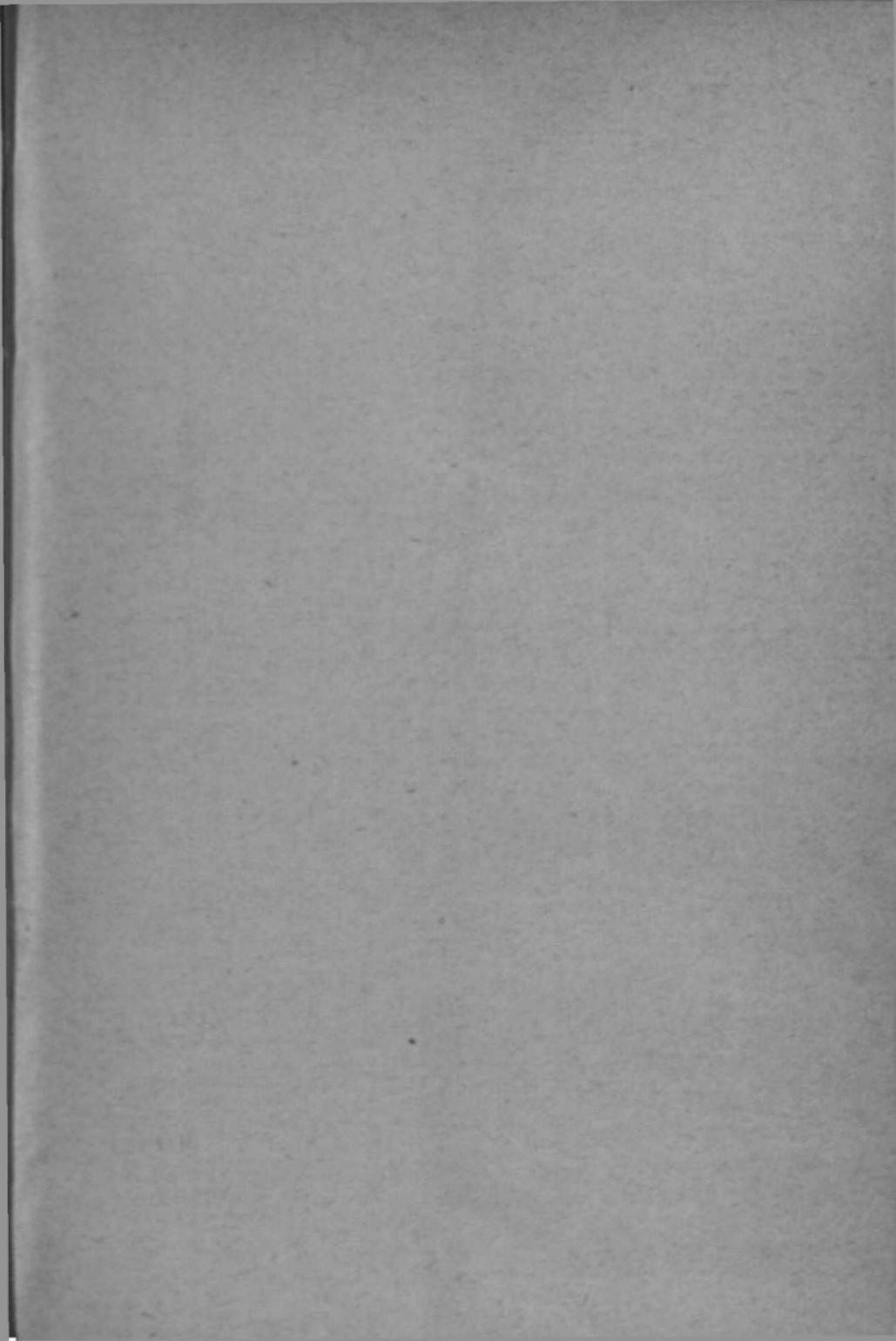
ray

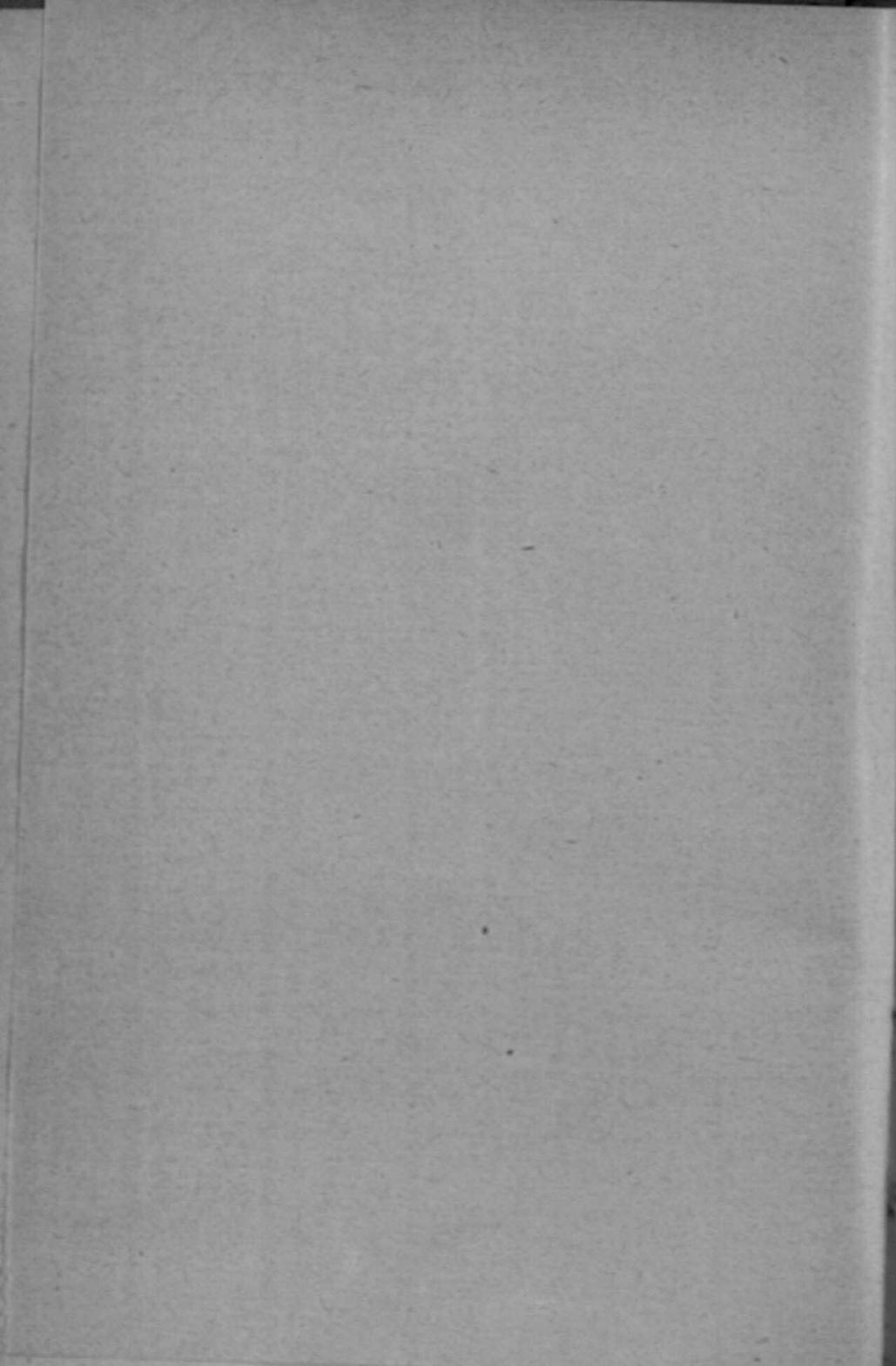
ES

ci

A





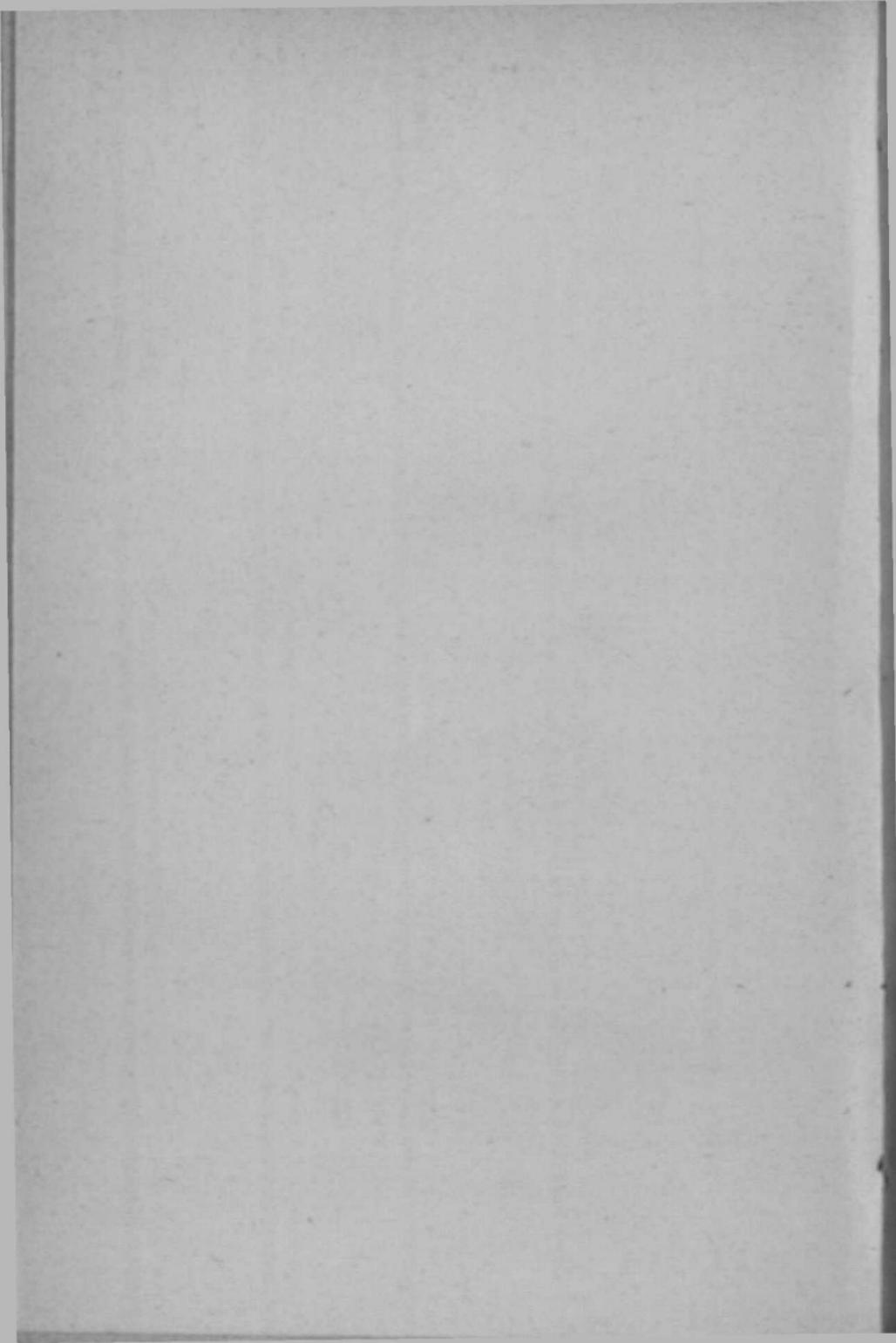


13. 2. 13

1/2

Allemands

contre **Slaves**



JAFFRE DU PONTCRAY

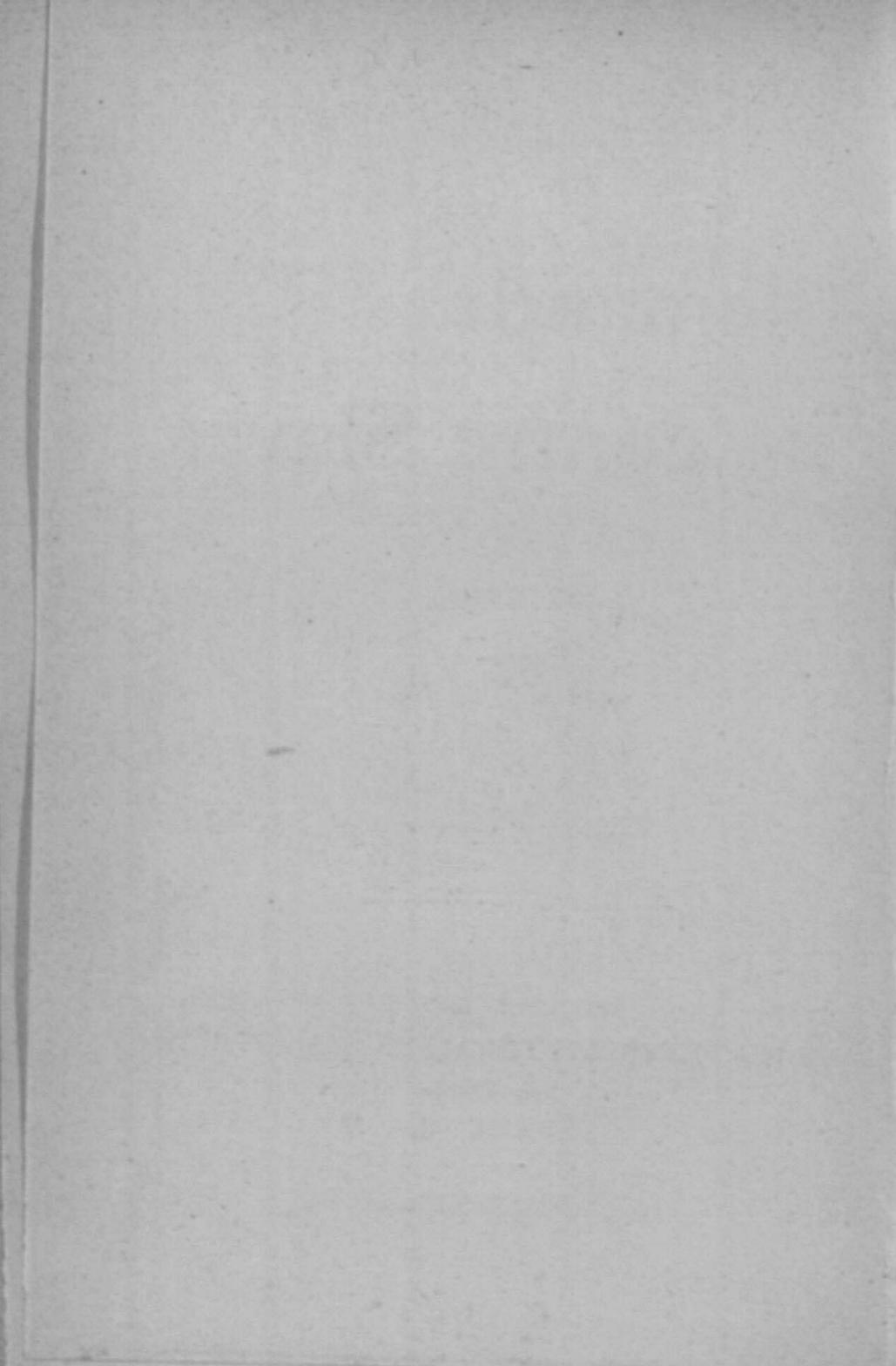
(Yvan KORIAK)

Allemands contre Slaves



SOCIÉTÉ DES
PUBLICATIONS LITTÉRAIRES ILLUSTRÉES
13, Rue Thérèse
PARIS

—
MDCCCCIX





PRÉFACE

Il serait superflu de présenter à des lecteurs français un livre qui traite des rapports entre Slaves et Germains. Leur attention lui est acquise au lendemain du jour où la nature de ces rapports vient d'être si nettement éclairée par la sommation de Guillaume II à Saint-Petersbourg et par le succès qu'a remporté M. le baron d'Ehrenthal dans la question de la Bosnie-Herzégovine, — au prix de quatre *Dreadnought*, que l'Autriche-Hongrie devra construire, sur la demande de la Wilheemstrasse, après avoir dépensé un demi-milliard de francs, tant pour la mobilisation contre la Serbie que pour l'indemnité versée à la Turquie.

Toutefois, il est curieux de constater que depuis les temps les plus reculés, les Français n'ont jamais cessé de suivre avec un vif intérêt les phases de cette lutte entre Slaves et Allemands qui, de nos jours, a pour théâtre la vallée du Danube et la Péninsule balkanique, mais qui est en réalité aussi vieille que

l'histoire de l'Europe, puisqu'on la voit s'ouvrir avec le démembrement de l'Empire romain.

Dès l'an 623 de l'ère chrétienne, au temps du bon roi Dagobert, les chroniques nous montrent un Franc, nommé Samo, originaire du pays de Soignies, qui s'efforce de réunir en une confédération les tribus slaves disséminées et qui organise la résistance contre l'invasion et l'oppression germaniques.

N'est-il donc point permis d'entrevoir dans cette lointaine conception d'un rapprochement nécessaire comme une sorte d'instinct politique de conservation, qui avisait ainsi deux peuples aussi éloignés que les Francs et les Slaves d'un besoin de défense commune et d'appui solidaire contre un même danger. De cette même intuition procèdent, à n'en point douter, les sympathies séculaires des « gens de France » pour la Bohême, pour la Pologne, pour la Russie et pour les Serbes ; de là aussi l'intérêt que portent à ces derniers Froissart, Bertrandon de la Broquière, Commynes, Lenormant, auxquels viennent s'associer une phalange de publicistes contemporains, dans laquelle l'auteur de ce livre prend une place aussi distinguée que modeste.

Déjà, au Moyen Age, entre les rois de France et les tsars de Serbie des traités d'amitié et d'arbitrage avaient été conclus qui pourraient servir de modèle de nos jours, même après les deux conférences de Paix de La Haye.

Aussi quand, en septembre 1389, l'archevêque de Paris fait célébrer un *Te Deum* pour les vainqueurs de Cossovo (1), il réunit ses fidèles dans une commune prière à la mémoire des champions de la cause chrétienne; mais il célèbre en même temps la victoire d'un peuple ami. Un peu de sang français avait, en effet, coulé en cette bataille mémorable, dont depuis cinq siècles l'histoire de l'Europe accuse encore le contre-coup: une princesse française, devenue reine de Serbie, avait introduit du sang de France dans les veines du tsar qui y était mort en héros.

Plus tard, c'est Richelieu dont le génie prévoit le danger germanique qui menace la France et l'Europe. Puis, c'est le général Bonaparte qui, dès ses premières victoires en Italie, se préoccupe d'enrayer la poussée de l'Autriche vers l'Orient, et entame avec le Monténégro des négociations amicales que Napoléon poursuivra. Enfin ce sont des hommes d'Etat français, nos contemporains, les Ribot, les Freycinet, les Delcassé surtout, dont les patriotiques efforts tendent à rapprocher Français et Slaves, et qui s'attirent la malveillance germanique par leur attachement à l'alliance franco-russe et leurs sympathies slaves.

C'est que du côté allemand des efforts non moins

(1) La nouvelle de la mort du sultan Amurat avait d'abord fait croire, en Occident, à une victoire du tsar Lazare.

acharnés sont faits pour empêcher cette alliance franco-russe, que l'on pressent, et toute entente franco-slave. N'ayant pu — et l'on sait pourquoi — mettre à exécution son projet d'attaque contre la France, en 1875, Bismarck entama, au début de l'avant-dernière crise d'Orient (1876) des démarches auprès du cabinet impérial de Saint-Pétersbourg; il fit offrir au gouvernement du Czar un soutien moral et matériel, et mit jusqu'à 100.000 hommes à sa disposition, en échange de la garantie par la Russie de l'intégrité du territoire allemand, c'est-à-dire du *statu quo* créé par le traité de Francfort.

L'auteur de *Allemands contre Slaves* rend un véritable service à son pays en premier lieu, à l'Europe et à l'Humanité ensuite, en mettant sous les yeux du grand public, cette lutte entre deux races, dont l'une, offensive et brutale, ne sait point de bornes à ses prétentions, et dont l'autre, toujours sur la défensive, n'aspire qu'à se développer, qu'à se recueillir et qu'à marcher dans la voie du progrès.

Ceux qui ont suivi, dans ces dernières années, les travaux sur la politique étrangère dans ce pays-ci, n'ignorent point les études que M. du Pontcray a publiées sur ce sujet, notamment dans la *Revue Slave*, sous son nom et sous le pseudonyme d'« Ivan Koriak ». Les pages que l'on va lire donnent une synthèse de la question qui suggérera des réflexions nécessairement utiles en vue d'une entente encore plus étroite

PRÉFACE

entre les Latins et les Slaves, représentés en première ligne par les Français et par les Russes.

Et, en ma qualité de Slave, je n'ai pas de plus vif désir que la propagation de ces idées chez les peuples de ces deux races, destinées à s'appuyer l'une sur l'autre de plus en plus. Ils seront encore plus étroitement unis le jour où ils se connaîtront réciproquement mieux, et surtout lorsqu'ils auront la vision plus claire du danger qui leur est commun.

P. P. DE SOKOLOVITCH.







CHAPITRE PREMIER

Le “ Drang Nach Osten ”

Le Chemin de fer de Sérajevo. — La poussée allemande dans les Balkans. — Un plan de M. de Bismarck. — L'Autriche puissance orientale. — Les Slaves et le Congrès de Berlin. — Le réveil slave.

L'ÉMOTION fut vive en Europe lorsqu'éclata la nouvelle que le gouvernement austro-hongrois venait d'obtenir du Sultan l'autorisation de construire une voie ferrée entre la frontière bosniaque et Mitrovitza, à travers le Sandjak de Novi-Bazar. En France, la presse laissa percer son inquiétude ; en Italie, elle manifesta nettement son dépit ; en Russie, l'irritation fut violente et parfois agressive, et l'opinion publique

anglaise ne déguisa guère sa mauvaise humeur ; seuls, les journaux de l'Allemagne impériale exprimèrent leur satisfaction et ne faillirent pas à soutenir la thèse de Vienne, c'est-à-dire que l'Autriche, en complétant le « réseau ferré économique de la Bosnie », ne faisait qu'user du droit que lui a conféré le traité de Berlin en lui octroyant la jouissance *réelle* d'une province encore nominativement ottomane. Mais à l'agitation fiévreuse de la presse européenne, les chancelleries ne répliquèrent que par un imperturbable silence qui permettait de croire que dans les cercles diplomatiques la surprise avait été infiniment moins vive que dans l'opinion publique et les journaux. Au Parlement austro-hongrois, cependant, M. le baron d'Æhrenthal crut devoir formuler quelques explications, brèves d'ailleurs et surtout destinées à franchir la frontière. Il y fit en particulier ressortir l'adhésion formelle de la chancellerie allemande à l'expansion austro-hongroise.

« L'alliance avec l'Allemagne — déclara M. d'Æhrenthal — existe depuis une trentaine d'années sur la base d'une réciprocité complète, car l'Allemagne a le plus grand intérêt à ce que l'Autriche-Hongrie soit une forte et grande puissance, et nous, nous avons le

même intérêt à ce que l'Allemagne reste une grande puissance.

« Les relations entre l'Autriche et l'Allemagne reposent sur une réciprocité complète, et il n'est pas juste de demander ce que l'Autriche-Hongrie a reçu en échange de ses nombreux services rendus à l'Allemagne. »

Dans ces paroles du premier ministre austro-hongrois s'affirme nettement la certitude de n'être point désapprouvé par ses alliés du nord, si nettement qu'il est bien difficile de ne pas évoquer, en les relisant, les événements qui suivirent et qui furent pour le chancelier allemand une occasion de reconnaître, à son tour, la solidarité austro-allemande dans les affaires balkaniques.

Ce fut de la part de M. de Bismarck une pensée singulièrement profonde que d'ouvrir à l'Autriche, en compensation de ses déboires de 1866, une carrière orientale coordonnée — que d'aucuns n'hésitent pas à dire subordonnée — à celle de l'Allemagne. Ne pouvant plus rien espérer du côté de l'Europe centrale, où elle se heurterait non seulement à l'hégémonie allemande mais encore aux insurmontables difficultés conséquentes de la contradiction fréquente

des intérêts de la Hongrie et de l'Autriche, la monarchie des Habsbourg pouvait au contraire entrevoir du côté du Balkan un champ d'expansion aussi vaste que riche, où les deux membres de la couronne dualiste ont en face d'eux un ennemi commun, le Slave, dont les divisions mêmes servent leurs propres intérêts. Aussi, avec une clairvoyance et une pénétration de l'avenir que le dillettante ne peut qu'admirer, MM. de Bismarck et Andrassy dessinèrent-ils la carte de la péninsule balkanique suivant un tel plan que la fausseté même de leur situation respective devint pour les États slaves une source perpétuelle de conflits profitables à cette infiltration germanique que l'on nomme le *Drang nach Osten*.

Et, comme si la dislocation de l'ensemble slave n'avait pas paru suffisante — dislocation anti-ethnographique ayant pour corollaire une division politique essentiellement arbitraire, — voici que l'Allemand, représenté par l'Autriche, était installé de vive force en Bosnie-Herzégovine, en plein cœur du pays serbe dont il devait s'attacher à paralyser toute la vie, sous le philanthropique prétexte de l'affranchir de l'oppression turque et d'une anarchie endémique.

En cette occasion, hypnotisé par la politique exté-

rieure traditionnelle de la Grande-Bretagne, politique basée sur une sorte de phobie d'une Russie trop puissante en Europe et à laquelle sont dus la guerre de Crimée et l'arrêt de l'armée russe victorieuse aux portes de Constantinople, le plénipotentiaire anglais, influencé par MM. de Bismarck et Andrassy, alla même jusqu'à affirmer que le dessein du Congrès était d'empêcher ainsi la « formation d'une chaîne ininterrompue d'États slaves, qui, avec le temps, pourrait menacer l'indépendance des autres nationalités de la péninsule » — dans la crainte évidente, quoique déguisée, de voir un jour les États balkaniques devenir les satellites d'une trop grande Russie.

De cette regrettable chimère on est quelque peu revenu de nos jours, au pays de M. Disraeli. Par un juste retour des choses que, seuls, MM. de Bismarck et Andrassy avaient prévu — et préparé — il se trouve aujourd'hui que ce n'est pas la chaîne d'États slaves qui apparaît surtout menaçante, mais la chaîne allemande qui, de la mer du Nord, menace d'encercler peu à peu, jusqu'à la mer Egée, toutes les anciennes possessions balkaniques et adriatiques de l'Islam.

En obtenant de l'Europe, dont sa volonté orientait alors la politique, ce droit d'occupation qui intronisait

dans les Balkans l'Autriche, alliée de l'Allemagne, M. de Bismarck n'avait certainement pas seulement en vue d'offrir à la vaincue de Sadowa une tardive compensation. Alors même qu'il ne lui en eût rien coûté, le sentiment n'était guère le fait du chancelier de fer ; son but était plus vaste et d'échéance plus lointaine. Quelles que fussent les destinées de l'Autriche, il estimait qu'il lui restait encore une mission à remplir : celle de germaniser la presque île balkanique et de préparer la pénétration progressive des Germains dans toute la vallée du Danube, considéré comme un futur fleuve allemand, après avoir été accidentellement un fleuve autrichien.

Drang nach Osten ! En avant vers l'Orient !... Voilà comment l'Autriche s'est trouvée préposée à la garde de ce joyau qu'est la Bosnie-Herzégovine, joyau qui pare maintenant le diadème des Habsbourg.

Ce sont les Allemands eux-mêmes qui ont appelé *Drang nach Osten* leur « poussée », leur marche de plus en plus expansive et intensive, à la conquête économique et politique de l'Orient européen. Voici quelque vingt ans, M. le vicomte de Caix écrivait déjà ces lignes où l'on perçoit comme un semblant de prophétie :

« Pour les Allemands, l'Autriche n'est qu'une avant-garde, un pionnier de l'Allemagne en Orient, et sa mission est de civiliser, c'est-à-dire de germaniser tout le Sud-Est de l'Europe. Pour les politiciens de Berlin, la forme actuelle de la Monarchie des Habsbourg n'est qu'une forme provisoire, préparatoire, qui ne doit durer qu'aussi longtemps qu'elle sera nécessaire pour couvrir de son drapeau l'infiltration lente des Germains dans la vallée du Danube. Tous les pays soumis à l'Austro-Hongrie sont considérés dès à présent comme autant de provinces d'une grande Allemagne future et les nations qui les habitent comme autant de vassales de la race allemande... Puis, quand cette germanisation aura fait assez de progrès, quand l'Empereur d'Autriche, devenu à son tour *l'homme malade*, ne gouvernera plus que des Magyars, des Roumains ou des Slaves teutonisés, la presque île des Balkans tombera comme un fruit mûr aux mains du Gargantua de Berlin, qui pourra tranquillement alors quitter les bords de la Sprée, et transporter sa capitale sur les rives plantureuses de la belle Donau, sinon sur les eaux bleues de la mer Egée... »

Que l'on fasse le départ nécessaire entre la littéra-

ture et la politique et l'on ne pourra disconvenir que les vingt années qui ont passé sur ces lignes n'en ont pas trop, quant au fond, infirmé la portée. Peut-être, toutefois, est-il permis de croire que si, pour le présent, l'accord semble parfait entre les deux grands Etats allemands du Nord et du Sud, il serait néanmoins excessif de soutenir que le rôle de fourrier du pangermanisme soit à ce point du goût de l'Autriche-Hongrie qu'elle s'y voue de plein cœur et sans arrière-pensée.

Les événements actuels, qui depuis plusieurs mois retiennent du côté de l'Orient balkanique les regards de l'Europe anxieuse, témoignent que la vieille monarchie habsbourgeoise n'est nullement incapable d'un réveil belliqueux. Depuis 1878 elle paraissait s'être officiellement soumise aux nouvelles destinées à elle ménagées par le chancelier de fer; aisément elle avait paru se résigner à n'occuper la Bosnie-Herzégovine qu'à titre précaire lorsqu'un jour elle s'est lassée de ce rôle de tutrice et a mis dans sa poche la clef du coffre-fort des pupilles qui avaient été confiés à sa maternelle sollicitude.

Or, il n'y a, dit-on, que le premier pas qui coûte, et celui qu'elle vient de faire — un pas de géant,

cependant — ne lui a vraiment pas coûté assez cher, jusqu'à ce jour du moins, pour la détourner de continuer sa marche.

« De toute façon, a écrit M. Anatole Leroy-Beaulieu (1), l'avenir des nations balkaniques nous apparaît comme lié intimement à celui de l'Autriche-Hongrie. De toute façon aussi, que les fauteurs du pangermanisme démembrent l'empire des Habsbourg, qu'ils se contentent de le subordonner à la nouvelle Allemagne, ou que, pour la dédommager de ses pertes en Occident, ils le poussent vers l'Orient, vers la Macédoine et l'Albanie, les ambitions pangermaniques sont une menace pour l'indépendance et pour l'existence même des peuples balkaniques. »

Aussi bien, n'est-ce pas de savoir si le *Drang nach Osten* profitera exclusivement au pangermanisme, ou si, grâce à lui, l'Autriche se cisèlera un cadre oriental doré à neuf à leurs frais, qui importe aux Slaves ; ce qui les préoccupe, et plus justement, c'est la constatation douloureuse de se voir tous les jours envahis davantage, pénétrés malgré eux, dépossédés

(1) Préface de *Questions d'Autriche et Questions d'Orient*, par M. René HENRY.

de quelque bribe de leur patrimoine jusqu'alors sauvée du désastre ; c'est la perspective lamentable de n'avoir échappé aux massacres du Turc que pour être en fin de compte submergés par la vague teutonne qui du Nord roule vers l'Orient.

Sauf en Russie, où une notable fraction de la presse a toujours suivi avec attention ce qui se passe dans le monde slave et touche de si près le cœur à demi maternel de la Grande-Sœur, la poussée allemande n'est guère connue du grand public européen, français surtout, que depuis deux ou trois ans, par le réveil de la Question Macédonienne et par la guerre économique au moyen de laquelle le cabinet du Ballplatz a essayé de ruiner et d'affamer la Serbie avant de menacer de l'envahir. Victimes de cette progression de la pénétration allemande, patiente, silencieuse et implacable, témoins anxieux de cette conquête méthodique de leur propre sol, les Slaves sont trop insuffisamment pourvus de journaux — d'ailleurs peu lus en Europe, en dehors des pays allemands — pour pouvoir faire connaître le péril qui les menace comme hommes et comme nation.

Par ce qui s'est passé en Pologne prussienne, on

ne sait que trop à quels regrettables errements peut entraîner cette sorte de folie de germanisation à outrance, depuis que l'on a eu cette tristesse de voir la représentation nationale d'un grand Etat ériger en principe légal l'expropriation forcée de tout un peuple coupable de se refuser à arracher à ses enfants, par l'oubli de leur langue maternelle, le souvenir de leurs traditions nationales. Et l'on voudra bien remarquer que cette option entre l'exil ou la prussification a été imposée à une nationalité autrement forte, organisée, outillée pour la résistance, capable de clamer sa détresse que ne le sont en général les Slaves du Sud, tronçonnés, fractionnés, séparés les uns des autres, et — il faut malheureusement le reconnaître — énervés et diminués par leurs rivalités intestines.

Nous aurons à faire connaître plus loin quels ont été les résultats réels de l'occupation autrichienne de la Bosnie-Herzégovine et comment s'expliquent et ne se justifient que trop les protestations désespérées de toutes les populations de race serbe en face de ce que l'on pourrait appeler le « trafic d'une nation » : nous n'en signalerons ici que ces quelques détails parce qu'ils caractérisent un des côtés physio-

nomiques de la pénétration austro-allemande dans les Balkans et qu'ils n'autorisent que trop les craintes manifestées par les autres Jugo-Slaves conscients du sort qui pourrait bien leur être réservé un jour. De l'Allemagne du Nord, de la Bavière, du Wurtemberg y descendent chaque année des milliers de colons agricoles, mieux soutenus, mieux outillés, plus aptes au travail que les indigènes impuissants à lutter contre eux et réduits à l'indigence. Aussi l'immigration allemande a pour contre-partie une émigration slave déjà assez considérable pour que du côté de Sérajévo des villages entièrement allemands existent sous des noms allemands. A Agram, à Essek, à Brod, à Djakovo, à Vinkovce, à Mitrovitza, le commerce est presque complètement aux mains d'Allemands, le plus souvent juifs, venus de l'Allemagne du Nord non moins que des contrées austro-hongroises. Enfin, tout le long de la frontière serbe, sur le Danube même, de petites colonies allemandes ont essaimé dans toute la région qui comprend l'ancien banat de Temesvar.

Moins accentuée qu'en Bosnie, parce que moins libre d'action, la pénétration germanique trouve le moyen de s'insinuer jusque dans le Monténégro et

la Serbie, malgré la résistance qu'offre le milieu. En attendant les colons, la *Sud-Armée* y fait opérer ses commis-voyageurs. Adroitement choisis et diplomatiquement stylés par les agents consulaires allemands et austro-hongrois, c'est toujours en langue slave qu'ils viennent offrir leurs étoffes et leur quincaillerie ; ils savent vendre, écouter et se renseigner. En Serbie, notamment, la nécessité même des relations économiques imposées de vive force ou par la terreur a longtemps favorablement servi l'élément commercial allemand, qui en veut aux Serbes d'avoir perdu leur clientèle à la suite du conflit économique d'il y a deux ans. Après les simples constatations qui précèdent, s'aperçoivent assez nettement les causes principales du conflit austro-serbe actuel, et s'explique sans trop de difficulté l'irréductible ténacité du cabinet de Vienne à exiger du cabinet de Belgrade non des excuses dont elle n'a cure, non un désarmement dont rien ne justifie la demande, mais une conversation en tête-à-tête d'où la Serbie ne sortirait que pieds et poings liés par des engagements « librement » consentis.

Pour justifier leur invasion des pays slaves, les Allemands excipent volontiers du progrès qu'ils

apportent, des marchandises qu'ils font connaître et dont profitent les indigènes, de l'amélioration qui en résulte pour eux dans les conditions de la vie. Tout en reconnaissant ce qu'il peut y avoir de vrai dans cette explication, on pourrait cependant répliquer que, même justifiée par le désir de procurer à des pays qui les ignorent les bienfaits de la civilisation, cette généreuse initiative doit au moins s'arrêter en deçà des limites où elle devient un danger pour ceux à qui elle s'adresse. A plus forte raison a-t-on le devoir de discuter la thèse en vertu de laquelle un peuple plus industriel ou mieux outillé aurait, de par ce seul fait — greffé, il est vrai, sur la force dans le cas actuel — le droit de s'implanter, malgré eux, chez d'autres peuples qu'il lui plaît d'estimer *inférieurs* (1) parce qu'ils sont moins forts ; car, à partir de ce moment la générosité civilisatrice perd quelque peu de son beau caractère pour revêtir plutôt la forme d'une expropriation forcée, à plus ou moins longue échéance.

Et c'est si bien sous cet aspect que le monde *affairiste* a réussi à présenter aux Slaves du Sud les bien-

(1) Le mot a été prononcé, à la tribune du Reichsrath en 1907, à l'adresse des Slaves.

faits de la civilisation germanique qu'aujourd'hui le Slave qui connaît par de trop multiples leçons « à quel taux permanent l'Allemand a la prétention de fixer ses honoraires de grand civilisateur » (1) et auquel ces formes nouvelles de la lutte pour l'existence n'ont apporté que l'écrasement sans compensation ni profit, n'a conservé à l'endroit de ses initiateurs que haine et désir de revanche. Avertis par l'instinct de race et par le spectacle permanent de l'évolution qui s'opère autour d'eux et à leur détriment, les Slaves ont pesé, au poids dont souffrent leurs épaules, la qualité de la mission civilisatrice qui unit les Allemands de Berlin et ceux de Vienne en une solidarité touchante et rémunératrice. Aussi, bien au-delà même des Balkans, tout ce que le monde slave compte de patriotes éclairés et instruits ne cesse d'élever contre l'invasion germanique une protestation unanime où l'on pourrait être surpris d'entendre en même temps les doléances des Polonais, des Tchèques, des Serbes et des Bulgares, les appréhensions des Slovènes et des Croates, si l'on ne savait qu'une même angoisse les étreint pour l'avenir de leur nationalité.

(1) M. André BARRE, *La Bosnie-Herzégovine*.

Ainsi considéré, — et le point de vue est exact — le *Drang nach Osten* en arrive à déchaîner une guerre de race où, pour l'instant, les parties sont trop inégales pour que les Slaves puissent opposer à la poussée allemande, qui tend à les exproprier des lambeaux de leur ancienne patrie, autre chose qu'une résistance passive. Numériquement inférieurs à leurs adversaires, ils sont aussi moins bien groupés, moins politiquement répartis, trop fractionnés, trop soumis à des intérêts divers et dans certains cas opposés, pour qu'un courant puissant se dégage nettement de leurs communes aspirations. L'idée allemande bénéficie d'une unité déjà ancienne qui fait encore défaut à l'idée slave dans le Balkan. L'inégalité de culture, l'organisation trop récente et insuffisamment assise des institutions politiques, les difficultés matérielles dans les communications, enfin la pauvreté qui détruit ou enraie chez eux toute initiative vraiment utile, ce sont là autant de facteurs qui paralysent leurs efforts et en retardent les effets.

L'on aurait tort de s'exagérer, cependant, une inertie plus apparente que réelle. Lentement, par la force des choses et du temps, en dépit des obstacles extérieurs, le travail d'unification se dessine, comme

par un instinct de conservation et grâce à l'échange d'idées que permet une presse encore peu développée, et parfois muselée.

De voisins à voisins des relations se sont établies qui, peu à peu, tendent à aplanir des difficultés en apparence tout d'abord insurmontables, et font apparaître les raisons d'antagonisme entre ces compatriotes dissociés comme beaucoup moins irréductibles qu'on serait porté à le croire. Des soudures se font, latentes, jusque par-dessus les frontières — parce que précisément ces frontières sont arbitraires — dont les multiples points de contact finiront par former un agrégat doué de cohérence et prêt à un essor vigoureux.

Entre les Slovènes et les Croates, par exemple, subsiste le lien que crée une vie commune sous un même sceptre, alors que les Serbes et les Bulgares ne sauraient oublier la similitude de principes religieux qui les unit, les longues années d'oppression subies côte à côte, les efforts tentés en commun pour la libération? Serbes et Croates, ne l'oublions pas, sont sortis d'un même tronc slave; et si les événements qui ont opéré leur disjonction apparaissent déjà bien lointains, disons-nous que pour cette race demeurée

irréductible dans son idéalisme national, le temps ne prévaut guère contre la force de la tradition.

Voici en quels termes, au Congrès de Laybach tenu en septembre 1897 — au moment où la lutte était si ardente en Autriche entre l'élément magyar et l'élément allemand, — le maire de Laybach, M. Hribar, saluait les congressistes, parmi lesquels figuraient des Croates, des Dalmates, des Slovènes, des Tchèques, des Russes :

« Je vous salue au nom de cette ville. Quelle est la pensée qui nous a réunis et qui fait des miracles ? Le souci du bien de la *nation*. Voyez ce qui se passe autour de nous ! Partout la bataille *sauvage* que les Allemands nous livrent dans l'espoir de reconquérir l'hégémonie... Vous êtes venus pour protester contre la théorie des nations supérieures et des nations subordonnées, pour souligner l'unité que le gouvernement n'a pas voulu nous reconnaître : il a élevé des générations entières de fonctionnaires dans l'aversion des Slaves. Aussi ne devons-nous point nous étonner qu'il soit faible dans la lutte contre l'obstruction. Mais s'il est faible, nous devons être d'autant plus forts, toujours unis ; et l'histoire dira que cette sauvage obstruction parlementaire a été une béné-

diction ; que notre entente 'aura régénéré l'Autriche dans le sens de la liberté et de l'égalité. Je voudrais qu'un des fruits de la réunion d'aujourd'hui fût de rajeunir la fraternité slave. *Nous, Slaves, si nous le voulons, personne ne pourra nous asservir !* »

Il est à remarquer que ce culte fervent de leur nationalité n'empêche nullement les Slaves du sud austro-hongrois de conserver à l'égard de leur souverain des sentiments de loyale fidélité ; il n'en est que plus intéressant de constater que la fraternité slave n'est pas éteinte par la disjonction des rameaux épars de la race, et aussi que, même sans faire partie d'un unique Etat, les membres de ces divers rameaux sauraient à l'occasion se prêter un mutuel appui, au moins moral, contre l'ennemi commun auquel le *Drang* prépare la route.

Ces démonstrations significatives se trouvent avoir porté trop loin : à leur écho ont répondu non seulement un accueil enthousiaste du monde slave, mais aussi de nouvelles menaces parties du côté allemand. Il ne saurait être douteux que cette cohésion des Slaves, cohésion dont les idées sont encore le seul véhicule, a paru déjà inquiétante aux Allemands de la monarchie austro-hongroise qui ont, d'une part,

fait trêve avec les Magyars et, d'autre part, resserré encore les liens qui les unissaient à leurs congénères du Nord. On ne saurait non plus mettre en doute qu'un tel échange de saluts fraternels entre Slaves ait eu sa part de répercussion dans le regain d'hostilité manifesté par le Ballplatz à l'égard de la Serbie, à tort ou à raison accusée d'être le centre de polarisation de l'idée serbe, et aussi sur les graves événements qui, depuis la révolution turque, n'ont cessé d'amonceler des orages sur les cîmes et les vallées de la péninsule balkanique.

Grâce à la machiavélique virtuosité de MM. de Bismarck et Andrassy et à l'assentiment formel ou tacite qu'ils surent arracher à la majorité des plénipotentiaires, le Congrès de Berlin arrêta un démembrement du Balkan également réfractaire à la logique, à l'histoire, à la géographie et aux plus légitimes aspirations d'affranchissement économique et de quiétude politique des nationalités dont on avait réglé le sort à l'encontre de leurs intérêts.

Voici, par exemple, le royaume de Serbie. Un coup d'œil jeté sur la carte suffit pour se rendre compte que la délimitation purement arbitraire et conventionnelle des frontières qui lui ont été assignées

en 1878 ne correspond ni à la vérité ethnique, ni à la cartographie de la langue serbe, ni à la constitution géographique d'un Etat compact et homogène, ni à l'orientation des débouchés nécessaires à son développement commercial et industriel. N'eût-il pas été de la plus élémentaire équité de lui accorder la partie de la Bosnie reprise à l'empire ottoman, la Bosnie orientale, avec pour limites la Bosnie et l'embouchure de la Narenta, de rapprocher la frontière serbe de l'Adriatique en vue d'ouvrir à son commerce un débouché sur la Dalmatie et la mer?... Ce fut le contraire que l'on fit, tant était impérieuse la volonté de lui barrer toute issue vers la mer : pour emmurer le petit royaume, on a dressé devant lui, comme une infranchissable barrière, ce qui constitue précisément la Serbie maritime. Il est vrai que, du côté de l'Orient, la voie fluviale du Danube lui a été laissée ouverte ; concession plutôt ironique, si l'on considère que la Serbie ne peut attendre de ce côté les produits industriels qui lui sont nécessaires, ni, d'autre part, y écouler son bétail et ses produits agricoles.

Il en est résulté que pendant trente ans l'Etat serbe, autonome en principe, a été réellement placé sous

la tutelle de l'Autriche, prisonnier d'une dépendance économique plus étroite, plus lourde et plus agressive que ne le fût jamais, par exemple, le protectorat effectif de la France à Tunis. Pendant trente ans, la Serbie, arrêtée dans son développement naturel et légitime, terrorisée par la menace de la famine dont jouait impudemment la diplomatie autrichienne, s'est cru obligée de supporter une influence politique étrangère, nettement et nécessairement hostile à son progrès, et dont le programme avait pour but de retarder, sinon de rendre à tout jamais impossible, toute cohésion nationale, toute marche vers la civilisation rationnelle, afin de la faire tomber plus tard, fruit mûr bon à cueillir, de la tutelle autrichienne en la vassalité du *Drang* germanique.

A l'endroit des Bulgares et du Monténégro, le Congrès ne témoigna ni plus de bienveillance, ni plus d'équité. Un peu moins mal partagée, cependant, était la Bulgarie à laquelle vint de bonne heure se juxtaposer la Roumélie orientale, formant ainsi un groupement assez compact et assez fort pour se faire respecter. Néanmoins, on ne peut qu'admirer la vaillante énergie de ce petit peuple et l'admirable science politique du souverain qui depuis plus de

vingt ans dirige ses destinées, pour avoir su tirer un aussi remarquable parti du médiocre cadeau territorial qui lui avait été abandonné et conquérir son autonomie sans avoir tiré son épée.

Quant au Monténégro, la précarité de ses ressources et la configuration de son sol ne permettaient point d'imposer la construction d'une voie ferrée d'intérêt international; l'Autriche se réserva donc seulement le droit d'y agir au mieux de ses propres avantages. En vertu d'un article du traité de Berlin, aucun chemin de fer d'intérêt local ne peut être construit dans la Principauté de Monténégro — souverain, pourtant, comme la Serbie et non moins autonome — sans le consentement préalable de Vienne, à qui un autre article confère un droit de police sur les eaux monténégrines, tandis qu'un régime douanier, sévère jusqu'à l'excès, achève ce blocus permanent du petit Etat par le plus fort (1).

Ainsi donc — et les événements actuels en sont une nouvelle preuve — le Congrès de Berlin ne se donna guère pour mission de sauvegarder les intérêts

(1) Le Monténégro a demandé, à l'occasion de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche, l'abrogation des clauses de l'art. 29 du traité de Berlin.

et l'avenir des Slaves du Balkan, dont il semble plutôt avoir fait une éventuelle monnaie d'échange entre l'Allemagne du Nord et celle du Sud. Il a emmuré le Monténégro dans ses montagnes et mis son étroite bande de côtes sous la surveillance autrichienne; il a fait de la Serbie, claustrée de toute part, un satellite presque forcé de Vienne, qu'il avait déjà en quelque sorte apanagée de la Bosnie et de l'Herzégovine d'où le Sultan, leur souverain réel, a fini par déguerpir moyennant un « bachich ».

De l'émancipation partielle du Balkan les plus sérieux bénéficiaires ont donc été les Austro-Hongrois et presque au même degré les Allemands de l'Empire qui s'y installent à leur suite, de plus en plus nombreux, avec pour auxiliaire l'envahissante audace de la *Sud-Armée*.





CHAPITRE II

L'Autriche et les Nationalités slaves

Les évolutions de la Maison de Habsbourg. — Ses anciens domaines et ses Etats modernes. — Le dualisme. — Les Nationalités slaves d'Autriche-Hongrie. — Les Tchèques et les Slovaques. — Les Polonais. — Les Ruthènes. — Les Slovènes. — Les Croates. — Les Serbes.

ON a déjà remarqué que l'aigle à deux têtes qui figure les armoiries impériales des Habsbourg constitue des armes parlantes : son regard semble menacer à la fois l'Occident et l'Orient.

Dynastie errante, en effet, la Maison d'Autriche eut ses premiers domaines en Suisse, en Alsace et en Souabe ; puis, sa domination s'étendit sur les Pays-

Bas, sur l'Allemagne, l'Italie et momentanément sur l'Espagne ; aujourd'hui elle réunit sous son sceptre des Allemands, des Hongrois et des Slaves. Aucun de ces États actuels ne lui appartenait à l'origine ; elle ne possède plus aucun de ses fiefs d'autrefois. Et l'on pourrait se demander aujourd'hui vers quel nouveau trône tend son ambition et si, par delà les Balkans, l'aigle ne rêve pas de prendre son vol vers Byzance.

Alors qu'ils n'avaient pas encore à imprimer une apparence de grandeur à la politique de « l'itinéraire forcé » les souverains d'Autriche s'étaient toujours et surtout attachés à tenir leur rôle de chefs du Saint-Empire romain germanique : constants furent leurs efforts pour germaniser les divers États de leur monarchie disparate. Tel apparaît le but de Marie-Thérèse, auquel se montra plus fidèle encore son fils Joseph II, soucieux d'étendre sur ses peuples le réseau uniforme d'une centralisation allemande beaucoup plus que pénétré du désir de justifier son titre de Majesté Apostolique en aidant à la diffusion du catholicisme. Ce fut lui, en effet, qui ordonna, par un décret en date du 4 mai 1783, que « dans un délai de trois ans, tous les fonctionnaires de Hongrie

devraient parler couramment et écrire correctement la langue allemande » (1). Flatteuse pour leur amour-propre intellectuel la prescription impériale, qui s'appliquait à toutes les nationalités répandues sur le territoire hongrois, eut pour effet de susciter chez les Magyars une irritation profonde et pour conséquence un conflit qui s'est répercuté jusqu'à nos jours.

Depuis 1866 la répartition des forces juxtaposées sous le sceptre des Habsbourg se trouve considérablement modifiée : tronçonné au profit de l'Empire, l'élément allemand y était affaibli alors que s'amplifiait au contraire le rôle, jusqu'alors secondaire, dévolu désormais aux Hongrois, qui, en vertu de la constitution dualiste, s'y voyaient placés sur un pied d'égalité avec les Allemands d'Autriche. On sait ce qu'a toujours représenté le nationalisme Magyar : un état d'esprit qui aspire à la plus grande autonomie possible de la Hongrie. Cet état d'esprit ne date

(1) « Rien ne fut négligé pour réduire la Bohême et la Hongrie au rang de simples provinces. L'empereur prétendait germaniser à tout prix les deux royaumes et les gouverner en tyran libéral. L'Autriche, devenue allemande, aurait, à son tour, assimilé l'Allemagne tout entière, et formerait aujourd'hui, avec elle, un Etat de près de 80 millions d'habitants. » — M. Louis LÉGER, *Histoire de l'Autriche-Hongrie*.

pas d'hier ; longtemps il s'est exercé, concurremment au pouvoir impérial, ou s'efforçant de s'en affranchir, contre les nationalités slaves incorporées partie sur les territoires de la Maison d'Autriche, partie sur ceux de la couronne de Saint-Étienne. Serbes et Croates en supportèrent les conséquences, alors même que, comme en 1848, l'Autriche leur devait d'avoir dompté son adversaire.

Du jour où fut accompli le dualisme, le conflit, latent depuis dix-neuf ans, prit une forme nettement accusée. Alors que Vienne affectait de n'y voir qu'une concession accordée à une province privilégiée, les Magyars ne cachèrent point qu'ils le considéraient comme une conquête, comme un premier pas vers l'autonomie complète.

On sait que le programme des revendications hongroises comporte la séparation de l'armée, et l'on n'a certainement pas oublié les violentes séances auxquelles donna lieu au Reichsrath, en 1907, le renouvellement décennal des traités de l'*Ausgleich*, desquels résulte l'union douanière. Un moment on eût pu croire à une tendance séparatiste si l'on ne s'était rendu compte que, dans cette lutte, il y avait de part et d'autre, un déploiement d'antagonisme plus

voulu que réel. On a pu s'en convaincre depuis : après avoir paru vouloir se jeter dans les bras des Croates et avoir acclamé, à Budapest, les Serbes qui avaient salué les restes de Rakokzy, les Magyars viennent de montrer contre la Serbie, lors du dernier conflit, encore plus d'animosité que Vienne.

C'est que pour le Magyar, non moins que pour l'Allemand, le Slave est l'ennemi contre lequel on les voit toujours prêts à s'unir : parce qu'il est déjà le nombre avec lequel il faut compter et que demain, peut-être, il serait la force devant laquelle il faudrait plier si l'on n'y mettait bon ordre.

En ce qui concerne les Allemands d'Autriche ce sentiment est surtout visible en Styrie et en Carinthie, en Silésie et dans la Bohême du Nord : à Brünn, à Troppau, à Gratz la bataille quotidienne se livre contre le Slave qu'ils accusent de vouloir tout envahir. Séculairement inférieur, jugé et maintenu comme tel, voilà que depuis tantôt trois quarts de siècle il s'est réveillé de sa longue léthargie ; il a pris conscience de ses droits, il menace de les conquérir. Déjà il réclame l'égalité de sa langue avec l'allemand, ainsi que la réclame aussi le Magyar ; il a pour lui la constitution. Mais il arriverait en pra-

tique que bientôt la municipalité slave, à l'imitation des majorités allemandes, et du reste avec les mêmes droits, imposerait la langue tchèque ou slovène, ou serbe même, dans les services municipaux, du conducteur de tramways jusqu'aux plaques des rues.

« Ce sera pour le fonctionnaire la nécessité de connaître les deux langues, c'est-à-dire, en fait, l'éviction des Allemands qui ne connaissent que l'allemand et souvent ignorent le tchèque ou le slovène; ce sera le lycée slave, l'Université dédoublée, le boycottage réciproque; ce sera le peuple de serviteurs, comme ils étaient considérés, il y a encore cinquante ans, se haussant jusqu'à ses anciens maîtres; c'est le combat quotidien, minuscule et grandiose, de deux traditions, de deux langues, de deux sentiments, parfois de deux classes sociales, pour tout dire de deux nations » (1).

Entre Magyars et Slaves l'hostilité date de plus loin encore : elle se fonde sur l'oppression séculaire dont les Serbes de Hongrie, aussi bien que les Croates, eurent à souffrir de la part des Magnats, et du côté hongrois sur l'irréductible fidélité dont firent preuve, de tout temps, les Serbes à l'égard de la Maison d'Autriche. Cette fidélité, dont ils furent si mal récompensés, contribua à permettre aux em-

(1) M. Gabriel LOUIS-JARAY, Conférence sur la *Question d'Autriche-Hongrie*.

pèreurs de contraindre les Hongrois à ce rôle secondaire dont ils ont toujours cherché à s'affranchir, sans y arriver avant la seconde moitié du dix-neuvième siècle.

D'après les statistiques officielles, la population de l'Autriche-Hongrie, Bosnie et Herzégovine comprises, dépasse 48 millions d'habitants, qui se répartissent en :

22.605.000	Slaves ;
11.730.000	Allemands ;
8.610.000	Magyars ;
3.020.000	Roumains ;
800.000	Italiens.

Ce sont là les grands groupements auxquels, pour être complet, il faudrait ajouter divers petits groupements étrangers appartenant aux nationalités les plus variées, tels qu'Arméniens, Ladins, Frioulans, Bulgares, etc. ; mais il n'apparaît pas nécessaire d'en tenir compte au point de vue politique, leur valeur spécifique étant bien amoindrie du fait que — suivant leur situation — ils sont généralement englobés dans l'un des groupes principaux.

Des chiffres ci-dessus il résulte donc qu'en Autriche-Hongrie les nationalités slaves formeraient, sous

le rapport ethnique, le groupement de beaucoup le plus important, s'il était compact. Mais il ne l'est pas et l'on ne peut les considérer que comme un ensemble de nations, dont les intérêts n'ont pas toujours été solidaires et entre lesquelles l'accord est encore loin d'être parfait. Cette divergence d'intérêts a pour corollaire des divergences de tendances et d'aspirations dont l'influence pèse d'un grand poids sur leurs préférences politiques et les attractions qu'ils sont aptes à subir, à l'intérieur ou à l'extérieur (1).

Suivant les classifications, les Slaves d'Autriche-Hongrie se divisent en cinq ou sept nations (2) : — 7.920.000 Tchèques et Slovaques ; 4.230.000 Polonais ; 3.930.000 Ruthènes ; 1.275.000 Slovènes ; 5,250.000 Croato-Serbes.

Géographiquement, ces groupes sont séparés en deux tronçons par les masses allemandes et magyares, et vers l'est par le groupe roumain. Au nord, en tirant de l'ouest à l'est, sont les Tchèques, avec les Slovaques, les Polonais et les Ruthènes ; — au sud, les Slovènes, les Croates et les Serbes.

(1) Le vote sur le projet de la loi d'annexion de la Bosnie-Herzégovine au Reichsrath en a donné la preuve.

(2) M. R. HENRY, *Questions d'Autriche-Hongrie*.

Ce sont les Tchèques qui, dès le dix-huitième siècle, ont commencé et provoqué cet éveil littéraire des Slaves qui dans le courant du dix-neuvième a pris un si magnifique essor. Après de terribles persécutions, consécutives des grandes luttes religieuse et politique des quinzième et seizième siècles, la Bohême, endormie d'une sorte de sommeil léthargique, avait disparu devant le germanisme victorieux lorsque Dobrovsky et Jungmann retrouvèrent sa langue en des sources paysannes demeurées pures. Chafarjik et Kollar, deux Slovaques, vinrent ensuite : le premier étudia les « antiquités » slaves, le second en chanta la « mutualité ». Palatsky écrivit l'histoire de sa nation dont le publiciste patriote Havlithek provoqua le réveil politique dans le courant du deuxième quart du dix-neuvième siècle.

Depuis 1843, les Tchèques (1) n'ont pas cessé de soutenir en Bohême et en Moravie une lutte vaillante contre l'envahisseur allemand. La bataille est ardente; pour reconquérir les populations slaves à demi germanisées, les Tchèques multiplient les réunions

(1) Ils habitent en Bohême (3.960.000 habitants sur 6.300.000); — en Moravie (1.730.000 sur 2.460.000); — en Silésie (150.000 sur 670.000). A Vienne même, on compte environ 300.000 Tchèques,

publiques, les cercles, les sociétés de *Škols*, et subventionnent directement leurs écoles (1). Ils ont à Prague une université nationale qui lutte contre l'université allemande et en demandent une autre en Moravie.

Guidée par une classe libérale, instruite et déjà fortifiée par d'importantes fortunes industrielles et commerciales, leur presse est nombreuse et puissante.

Adroits politiques ils se montrent surtout soucieux de se créer en Autriche une personnalité nationale et une place aussi large que possible. Aussi, en grande partie refusent-ils d'accepter le système transactionnel accepté par les Allemands : le partage du royaume en trois territoires. Dans l'un la langue officielle serait le Tchèque, dans un autre l'Allemand, et les fonctionnaires ne seraient tenus de savoir les deux langues que dans le troisième, qui serait mixte.

(1) La *Maticé Školska* ou « petite mère des écoles », est une société qui lutte contre le *Schulverein*. Tchèques et Allemands se disputent les hommes de demain. Les Tchèques, qui n'ont à compter que sur leurs propres ressources, à la différence des Allemands aidés de l'extérieur, ont imaginé le moyen ingénieux suivant : La *Maticé Školska* vend au commerçant des bandes à son nom. Les consommateurs exigent la présence de ces bandes sur certains produits, notamment sur les allumettes. C'est une sorte d'impôt indirect volontaire. — M. R. HENRY, *Questions d'Autriche-Hongrie*.

Or, les Tchèques déclarent le royaume de Bohême indivisible et exigent que tous les fonctionnaires y parlent les deux langues. Bien mieux, ce n'est pas seulement le royaume actuel — le quadrilatère — qu'ils proclament indivisible, mais la couronne de Wenceslas, c'est-à-dire en outre la Moravie et la Silésie, dont ils réclament l'unité avec une administration et un parlement communs.

Dans la Cisleithanie les différents partis tchèques sont d'accord pour rappeler que le royaume de Bohême ne fut jamais annexé aux possessions de la dynastie. Ce ne fut qu'en 1526 que le premier Habsbourg fut élu roi de Bohême — en même temps qu'il commença à régner en Hongrie. Et depuis lors le royaume de Bohême a toujours conservé en droit, et revendiqué en fait, sa pleine indépendance. De tout temps, d'ailleurs, les Tchèques ont réclamé que les empereurs d'Autriche se fissent couronner à Prague rois de Bohême ; et tous les Habsbourg ont déféré à cette requête, sauf Joseph II et François-Joseph.

A côté des Tchèques viennent se ranger les Slovaques, la partie populaire du moins, car la plupart des familles riches sont passées aux Magyars.

Les Polonais sont au nombre de quatre millions dans la province de Galicie, formant à l'ouest un groupe compact, alors qu'à l'est on les trouve dans les villes et les châteaux. On en reconte encore en Silésie et même en Bukovine.

Il semble que, malgré les plus épouvantables catastrophes, les trois tronçons de la nation polonaise, séparés depuis plus d'un siècle, n'ont pas perdu l'espoir de refaire un jour la Pologne ; ils n'ont jamais cessé de continuer à avoir entre eux des rapports que n'arrête aucune frontière. Mais le présent leur impose un devoir plus immédiat que de songer à refaire l'État, celui de sauvegarder la nation, de la maintenir moralement et de l'enrichir pour en faire une force agissante et puissante.

La Maison de Habsbourg, après avoir lutté contre la *schlachta* (1), a su conquérir l'affection de ses sujets polonais, qui tiennent dans la monarchie une place considérable, et qui fut même prépondérante : le comte Goluchwski, qui fut, il n'y a pas longtemps, premier ministre, était un Polonais.

Toutefois les sentiments de loyalisme des Polo-

(1) La noblesse polonaise, demeurée influente en Galicie.

nais paraissent être plus personnels à l'empereur. Depuis quelque temps, la persécution scolaire qui a sévi en Posnanie et les lois d'exception votées au Reichstag allemand contre les Polonais de l'Empire ont fortement impressionné leurs compatriotes de Russie et même d'Autriche, et provoqué chez ces derniers un sentiment hostile au germanisme.

Or, il ne faut pas oublier que ce ne sont pas seulement les Polonais du duché de Posen, mais encore ceux de Silésie, de la Prusse occidentale, et tous ceux établis à Berlin, en Saxe, en Westphalie, en Prusse rhénane qui sont maintenant menacés de germanisation. Si l'on tient compte de la solidarité qui unit les trois tronçons polonais, l'hostilité provoquée par ces mesures vexatoires pourrait avoir d'autant plus d'importance qu'il suffirait d'une simple réforme électorale pour que les Allemands de Cisleithanie ne fussent peut-être plus assez influents pour constituer, au Reichsrath, une majorité en faveur de l'alliance allemande.

Enfin, il est encore un détail que l'on ne saurait négliger dès lors que l'on parle des Polonais : il s'agit du rapprochement qui se dessine, assez perceptible déjà, entre ceux de Russie et les Russes

dont ils furent pendant si longtemps les irréductibles adversaires. Au régime de vexations a succédé une ère adoucie qui permet aux Polonais de Russie de se donner au travail librement ; la Pologne russe est en train de devenir un grand et riche centre industriel dont la prospérité économique pourra contribuer à aplanir les difficultés politiques et religieuses déjà fort atténuées.

L'incident de Wresno a eu un retentissement qui n'est probablement pas près d'être oublié, et les brutalités exercées contre les enfants polonais coupables de s'être refusés à prier en allemand pourraient donner lieu à des conséquences beaucoup plus lointaines et plus étendues que le fait lui-même. Que l'on se rappelle l'enthousiaste accueil fait d'un bout à l'autre du monde slave, en Autriche comme en Russie, à l'appel de Sienkiewicz et du *Czas*, journal de Cracovie, en faveur des Polonais de Posnanie. Ce fut un immense cri de réprobation qui jaillit de toutes les lèvres slaves. La ville de Prague souscrivit, — indiquant ainsi qu'un rapprochement était possible entre les Tchèques et les Polonais.

Peu de temps après que les magistrats de Posen eurent renoncé — ce qu'ils avaient de plus sage à

faire — aux poursuites sans lendemain qu'ils avaient songé à exercer par défaut contre Sienkiewicz, sujet russe, l'empereur Guillaume II prononça d'étranges paroles, à l'occasion de la restauration du château des Chevaliers Teutoniques (1), à Marienbourg :

« J'ai déjà eu l'occasion de vous rappeler que le Marienbourg a été le berceau de la civilisation chrétienne, et c'est encore la forteresse de l'élément allemand à la frontière. *L'élément polonais est aux prises avec l'élément allemand.* Je suis forcé d'adresser un appel à mon peuple pour qu'il se mette en garde contre les Polonais, en vue de sauvegarder son bien national contre leurs attaques. C'est ici, dans le Marienbourg, que j'exprime l'espoir que tous les frères de l'ordre de Saint-Jean se rendront à mon appel, si je m'adresse à eux pour sauvegarder la civilisation et les mœurs allemandes. Dans cet espoir, je lève mon verre et je porte la santé du Grand Maître de l'Ordre, l'Archiduc Eugène d'Autriche. Aujourd'hui, comme il y a des siècles, nous devons nous réunir pour combattre l'ennemi commun » (2).

A cette provocation qui, par delà la frontière, les visait et les solidarisait en un même sentiment de haine atavique à leurs frères de Posnanie, il n'est pas dit que les Polonais d'Autriche ne donneront pas la réplique.

(1) On sait que Sienkiewicz a écrit l'un de ses plus beaux romans sur la lutte soutenue par les Polonais contre cet ordre célèbre.

(2) Cit. par M. René HENRY, *Questions d'Autriche-Hongrie.*

A côté des Polonais, en Galicie, habitent trois millions deux cent vingt mille Ruthènes ; on en compte encore quatre cent mille en Hongrie et trois cent mille en Bukovine. C'est une race essentiellement paysanne qui se rapproche sensiblement des Russes de l'empire des tsars.

Longtemps soumis complètement à la *schlachta*, ils se dégagent progressivement du groupe polonais ; on a même pu dire qu'ils pouvaient être contre les Polonais une arme aux mains de l'État, pris au sens allemand. Il faudrait, cependant, distinguer. Au point de vue politique, les Ruthènes se divisent en quatre partis : l'un est partisan de l'entente avec les Polonais ; — un autre se préoccupe surtout d'évolution sociale ; — le troisième, les Jeunes-Ruthènes, qui poursuivent le rêve d'un rétablissement de l'État Ukrainien, songerait à s'unir non pas à la Russie, mais à la Petite-Russie (Ukraine) seule ; — le quatrième enfin, celui des Moscalophiles, montre des préférences nettement russes.

Quelles que soient les relations politiques des Ruthènes avec les Polonais, difficiles ou cordiales, on ne les voit pas dissidents de la grande cause slave ; il est au contraire permis de croire que le réveil du

slavisme chez les Polonais — si par slavisme on entend ce sentiment de solidarité sociale dont on a déjà vu les effets — n'aurait pas pour résultat d'éloigner d'eux les Ruthènes.

Parmi les quatre nations slaves du sud — les Jougo-Slaves — l'une, les Bulgares, est pour ainsi dire inapparente dans les États austro-hongrois ; deux autres y sont totalement englobées, les Croates et les Slovènes ; la quatrième, la nation serbe, n'y est que partiellement comprise.

Les Slovènes sont au nombre de 1.270.000 en Cisleithanie ; ce sont des montagnards très catholiques, et peut-être même le sentiment religieux n'est-il pas à négliger si l'on veut peser exactement la solidité de leur attachement à la monarchie de Habsbourg. La qualité en est donc assez haute pour qu'il n'apparaisse point suspect. Mais — et les débats mêmes du Congrès de Laybach (1) en sont une preuve suffisamment éloquente — leur loyalisme à l'égard de leur souverain n'empêche pas les Slovènes de se montrer non moins fidèles au loyalisme qu'ils estiment

(1) En slave, *Lublana*, Capitale de la Carniole et centre littéraire des Slovènes.

devoir conserver à leurs frères de race, quelque soit le côté de la frontière où ils se trouvent, et le drapeau qui flotte au-dessus de leurs têtes. Nous aurons ailleurs l'occasion de reparler de ce Congrès et de rappeler avec quelle éloquence, quelle vaillance — mais aussi quelle violence — y furent soutenus les droits de la fraternité slave, sans préjudices des devoirs dus au prince.

Les Slovènes figurent parmi les plus anciens sujets des Habsbourg, dès les treizième et quatorzième siècle, après avoir été d'abord englobés dans le système des marches germaniques. Ils occupent, outre la province de Carniole avec Lublana (Laybach) pour capitale, le sud de la Styrie et de la Carinthie ; en Istrie, avec les Croates, ils opposent un élément slave très compact aux Italiens de la côte ouest.

Les Serbes de Cisleithanie et du royaume de Croatie sont enclavés dans le groupement croate. Croates et Serbes sont recensés ensemble, et, si leur écriture diffère, leur langue est la même. C'est qu'en effet ils ont une même origine, tous descendus des Karpathes en Illyrie, dans le courant du vii^e siècle de notre ère. Mais les Serbes, s'étant rattachés au

christianisme orthodoxe, adoptèrent l'écriture cyrillique tandis que les Croates, portés plus à l'ouest et ayant adhéré au rite latin, en prirent l'alphabet.

Actuellement les Croato-Serbes sont 735.000 en Cisleithanie ; 2.880.000 en Transleithanie ; 1.635.000 en Bosnie-Herzégovine. En Cisleithanie, les Croates constituent une partie de la population de l'Istrie et la très grande majorité de celle de la Dalmatie, où on les trouve mélangés de Serbes.

Ces derniers se trouvent également en Hongrie, nombreux sur la rive gauche du Danube, entre le coude méridional du fleuve et les Portes de Fer, où ils étaient venus s'établir vers la fin du dix-septième siècle. Nous verrons dans quelles circonstances.

L'histoire nous les montre parfois aux prises, précisément en raison des revendications qu'ils élevaient les uns contre les autres du fait de leur commune origine et par suite de la possession de certains territoires. Tel est le cas pour la Bosnie-Herzégovine, où il est difficile d'établir aujourd'hui quel fut le principal occupant, encore que l'on ne puisse nier, cependant, que le rite orthodoxe y soit beaucoup plus largement représenté que le rite latin.

Où l'histoire rapproche les Serbes et les Croates,

c'est dans la séculaire tyrannie dont ils furent victimes de la part de la monarchie hongroise, et dans les immenses services qu'ils rendirent à la Maison de Habsbourg qui ne leur en témoigna guère de reconnaissance.

L'épopée napoléonienne avait été suivie, en Croatie, avec une attention passionnée. La reconstitution de l'Illyrie, ce rêve de tout patriote slave du Sud, ressuscitée un instant, avait tourné tous les regards et tous les cœurs du côté du libérateur venu de l'occident ; et l'administration du maréchal Marmont, plus riche de bons résultats que ne l'avait été celle de l'Autriche en trois siècles, a laissé de si impérissables souvenirs que, de nos jours encore, le nom de la France est pour les Croates synonyme de liberté, de sympathie. Sous l'Empire, l'Illyrie comprenait la Carinthie, la Carniole, l'Istrie, Gorica, la Dalmatie, une partie de la Croatie et la ville de Raguse dont le maréchal Marmont porta par la suite le nom avec titre ducal en récompense de la popularité qu'il avait su se conquérir.

Le beau rêve prit fin avec l'Empire français, et l'Illyrie, morcelée par M. de Metternich, paya ainsi la liberté qu'elle avait acclamée et la fidèle

bravoure dont ses « régiments français » avaient donné la preuve. Avec le retour à l'Autriche recommença pour les Croates le calvaire des humiliations et de l'oppression : Metternich se donnant pour tâche de la germaniser et les Magyars de l'écraser sous prétexte de la défendre.

De tout temps cette situation, de quantités négligeables, fut en réalité celle des fractions de la nation slave essaimées sur les territoires de la Maison d'Autriche comme sur ceux de la couronne de Saint-Étienne. Alors même que leur droits de nationalités, et même de souverainetés, étaient indiscutablement établis, ils leur furent contestés ou violés.

Il y a peu d'années, par feinte politique, — Budapest étant alors en lutte ardente contre Vienne, — les Magyars crurent habile de tenter un rapprochement vers les Croates, qui, eux-mêmes, se montraient disposés à s'entendre avec les Serbes : la Résolution de Fiume fut le résultat de ce rapprochement.

A cette occasion des écrivains hongrois, effrayés par cet impérialisme allemand dont ils avaient naguère célébré les avantages et proclamé la nécessité, ont essayé de dégager la politique magyare de tout un passé de tyrannie à l'endroit des populations slaves.

« Le régime qui a dévasté la Croatie pendant ces vingt-cinq dernières années n'a jamais été, à proprement parler, le régime hongrois, mais sa mauvaise imitation, ou, pour mieux dire, le régime que le gouvernement viennois a établi en Croatie en lui donnant le nom de hongrois, au détriment même de la Hongrie. »

Ces lignes, écrites par un député croate, et qu'il a dû regretter quelque peu ensuite, ont servi bien des fois aux écrivains magyars pour rejeter sur l'Autriche seule tout l'odieux de la longue dictature du ban Khuen Hedervary.

L'histoire fait malheureusement justice de cette thèse dont les événements ont bientôt montré l'inanité, puisque la Résolution de Fiume, votée en 1905, avait, dès 1907, pour contre-partie les discussions violentes provoquées par la question des chemins de fer et la nomination — d'un caractère nettement hostile — de M. de Rakodczay en qualité de ban de Croatie.

Les Magyars n'ont pas tort lorsqu'ils dénoncent les tentatives absolutistes du gouvernement viennois, qui, fortement appuyées par le gouvernement de Berlin, ont excité chez tous les peuples de la cou-

ronne de Saint-Etienne le sentiment de l'indépendance de la race, en leur montrant le danger de la germanisation. Mais ils oublient que la politique magyare a usé des mêmes procédés que la politique autrichienne ; et cela de tout temps. Autrefois elle se vengeait sur les nationalités slaves de la suprématie que lui faisaient sentir les Habsbourg ; depuis 1878, elle a pratiqué de concert avec l'Autriche — et sur pied égal — la politique « gross deutsch » qui a valu à la monarchie dualiste d'être « le brillant second » d'un Hohenzollern.

Voilà plus de trente ans que le germanisme le plus indiscret n'a cessé d'être le véritable moteur gouvernemental du cabinet de Budapest non moins que de Vienne ; et la presse magyare ne s'est point privée, en nombreuses circonstances, de se livrer contre l'alliance franco-russe à des manifestations dont il semblait que certains journaux allemands dussent avoir, seuls, le monopole.

Depuis plus de deux siècles, la nation croate — et c'est même le cas de dire croato-serbe — a été le jouet de la diplomatie du Ballplatz ou de Budapest ; elle a été la monnaie d'échange servant aux transactions des cabinets autrichiens et hongrois, qui se

payaient ainsi mutuellement les concessions réciproques auxquelles les astreignaient les difficultés ou les nécessités de leur politique. Longtemps leur loyauté, exploitée contre eux-mêmes, a desservi la cause et les intérêts des Croates en les aveuglant sur la nature des relations dont les deux associés, suivant les circonstances, s'efforçaient à lui faire accepter les inappréciables avantages.

Aux optimistes l'enthousiasme qui avait servi de cadre au Congrès où fut votée la Résolution de Fiume avait pu donner le change ; leur illusion se justifiait par le mirage du réconfort dont on leur offrait l'illusion et dont il semblait que la logique servait à garantir la sincérité.

En 1905, il apparaissait tout à fait admissible que les Magyars, de culture élevée, d'esprit libéral, de patriotisme admirable, qui forment le noyau de la coalition hongroise, avertis que la plus adroite politique leur interdisait de se créer de nouveaux adversaires au milieu de leur propre lutte contre l'envahissement germanique, — allaient enfin se tourner franchement du côté des Slaves transleithans et lier avec eux partie loyale contre l'ennemi commun. La longue dictature du comte Hedervary devait avoir suffi à

leur montrer le danger, pour la Hongrie elle-même, du gaspillage des ressources qu'offrirait à l' « union » un pays tel que la Croatie ; on était en droit de les croire mieux avertis que le véritable bénéficiaire de la politique inaugurée en 1880 par les bans de Croatie avait été surtout l'Autriche, dont les bans — le comte Hedevary plus que tout autre — servaient surtout les intérêts tout en affectant de prendre leurs instructions à Budapest.

L'accord d'intérêts et l'union de forces, dont l'acte de Fiume apparaissait comme l'expression tangible, n'excédait donc pas toute vraisemblance. Toutefois, pour qu'il pût donner son plein effet, produire de bons résultats, et surtout durables, il importait de faire table rase des ambitions passées, de renoncer à cette prétention lointaine des Magyars : tenir en vassalité les Croates qui, forts de leur contrat librement consenti, se sont toujours refusés à s'y soumettre.

En 1907, les difficultés surgirent de ce fait que les Magyars prétendaient obliger les employés des chemins de fer croates à parler le magyar en même temps que le croate. Ce désir d'imposer leur langue à toutes les nationalités transleithanes est aisé à com-

prendre : l'idiome journalier est le meilleur et le plus sûr moyen d'infiltration et d'absorption. Aussi n'est-il pas moins logique ni moins légitime que, pour les mêmes motifs inversement interprétés, les Croates se refusent à se laisser séduire. C'est aussi bien leur droit, semble-t-il, que c'est le droit des Magyars de lutter contre l'intronisation de l'allemand comme langue officielle, ainsi qu'ils n'ont jamais négligé de le faire, et âprement si l'on n'a pas oublié les violentes discussions dont retentit le Reichsrath, à propos des commandements dans l'armée.

La question revêtait, cependant, un caractère autrement grave que celle de l'idiome des employés de chemins de fer.

Mais — et pour cause — les écrivains magyars ont assez souvent oublié les enseignements de l'histoire et se sont plu à conférer sans distinction la nationalité hongroise aux populations qui habitent la Voïvodie et le Banat serbes, la Transylvanie, l'Esclavonie, la Croatie et le littoral qui en relève, parfois même la frontière militaire et la Dalmatie, — soit une agglomération de 19 millions d'habitants où les Magyars comptent à peine pour la moitié.

Leur impérialisme — ennobli par leur ardent

patriotisme, mais excessif — les porte même à donner au mot nationalité un caractère tellement extensif, en ce qui a trait tantôt à la langue et à la race, tantôt aux rapports historiques et politiques que les étrangers n'ont pu bien des fois que s'en former une idée assez confuse, et qu'il n'était pas inutile — surtout pour l'avenir — de la mettre au point.

C'est ainsi qu'il sera bien difficile, en dépit de tous les subterfuges, de donner le change à tous ceux qui, appuyés sur une connaissance suffisante de l'histoire et de la géographie de ces contrées, se sont fait une idée exacte des événements de 1848. Ceux-là n'ignorent point qu'à cette époque, avant même que le gouvernement autrichien entrât en ligne, le gouvernement hongrois, pourtant exclusivement magyar, eut à lutter dans la *Batchka* et le *Banat*, au sud, contre les Serbes et les Croates ; au nord, contre les Slovaques ; à l'est, contre les Roumains, tous soulevés contre lui.

Ce fut alors que, déjà à propos de la question de langue, *Kossuth* (l'aïeul du ministre actuel) prononça à l'adresse des Slaves, qui se refusaient à admettre la suprématie forcée de la langue magyare sur l'universalité des autres idiomes nationaux parlés sur l'ensemble

du territoire hongrois, cette parole grosse de menaces : « C'est l'épée qui décidera », — forfanterie à laquelle l'épée du ban Jellacich ne tarda guère à donner la réplique.

En réalité, les Magyars ont toujours dénié aux Croates leur autonomie primordiale ; ils ont toujours revendiqué une suzeraineté qu'ils n'ont jamais possédée en fait ni en droit diplomatique.

Si l'on s'en réfère au passé historique on trouve, au contraire, que le royaume de Croatie est le plus ancien des États « royaumes, duchés ou pays » de la monarchie austro-hongroise, dont elle n'a jamais été une province non plus hongroise qu'autrichienne. Et si elle se trouve aujourd'hui anonymement englobée dans le conglomérat disparate des États de la Maison de Habsbourg, cette situation n'est due qu'à la confusion adroitement entretenue par les bénéficiaires de cet état de choses.

Jamais la Croatie n'a été conquise par la Hongrie ni par l'Autriche. En 1102, elle eut la mauvaise inspiration d'accéder à l'offre d'alliance des Magyars ; plus tard, à deux reprises, elle offrit spontanément sa couronne royale, la couronne de Zvonimir, aux chefs de la Maison de Habsbourg. Mais ce fut

chaque fois en pleine possession de sa souveraineté. Il y a mieux : lorsque Charles VI (III) demanda aux peuples réunis sous son sceptre impérial d'accepter les termes de la Pragmatique Sanction, c'est-à-dire de reconnaître la ligne féminine héritière du trône au cas d'extinction de la ligne masculine, le parlement de Croatie entra dans les vues du souverain dès 1712, alors que le parlement de Hongrie n'y accéda qu'en 1723.

L'histoire de la Hongrie fournit, d'ailleurs, une constatation officielle de l'autonomie croate. En 1578, l'empereur Rodolphe II, rêvant de supprimer l'individualité politique de la Croatie, décréta la subordination du ban à l'archiduc Charles d'Autriche, investi du commandement suprême de toutes les forces militaires de la monarchie. C'était un moyen détourné d'enlever le commandement de l'armée croate à celui qui représentait la souveraineté du pays. Sur toute l'étendue du territoire croate l'obéissance fut refusée au décret impérial qui constituait une violation flagrante des libertés nationales. Rodolphe, n'osant passer outre à l'orage qu'il pressentait, demanda à la cour royale de Hongrie de trancher la question. Et la haute juridiction hongroise reconnut et affirma

les droits « séculaires et souverains » de la Croatie.

De tout temps, en effet, au ban avait été réservé le commandement de l'armée qu'il ne cédait qu'au roi *présent* sur le champ de bataille. C'était à lui qu'était dû le service militaire ; lui qui avait le droit de faire la guerre, comme le privilège de faire rendre la justice, de battre monnaie et de décréter les impôts, à charge de verser au roi un *don* annuel de 10.000 marcs (1).

Même détournées de leur principe, tombées en une sorte de dérogeance, les fonctions du ban tiennent au cœur de tous les Croates aussi bien que le maintien de leur langue nationale dans les divers ressorts administratifs, précisément parce que ce sont les derniers vestiges de souveraineté que des abus successifs, occultes ou insuffisamment combattus, leur ont encore au moins nominalement conservés.

Peut-être ce caractère de haute vénération n'a-t-il pas été étranger aux attaques dont a été l'objet la fonction de ban de la part des hommes d'État de Budapest et de Vienne, dont M. le baron Banffy a

(1) Voir M. HORN, *Le Compromis de 1868 entre la Hongrie et la Croatie*.

résumé ainsi la pensée secrète, en déclarant que les difficultés subsisteraient « tant que le ban de Croatie demeurerait officiellement le représentant de l'autonomie provinciale au lieu de n'être qu'un gouverneur comme les autres ». Or, à cette époque, M. Banffy avait déjà été premier ministre.

Au mois de septembre 1906, au moment où la tension entre Vienne et Budapest donnait comme une impression de rupture possible, sinon prochaine, un homme d'Etat allemand, M. de Tchirchsky, résumait ainsi ses déclarations à un journaliste italien : « Il y a quelque chose de changé dans les Balkans ». Il était alors, en effet, difficile de ne pas le croire, et bientôt les événements semblèrent confirmer cette opinion qui pouvait être un pronostic ou un aveu.

Quinze jours à peine s'étaient écoulés, les Magyars et les Serbes y donnaient comme une suite d'autant plus éclatante qu'elle était spontanée.

Lors du passage sur leur territoire des restes de Rakokzy, les Serbes s'étaient empressés de rendre aux glorieuses reliques un légitime et pieux hommage. On était alors en pleine ferveur de réconciliation, au lendemain de la Résolution de Fiume qui semblait, après avoir proclamé l'oubli des rancunes

passées, devoir ouvrir une ère nouvelle dans les rapports entre Slaves et Hongrois. Une courtoisie en vaut une autre, et peu de jours après, sous la conduite des députés du « groupe Kossuth », les étudiants magyars, encadrés de nombreux manifestants hongrois, se rendirent devant le consulat général du royaume de Serbie et acclamèrent le peuple serbe avec un enthousiasme qui témoignait de leur gratitude. Pendant que défilait ses compatriotes, M. Djakerchi, président du Club Kossuth, s'arrêta et, d'une voix vibrante, prononça ces paroles : « Vive la nation serbe, dont les représentants sont venus s'incliner devant les cendres de Rakokzy ! Nous, représentants de la Hongrie, et nous, jeunesse hongroise, fléchissons les genoux devant la Serbie. Vive le peuple serbe libre et indépendant ! »

Ainsi qu'il convenait, le consul de Serbie remercia les délégués hongrois au nom de son pays et la manifestation se termina par une acclamation de « l'amitié féconde des Serbes et des Magyars ».

Enfin, quelques semaines plus tard, des délégués du Parlement hongrois se rendaient à Belgrade, accompagnés d'une importante délégation de la jeunesse universitaire de Hongrie.

De cette explosion de sympathies d'une ardeur toute orientale, quel a été l'épilogue? On ne le sait que trop : presque aussi éphémère que les lampions qui en éclairèrent le triomphe fut l'accord magyaro-slave auquel l'acte de Fiume avait promis l'éternité. Et les émouvantes péripéties du dernier conflit austro-serbe ont révélé chez la presse magyare, à l'égard de la Serbie, une animosité qui ne le cédait point à celle des journaux viennois.

Et, cependant, si contradictoire que pût paraître ce revirement des Hongrois comparé à leur politique antérieure, il n'en était ni moins logique ni moins explicable.

État continental et pays agricole, nation homogène et compacte entourée de groupements slaves, croates, allemands ou valaques, sentinelle de l'Europe aux confins des empires russe et ottoman, la Hongrie avait trouvé dans la Triple-Alliance, jusqu'en ces dernières années, la satisfaction des nécessités les plus immédiates qui résultaient pour elle du fantôme d'autonomie dont elle jouissait depuis 1866 : la défense de la suprématie magyare en face des groupes slaves ; la sécurité de son territoire ; la prospérité de son agriculture. La Triple-Alliance assurait

la Hongrie contre une attaque extérieure et contre un soulèvement intérieur; elle était avantageuse aux paysans en même temps qu'aux grands propriétaires, assurés d'écouler à Vienne et à Berlin leurs produits agricoles. Les Hongrois offraient en retour une clientèle assurée aux manufactures allemandes.

Mais de tels avantages ne sont pas sans contrepartie. Cette autonomie arrachée à Vienne n'est guère effective : les Magyars ont leur Parlement, disposent de leur administration et de leur justice; mais leur armée, leurs finances, leurs relations diplomatiques et commerciales relèvent en réalité de Vienne, ce qui est à dire de Berlin. Si la nation magyare existe en droit, en fait l'empereur d'Autriche règne à Budapest et le Kaiser y gouverne. La Hongrie n'a été depuis bientôt vingt ans qu'un instrument de germanisation, un canal du *Drang nach Osten*.

Le poids de cette tutelle avait fini par sembler lourd aux épaules des Magyars, en même temps qu'il leur apparut que des bénéfices de l'expansion balkanique leur part, déjà modeste, s'annonçait de plus en plus restreinte. Le *Drang*, venant d'Allemagne, ne fait guère que traverser l'Autriche-Hongrie pour

aller s'épandre dans la péninsule, la Turquie d'Europe et le Levant.

Sur ces appréhensions se greffa le froissement dont souffrait leur patriotisme, si ardent que toujours en éveil, du fait des menées pangermanistes dont le sans-gêne se montrait d'année en année plus encombrant ; si bien que, dès le mois de janvier 1900, de violentes attaques contre la Triple-Alliance étaient formulées à la Délégation hongroise. Elles eurent un écho. Pendant la dernière période électorale, à Albe Royale, le comte Eugène Zichy, alors député ministériel, disait en propres termes : « Nous nous défendrons contre ce grand ami allemand, qu'on a loué toujours si haut, dont on a prévenu tous les désirs et qui voudrait aujourd'hui nous passer la corde au cou » (1).

Il était donc fort admissible que dans leur lutte contre l'associé viennois, ne pouvant se fier à l'ami de Berlin, les Hongrois eussent songé à unir leur fortune à celle des Slaves, ou du moins à leur propre résistance des aspirations fédéralistes de leurs voisins.

(1) M. R. HENRY, *Questions d'Autriche-Hongrie*.

Un autre facteur contribuait encore à justifier le rapprochement serbo-magyar qu'il convient de ne pas oublier, car il ressort des enseignements de l'histoire. Celle de leur propre nation est pour les Magyars particulièrement instructive au moins en l'un de ses aspects. Ils ne pouvaient ignorer comment, durant de longs siècles, la Maison d'Autriche, fidèle à sa devise : « Diviser pour régner », — s'appliqua à entretenir les motifs de suspicion, les occasions de rivalité, d'oppression ou de représailles contre les Serbes immigrés, appelés par elle, et les Hongrois, premiers occupants de la contrée. Ils ont pu ainsi se rendre compte de la façon dont ont été payés le sang et la fidélité des Serbes, et, par un instinctif parallèle entre le passé et le présent, déduire les avantages qu'ils pouvaient trouver dans l'avenir à avoir pour amis les descendants des Croates de Jellacich et des Serbes de Choupliatz.

Depuis le jour où la haine du Turc les fit se ranger sous la bannière de Ferdinand d'Autriche contre Zapolya, voïvode de Transylvanie, devenu par élection au trône de Saint-Etienne héritier des princes d'Anjou — et, dans la suite, allié du roi de France François I^{er} — depuis cette date néfaste, l'histoire des

Serbes de Hongrie, du banat de Temesvar, et plus tard des Confins, n'offre qu'un long martyre et une éternelle duperie. Pas une des promesses à eux faites par les empereurs pour les attirer à leur service ne fut réalisée ou maintenue : ni la liberté religieuse, ni l'exemption des impôts, ni l'organisation autonome à leur profit du territoire militaire dont la vaillance de la « légion noire » avait fait le boulevard de l'Europe chrétienne contre le Croissant.

Ecrasés deux fois par les Turcs, malgré une héroïque résistance, conquis, démembrés, les Serbes apportèrent en grand nombre à la chrétienté un concours précieux dont l'Autriche s'arrogea tous les bénéfices. Le danger écarté, l'Islam forcé à la retraite, Vienne oublia que si elle était encore catholique elle le devait pour une large part à ces orthodoxes, et que si l'Ottoman n'avait pas forcé ses remparts les descendants des bandes de Bakitch et de Brankovitch y avaient héroïquement contribué. Contre les armées de la France révolutionnaire et de Napoléon, les Serbes ont défendu l'Autriche ; ils ont empêché son démembrement en 1849. En échange de leur dévouement et de leur irréductible fidélité aux princes qu'ils s'étaient librement choisis, ils ont

toujours servi de monnaie d'échange entre les Habsbourg et les Hongrois, impatients d'autonomie.

Ces longues iniquités ont fini par provoquer dans le monde slave, contre la politique viennoise devenue plus hostile à la race slave que ne l'est aujourd'hui celle de Constantinople, un état d'irritation que ne pouvait méconnaître M. le comte Khevenhüller-Metsch, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Paris, lorsqu'en 1906 il protestait (1) en ces termes contre toute tendance de son gouvernement à une politique d'expansion du côté des Balkans :

« Le but de la Monarchie austro-hongroise a toujours été nettement défini. Elle n'a jamais visé qu'à maintenir l'indépendance des Etats balkaniques, à favoriser leurs progrès politiques et économiques, et rien, dans ces derniers temps, n'a été de nature à modifier cette orientation. Malgré cela, et contre toute évidence, c'est un dogme intangible chez tous les politiciens des Balkans, que l'Autriche-Hongrie nourrit le secret dessein de frustrer les Etats chrétiens qui s'y sont constitués de leur juste patrimoine. Sincère ou simulée, *cette crainte se retrouve partout* ».

Sans insister aujourd'hui — huit mois après la déclaration d'annexion de la Bosnie-Herzégovine — sur la réplique donnée aux déclarations de l'éminent

(1) Journal *Le Temps*, juillet 1906.

diplomate par les actes de son gouvernement, il est permis de remarquer que s'il existe dans les groupements et chez les Slaves autonomes du Balkan un sentiment d'austrophobie, il pourrait être surtout imputable au cabinet de Vienne dont l'attitude fut souvent injuste ou hautaine, parfois dure et cassante à l'égard de ses voisins moins privilégiés et plus faibles, mais légitimement jaloux de leur indépendance nationale, chèrement conquise.





CHAPITRE III

L'Autriche-Hongrie et les États Balkaniques

Le Panславisme et les aspirations des États slaves. — Force de la tradition chez les Serbes. — Le passé et le présent. — Le royaume de Serbie. — Sa formation. — Sa politique d'hier. — Sa politique d'aujourd'hui. — Le Monténégro et le Prince Nicolas 1^{er}. — La Bulgarie et le roi Ferdinand 1^{er}.

ON a longtemps attaché à ce que l'on a appelé, assez inexactement d'ailleurs, le *panславisme*, une étendue et surtout une intensité qu'étaient loin d'avoir le mouvement ou la tendance que l'on entendait ainsi déterminer. A en croire certains écrivains, tous les peuples d'origine slave n'auraient eu d'autre

aspiration que leur annexion à la Russie. L'erreur était trop manifeste et la théorie trop contredite par les faits pour n'être pas abandonnée un jour.

Mais, comme il arrive souvent, la réaction a été trop complète et l'on est tombé dans l'exagération contraire : non seulement les nationalités slaves ne rêvaient plus de se grouper sous le sceptre du tsar, mais elles n'avaient entre elles aucun rapport, aucun lien ; aucun sentiment ne leur était commun qu'une rivalité réciproque. Cette opinion n'était pas plus exacte que la première, ni plus vraisemblable.

La vérité se place entre les deux extrêmes. Chacun des peuples cristallisés aujourd'hui dans les Balkans et jouissant de leur autonomie tient à la personnalité qui lui est acquise, et celle des nationalités qui sont encore soumises à des puissances étrangères — Polonais, Croates, Dalmates, et même Macédoniens — aspirent toutes plus ou moins ouvertement à la reconquête de leur souveraineté perdue. Entre elles existent des divergences créées par une longue séparation, par des dissemblances de langue, par des intérêts que leur situation actuelle met parfois en opposition, enfin par des aspirations ataviques, plus apparemment contradictoires que réellement irréduc-

tibles. Mais il subsiste entre tous les Slaves — nations et groupements — un sentiment de fraternité, aisément susceptible de solidarité. Par dessus des frontières, qu'ils ne songent pas toujours à franchir, les Slaves d'Autriche-Hongrie — déjà prêts à se soutenir, moralement au moins, entre eux, — tendent une main amicale aux Slaves des autres pays.

Quelle qu'en soit l'origine et quelles qu'aient été les causes qui l'ont aidé, développé et fortifié, ce sentiment s'est manifesté assez énergiquement pour ne pas être mis en doute. Dès 1848, au Congrès que tinrent les Slaves à Prague, il s'affirmait, comme il s'est affirmé en ces dernières années, et plus vivace que jamais, à Cilli (Styrie méridionale), à Laybach, à Zagreb (Agram), à Prague de nouveau, à Sofia (Congrès des Ecrivains Jugo-Slaves et fêtes commémoratives de l'Indépendance Bulgare), à Saint-Petersbourg, l'an dernier (24 mai 1908), à l'occasion de la visite des députés Slaves du Parlement autrichien. Aujourd'hui les Tchèques et les Slaves du Sud sont en rapports constants et les Polonais eux-mêmes, qui longtemps se tinrent à l'écart de leurs frères de race, semblent vouloir s'en rapprocher, gagnés par les manifestations de sympathie dont ils furent récem-

ment l'objet en haine commune du Germain. Aussi, est-ce d'après le ton de la presse russe que l'on doit généralement juger des sentiments, quoique plus discrets, qui, de la Baltique à la mer Egée, ont étreint des milliers de cœurs à la pensée du duel si effroyablement inégal qui menaça d'ensanglanter encore une fois le Balkan.

Dans cette solidarité la tradition historique a certainement la plus large part : elle domine les « droits d'Etats » et a pu, en maintes occasions, imposer trêve aux rivalités.

Chez les nations balkaniques « le présent plonge de si profondes racines dans le passé » (1) que pour elles ce passé est toujours vivant et qu'il est impossible de comprendre l'évolution politique de chacune d'elles, ses revendications et ses aspirations, si l'on ignore absolument la tradition dont elle s'enorgueillit à juste titre et dont le souvenir s'est perpétué jusqu'à nos jours par les chants des *gouslars* (2) — les Homères de l'épopée serbe ou bulgare.

La journée de Kossovo (15 juin 1389) divise en deux parts à peu près égales les mille années d'his-

(1) M. Louis LÉGER, *Histoire de l'Autriche-Hongrie*.

(2) Chanteurs populaires qui s'accompagnaient de la *gousla*.

toire du peuple serbe. La première, une lumineuse période de cinq siècles de gloire, d'activité heureuse, de progrès incessant, semble promettre un lendemain tout de grandeur et de puissance. Ce lendemain, c'est Kossovo. Tout s'effondre. Frappée en plein cœur, la nation serbe est comme anéantie et sur elle s'étend une longue nuit de cinq autres siècles d'esclavage, de persécutions et de misère sous le poids du joug ottoman.

A force de vaillance et aussi d'habileté politique les successeurs de ce Michel, que dès le xi^e siècle, le pape Grégoire VII saluait du titre de Roi et appelait son fils — les princes de la dynastie des Némanjas avaient porté si haut leur puissance qu'ils pouvaient entrevoir, pour dernière étape, le trône impérial de Byzance. Ce rêve, le tsar Etienne III Douchan, le Charlemagne serbe, parut bien près de le réaliser, au début de la seconde moitié du xiv^e siècle, qui vit l'apothéose de l'épopée serbe et son effondrement.

Sous les ordres du conquérant, une formidable armée de 80,000 hommes, débordant comme un torrent vers le sud de la péninsule, enlève aux Césars byzantins la Thrace, la Macédoine et la Thessalie, l'Albanie, l'Acarnanie et pousse sa marche victorieuse

jusqu'aux portes de Constantinople où bientôt va flotter l'aigle à deux têtes cantonné de deux lys dont s'illustre la bannière des Némanjas. Déjà Douchan le Grand songe à régénérer par la race militaire dont il est le chef l'empire d'Orient en décadence, à reconstituer sous son sceptre l'unité slave dont il fera le rempart de la Chrétienté contre l'Islam qui déjà la menace, — lorsqu'une fièvre l'enlève en quelques heures. Décapitée, son armée se disperse et, tel que celui d'Alexandre, son empire se désagrège sous les rivalités de ses lieutenants, les voïvodes, que seul maintenait son prestige (1).

Trente-neuf ans plus tard, une autre armée innombrable, ivre de fanatisme, submerge la presqu'île des Balkans. A sa tête est Mourad I^{er}, le terrible sultan victorieux dans trente-neuf batailles : il vient disputer au tsar Lazare les clefs d'or de Constantinople, dans la plaine de Kossovo (2).

Journée tragique, en laquelle deux mondes se heurtèrent, où les deux chefs qui convoitaient la cou-

(1) L'empire de Douchan fut partagé en deux royaumes : la Macédoine et la Serbie du Nord. La Macédoine fut occupée par les Turcs après leur victoire de la Maritza (1371).

(2) Kossovo, le Champ-des-Merles.

ronne de Constantin trouvèrent la mort, où le Croissant fit reculer la Croix et anéantit d'un seul coup les résultats séculaires de la civilisation chrétienne dans le Balkan... Journée fatale, qui vit faucher, autour de son roi et de ses princes, la fleur de la jeunesse serbe, couler à flots le sang d'une vaillante nation dont elle devait éclairer le triomphe et pour qui elle marqua le début d'un asservissement de cinq siècles.

Toutefois, alors que de l'empire de Douchan plus rien ne subsistait, que sur ce sol, où toute vie semblait éteinte, les Serbes se traînaient écrasés sous le joug, alors que, suivant la poignante expression du poète, le rossignol chantait « un chant de deuil entre des ruines et des sépultures » quelque chose avait survécu : la foi et le patriotisme. Au fond des gorges inaccessibles, sur les montagnes abruptes, sous les forêts impénétrables, à l'ombre des monastères dévastés, autour de l'église découronnée, un sentiment vivace conservait dans tous les cœurs le souvenir fervent de la grandeur passée et de la liberté perdue. Au temps où les vieux rois serbes couvraient le pays de monastères, ils ne se doutaient guère qu'ils élevaient ainsi des refuges aux débris de

leur nation, et qu'en assurant à leur dépouille mortelle un abri contre le vandalisme des siècles, ils assuraient aussi la survivance de leur race. A côté de la lampe qui devait brûler nuit et jour au-dessus de leurs tombeaux, l'église serbe a pieusement entretenus le foyer d'où a jailli l'étincelle patriotique ; sous son toit la vie nationale, à l'abri de la tourmente, a pu se sauvegarder proscrite mais intacte. C'est elle qui, malgré la servitude et l'ignorance obligatoire a préservé la Patrie Serbe de la mort politique et morale.

Aux jours de fêtes, la population traquée se rendait en pèlerinage au couvent, mieux abrité que le village sous le couvert de la forêt ; elle venait s'y consoler, s'y retremper ; elle y envoyait ses enfants, à qui le moine, plus instruit que le pope, apprenait, avec les prières, la tradition et les belles légendes du glorieux passé. Retraite de la vie nationale, l'église fut aussi la première école populaire.

Naturellement poétique, aimante et religieuse, la race serbe trouva ainsi de tout temps dans la communauté et l'esprit de famille le réconfort et la consolation, et dans la poésie, sous sa forme la plus naïve, un enseignement et une distraction à ses

malheurs. Au milieu d'un profond silence, un chanteur entrecoupait la conversation de quelque récit historique où, tour à tour, la gloire ou les douleurs de l'ancienne Serbie faisaient battre les cœurs de fierté ou remplissaient les yeux de larmes.

En cela, les *gouslars*, ces bardes slaves, populaires au sens le plus élevé et le plus juste, ont mérité l'enthousiasme que suscitaient leurs récits et justifié le pieux souvenir que leurs compatriotes ont conservé d'eux. Parlant à ce peuple imaginaire et mystique le langage qui devait lui toucher le cerveau et le cœur, leur voix fut pour lui pendant des siècles la voix même de la patrie.

Par le noble rôle qu'ils ont tenu avec une aussi naïve grandeur, pour avoir trouvé dans leur génie poétique le moyen d'immortaliser, avec les noms de ses héros, les victoires, les luttes et les souffrances de leur nation, les vieux *gouslars* ont aussi préparé le réveil de cette solidarité fraternelle que je signalais tout à l'heure.

Comme nous l'avons vu, les Serbes vaincus avaient été réduits à la condition de *raïas*, c'est-à-dire en servage. Un certain nombre cependant, y échappèrent : les uns en acceptant de se convertir à l'isla-

misme — ce fut le cas de la majeure partie de la noblesse bosniaque, qui conserva ses biens au prix d'une apostasie — ; d'autres en se réfugiant sur le territoire hongrois, c'est-à-dire au nord-est du Danube. Enfin, au sud du Danube se reconstitua petit à petit une « despotie » souvent alliée de la Hongrie, qui fut le noyau du royaume actuel.

Fréquemment en butte aux attaques du Turc, une partie de sa population émigra à diverses époques pour aller, de l'autre côté du Danube, rejoindre ceux de ses frères serbes qui avaient déjà cherché un refuge auprès des rois hongrois et des princes de la maison d'Autriche. Vers la fin du xvii^e siècle, notamment, 60.000 familles — d'aucuns disent même 100.000 — quittèrent ainsi la despotie et passèrent la Save. Ils furent répartis à la garde des frontières dans les nouveaux confins militaires de Slavonie, de la Tisza et de la Maros, créés en 1702, et du Banat érigés en 1724, et ne cessèrent d'entretenir des relations avec les Serbes de la Voïvodie.

L'histoire de la Serbie se déroule ainsi incolore, impersonnelle, sous le joug musulman, éclairée de temps à autre de quelques velléités de rébellion, de quelques tentatives de soulèvement partiel, suivies

bientôt d'une salve de coups de feu qui annonçait que quelque grand beg venait de rendre *justice* à ses raïas. Servage, viols, massacres, voilà quels pourraient être les trois chapitres de l'histoire serbe, aussi bien que de celle des Bulgares, pendant l'occupation ottomane.

Un quatrième chapitre pourrait s'y ajouter encore qui ne serait ni le moins curieux ni le moins dramatique ; celui où seraient racontés les hauts faits des *haïdouks*, tels que les *pesmas* (1) en ont transmis le souvenir. Corsaires de la forêt, réfractaires de cinq siècles, que les souffrances avaient jeté dans la montagne et dont le danger, les persécutions et la haine avaient tanné le cœur, dans la zone indécise où ils tenaient la campagne contre les soldats de l'Islam, un pas s'était creusé, profond, qui ne pouvait se franchir que sur des cadavres, entre le pays croate, toujours en armes, et le pays serbe occupé par les Turcs. En face de lui, de l'autre côté de la frontière, le haïdouck apercevait ses frères de race libres — ou qu'il croyait libres — ; il aspirait à cette même liberté et jouait sa vie chaque jour, à chaque heure, pour la reconquérir.

(1) *Pesmas*, Poésies héroïques chantées par les goslars.

Ce fut au début du XIX^e siècle que la Serbie, ou plutôt ce qu'il en restait, fut à demi affranchie par un vaillant chef de partisans, Kara-George — George le Noir —, fondateur de la dynastie qui règne actuellement. Après une période de luttes à peu près incessantes, qui dura douze ans et au cours de laquelle la Russie, empêchée par l'approche de Napoléon, ne put aider les Serbes d'une manière effective, Kara-George dut se retirer en Hongrie.

Il eut pour successeur Milosch Obrenovitch, tige de la dynastie éteinte, qui réussit à la fois à conclure la paix avec les Turcs et à se faire reconnaître par le Sultan *Khèze* (1) et chef du district de Roudnik. Le traité d'Andrinople (1829) valut à la Serbie, grâce à la protection du tsar Nicolas I^{er}, d'être érigée en principauté indépendante, moyennant le paiement d'un tribut à la Turquie.

Tour à tour sur le trône serbe se succédèrent les fils de Milosch qui avait abdiqué, le fils de Kara-George, puis de nouveau le vieux Milosch, rappelé en 1858, et enfin son second fils Michel, qui fut assassiné en 1868 et eut pour successeur le trop célèbre roi Milan.

(1) *Khèze*, titre qui répond à celui de prince.

En 1876, une insurrection éclata en Bosnie-Herzégovine provoquée par les exactions turques ; elle fut noyée dans le sang. La Serbie et le Monténégro s'allièrent pour prendre la défense de leurs frères serbes et entrèrent en campagne, déclarant s'annexer la Serbie, la Bosnie et le Monténégro, l'Herzégovine. Ils furent vaincus, et l'Europe, qui intervint, se montra, grâce aux intrigues allemandes, tellement incapable d'imposer à la Turquie l'application de réformes sérieuses que la Russie vint au secours des Slaves du Balkan et fit aux Turcs la guerre qui se termina par le traité de San-Stefano, bientôt révisé par le Congrès de Berlin (mars-juillet 1878).

Dans deux autres chapitres nous étudierons la situation créée à la Serbie et à la Bosnie-Herzégovine par le traité de Berlin. Non seulement la Bosnie (1) n'était pas accordée aux Serbes, mais ils se trouvaient désormais séparés à la fois de la mer et du Monténégro. L'Autriche et les Turcs s'étaient déjà entendus sous le patronage allemand : ensemble

(1) La Russie, liée vis-à-vis de l'Autriche par la convention de Reichstadt (1876) n'avait pu disposer, à San-Stefano, de la Bosnie en faveur des Serbes. Cette réserve n'empêcha pas, à Berlin, le comte Andrassy et M. de Bismarck de réduire à néant les résultats de la campagne russo-turque.

ils allaient garder le sandjak de Novi-Bazar contre l'ennemi commun, cependant que l'Autriche prendrait en Bosnie et en Herzégovine la place du Serbe évincé.

En 1885, la Bulgarie s'annexa la Roumélie orientale, et le roi Milan, mal inspiré et poussé par le cabinet de Vienne, crut devoir saisir ce prétexte pour entrer en Bulgarie. Mal lui en prit. Battu à Slivnitza, poursuivi par l'armée bulgare qui franchit la frontière sur ses talons, il dut renoncer à toute expansion vers l'est, tandis que l'Autriche, installée à Sérajevo et à Mostar, coupait à la Serbie la route vers l'ouest et vers le nord.

Dès lors la politique serbe fut entre les mains de l'Autriche qui la subordonna à la sienne en jouant à son gré de la pression économique ou de la menace de provoquer une crise dynastique. Cela dura jusqu'au jour où le retour du chef de la maison de Kara-georgevitch vint imprimer à la politique serbe une tendance résolument nationale. Mais alors le nouveau gouvernement de la Serbie se trouva contrecarrer les plans tracés à l'expansion allemande sur le terrain que l'Autriche avait reçu et accepté la mission de défricher. Dès 1905, celle-ci essaya de faire rentrer

dans le rang sa faible voisine au moyen de la fermeture des frontières austro-hongroises à ses produits agricoles. Cette tentative ayant échoué, la rancœur de Vienne, de Budapest et de Berlin s'envenima de la sympathie témoignée aux Serbes et des débouchés qui leur furent procurés. Et déjà il était facile de prévoir que le Ballplatz, poussé par Berlin, saisirait la première occasion — et au besoin la ferait naître — de « serrer la vis » aux Serbes, de donner ainsi aux Etats balkaniques une leçon destinée à porter plus loin encore.

La principauté de Monténégro est le second Etat serbe autonome de la péninsule balkanique. Autrefois comme sous le nom de Zéta, le Monténégro actuel faisait partie de l'Empire serbe. Au xiv^e siècle, des émigrés de la Vieille-Serbie, fuyant l'invasion musulmane, se réfugièrent dans le massif montagneux de la Tsernagora, qui constitua pour le peuple monténégrin une forteresse inexpugnable où se maintint sa nationalité, où les Turcs ne purent jamais établir que d'une manière fictive la suzeraineté du Sultan. Dans ce nid d'aigle, vivant en quelque sorte en marge de la civilisation européenne, ne

frayant guère avec leur redoutable voisin qu'à coups de yatagan et de fusil, les Monténégrins, gouvernés par leurs *vladiķas* (1) — princes-évêques — virent donc se limiter leur existence politique à la défense et au maintien de leur indépendance.

Ils le firent avec héroïsme et aussi avec succès, puisqu'en 1852 l'empereur Nicolas I^{er}, après un échange de vues avec l'Autriche, donna l'investiture souveraine au prince Danilo. Quelques années plus tard, le premier prince temporel du Monténégro demandait au Congrès de Paris, outre la reconnaissance de son indépendance vis-à-vis de Constantinople, un agrandissement du territoire de la principauté et un débouché sur la mer. Et voici en quels termes il parlait au consul de France, venu à cette occasion à Cettinje :

« Si la France connaissait mes droits, j'ai la conviction qu'elle me ferait justice. Si je n'avais écouté que mon désir, je serais allé à Paris, j'aurais demandé une audience à l'empereur, je l'aurais pris pour juge et pour arbitre, et quelque chose me dit que je serais revenu satisfait.

(1) Depuis l'abdication de George V, dernier prince séculier de la dynastie d'Ivan Tserni.

«..... Je veux transformer mon peuple, j'enverrai aux écoles de France mes deux neveux. »

De longue date les sympathies françaises étaient acquises au Monténégro, et en les affirmant à nouveau, l'empereur Napoléon III n'eut fait que reprendre les traditions de Napoléon I^{er} qui, ayant prévu, dès 1808, le rôle moral important que tenait dans les Balkans ce petit peuple, enjoignait à Marmont de renouer au plus vite des relations officielles avec lui. Mais le gouvernement français vit ses bonnes dispositions contrecarrées par les événements et ne put obtenir pour le prince Danilo toutes les satisfactions désirables.

Toutefois, le consul de France amena à Paris le prince Nicolas, neveu du prince Danilo, qui fut par la suite, admis à l'Ecole de Saint-Cyr, ainsi que le fut aussi plus tard le prince Pierre Karageorgévitch qui devait devenir un jour son gendre et est aujourd'hui roi de Serbie.

Après quatre années d'études, le jeune prince dut quitter la France pour rentrer au Monténégro où l'abdication de son père lui imposait la difficile et fragile succession de son oncle, tombé sous le poignard d'un assassin à Cattaro.

Quand il fut proclamé Prince souverain à Cettinje, voici le langage que tint aux Monténégrins assemblés le prince Nicolas I^{er}, ayant à ses côtés la veuve du prince défunt :

« Le Prince Danilo m'a désigné pour son successeur parce qu'il savait que nul ne vous aime plus que moi. Je marcherai dans ses pas. Ce qu'il aimait, je l'aime; ce qu'il a voulu, je le veux. Je réaliserai le glorieux avenir qu'il nous a préparé. »

En effet, l'histoire de la civilisation au Monténégro commence à l'avènement et se poursuit par le règne du Prince Nicolas I^{er}. Ecrire l'œuvre de transformation et de régénération à laquelle s'est voué le Prince serait écrire l'histoire contemporaine du Monténégro depuis cinquante ans.

Ce fut sous le règne de Nicolas I^{er} que la principauté, jusqu'alors enclavée entre la Turquie, la Bosnie-Herzégovine et l'Autriche, put enfin voir la mer, borner son horizon. Plus heureux que la Serbie, il a été doté d'un débouché maritime, et même de deux puisque, sauf des droits de police maritime réservés à l'Autriche, le traité de Berlin lui a reconnu la possession des ports de Dulcigno et d'Antivari, bien gagnés par la vaillance des Monténégrins pendant la

guerre russo-turque et notamment aux passes de Chipka.

Pour les emmurés séculaires du Monténégro, juchés sur des arêtes ou perdus au fond de gorges qu'à peine pénètre un rayon de soleil, on comprend de quel prix devait être cette porte sur la mer, cette sortie qui les mettait enfin en communication avec un monde que jusqu'à ce jour ils n'avaient pu que concevoir en rêve.

Le prince-poète chanta lui-même cette mer bleue « vallée longue et large, vaste espace depuis longtemps l'objet de nos désirs ! » (1) conquise « grâce à Dieu et au courage des faucons tsernagoriens » (2) qu'il avait lui-même conduits au feu avec une admirable intrépidité.

L'éducation en partie française du Prince Nicolas a été certainement l'un des facteurs déterminants de sa politique intérieure. De bonne heure il se rendit compte que la prospérité et peut-être le sort de son pays ne dépendaient pas seulement du succès des

(1-2) Prince NICOLAS de MONTENEGRO, *Ode à la Mer*.— Son œuvre poétique a classé le prince Nicolas 1^{er} parmi les grands poètes slaves. La *Tsarine des Balkans*, est un poème dramatique de haute allure et d'un beau souffle patriotique.

armes et de la vaillance de ses héros, et que, de nos jours, il est impossible à un peuple de compter dans le monde sans réformes politiques, sociales, économiques, sans écoles, sans universités, sans chemins de fer, sans télégraphe, sans industrie et sans commerce.

Depuis des siècles le Monténégro, constamment sous les armes, avait fini par se désorganiser ; dans ce pays où la poudre seule était en quelque sorte l'expression de la volonté et faisait force de loi, chez un peuple toujours en alerte, les réformes ne pouvaient s'accomplir sans des transitions utilement ménagées. Dans toute la vie monténégrine l'activité réformatrice et créatrice du Prince Nicolas s'est appliquée avec une inlassable sollicitude. L'instruction publique, la justice, les voies de communication, l'industrie et le commerce, tout a été progressivement remanié, étudié et mis en fonction suivant la meilleure adaptation aux nécessités du pays et à ses capacités.

Ce n'était pas, cependant, facile besogne que d'amener des montagnards, dont la guerre avait toujours été le seul idéal, à une éducation politique susceptible de les faire profiter utilement de la Constitution qu'il leur a octroyée en 1905.

Au dehors, le Prince Nicolas a su se ménager des alliances et des amitiés qui seront peut-être un jour précieuses pour le pays : deux de ses filles ont épousé des grands-ducs russes ; son gendre, le roi Pierre I^{er}, est aujourd'hui roi de Serbie ; sa fille, la princesse Hélène, est reine d'Italie.

Or, le Monténégro, la Russie, l'Italie ont des intérêts et des rivaux communs. Avec la Serbie, la communauté d'intérêts apparaît encore plus étroite ; elle le serait alors même qu'il n'existerait aucune alliance de famille entre les deux dynasties. Séparés l'un de l'autre par le sandjak de Novi-Bazar, les deux États serbes souffrent d'une difficulté de communications qui prive l'un d'un grenier d'approvisionnement, l'autre d'une source de débouchés qui leur seraient également profitables. Une bande de terre, une simple voie ferrée qui relierait la Serbie au Monténégro et lui ouvrirait ainsi un accès vers la mer à travers un pays ami leur eut conféré un avantage économique appréciable dont il n'est que trop visible que les éléments prépondérants au Congrès de Berlin les ont volontairement privés.

En prenant sa part des revendications serbes à un point de vue qui leur était également cher, le Mon-

ténégro poursuivait une politique à laquelle on ne saurait refuser ni modération ni logique. Du fait que l'un des plus considérables signataires du traité de Berlin y apportait, de sa seule autorité, une modification importante, il est difficile de nier que la plus élémentaire justice commandait d'écouter favorablement — en ce qu'elles avaient de juste et d'acceptable — les requêtes de deux États dont le seul défaut, en la circonstance, a été de n'être pas assez forts pour les imposer.

La Bulgarie est le troisième État slave de la péninsule des Balkans. Hier encore principauté autonome mais soumise à la suzeraineté nominale du Sultan, elle est aujourd'hui un royaume dont l'indépendance vient d'être reconnue par la Porte et par les puissances. C'est le couronnement de trente années d'efforts, de patiente ténacité dont le peuple bulgare a le droit d'être fier ; mais il a aussi le devoir d'une fidèle gratitude au roi Ferdinand I^{er}, qui, depuis vingt années, lui a donné toute sa vie et dont la Bulgarie libre est en partie l'œuvre.

Il y a trente ans la Bulgarie n'existait pas. Du puissant empire dont les armées avaient parfois fait

trembler Byzance, il ne demeurerait plus qu'un agrégat dont le nom même avait disparu de l'histoire, une province turque connue sous la dénomination de Roumélie Béyler-Béyi, partagée entre la suzeraineté ottomane et le contrôle russe, dont la population semblait n'avoir d'autre destinée que d'enrichir les pachas turcs et l'insatiable clergé du Phanar. En ce malheureux pays — où les Russes entrés en libérateurs ne trouvaient que des ruines jalonnées de cadavres, — cinq siècles de domination étrangère et hostile avaient détruit ou supprimé toute organisation politique ou civile ; plus rien ne rappelait la civilisation passée, perdue dans un oubli lointain et si obscur qu'il équivalait presque à une non-existence antérieure.

C'était en quelque sorte une nation nouvelle qui allait prendre vie parmi les peuples civilisés.

Aujourd'hui la Bulgarie est un État moderne, constitué suivant les méthodes et les grandes traditions de la monarchie française, conquis peu à peu sur l'anarchie, l'indiscipline et les intrigues des partis. A part l'agriculture — complètement rudimentaire — rien n'existait et tout ce qui caractérise les États civilisés a dû être créé de toutes pièces. A force de

sagesse, d'économie, d'impulsion prudente et conforme aux besoins autant qu'aux formes du pays, l'agriculture est devenue prospère, le crédit a été rétabli et affermi, le gouvernement bulgare est arrivé à constituer un État dont le progrès est incessant, dont la bonne administration se démontre économiquement par ses budgets, où le bien-être s'accroît de jour en jour grâce au développement donné au commerce, à l'industrie, aux voies ferrées. La sécurité nationale est solidement assurée par une armée nombreuse, souple, entraînée et bien outillée.

Telles sont les bases sur lesquelles le gouvernement bulgare a pu s'appuyer pour proclamer son indépendance et en exiger la reconnaissance.

Que pourraient penser aujourd'hui de pareils résultats, obtenus avec de si médiocres moyens et en une période aussi brève, ceux qui, lors du Congrès de Berlin, faisaient soutenir par la presse austro-allemande que la création d'une Bulgarie autonome serait un nouveau théâtre d'insurrections et d'aventures? Du haut de sa puissance, M. le comte Andrassy déclarait alors hautement qu'il n'entendait pas échanger son voisin paisible — le Sultan — contre un voisin turbulent, contre une Bulgarie autonome qui

deviendrait un danger permanent pour l'empire austro-hongrois, et que le peuple bulgare devait être longtemps encore obligé de vivre en tutelle.

Cette anxiété du lendemain réservée à la nouvelle Bulgarie dut certainement peser d'un grand poids sur les décisions des plénipotentiaires, lorsqu'ils se décidèrent, sous la pression de MM. de Bismarck et Andrassy, à modifier profondément les clauses imposées par la Russie au Sultan, au traité de San-Stéfano, et à resserrer étroitement les frontières primitivement concédées à la Grande Bulgarie. Mais, s'ils y perdirent au point de vue territorial, les Bulgares y gagnèrent au moins de n'avoir pas le voisinage immédiat de l'Autriche-Hongrie et d'être ainsi exempts des perpétuelles entraves dont la Serbie, moins bien partagée, eut tant à souffrir.

Résolus et tenaces, plus que ne le sont en général les peuples de race slave, les Bulgares actuels sont des Slaves que quelques gouttes de sang touranien rendent à peine différents du peuple serbe, et — de même que ce dernier des Croates — moins par une question de race que par le souvenir des divers empires jougo-slaves qui se sont succédés et souvent combattus pendant quatre siècles.

Avant l'an mil, l'empire du tsar (1) bulgare Siméon s'étendait de la frontière hongroise à la banlieue de Constantinople. Il en avait conquis une partie sur les Serbes, mais il fut ensuite vaincu par le roi croate Tomislav. Plus tard, au début du XIII^e siècle, un nouvel empire « vlaquo-bulgare » se forma qui permit aux Bulgares de nos jours (2) de maintenir l'affirmation de leurs droits à la « Grande Bulgarie ». Il est à retenir, toutefois, que cet empire ne domina jamais les pays serbes.

A la fin du XIV^e siècle, les Bulgares partagèrent le sort des autres populations chrétiennes des Balkans. Le désastre de Kossovo les fit pour cinq siècles sujets du Turc et raïas — à l'exception de ceux qui acceptèrent de se convertir à l'islamisme et dont les descendants, les *pomaks*, sont nombreux dans les monts Rhodope.

En 1870, les Bulgares faillirent se convertir au catholicisme. Résolus à s'affranchir de la domination du patriarche grec de Constantinople et à se donner

(1) Tsar (César). Titre que prenaient, à leur sacre, les grands chefs slaves. C'est aussi le titre national du roi Ferdinand I^{er} de Bulgarie.

(2) Les premiers Bulgares d'origine hunnique, peu nombreux, furent absorbés par les Slaves qu'ils avaient soumis et qui conservèrent leur nom.

une Eglise bulgare autocéphale, ils menacèrent de reconnaître la primauté de Rome qui leur accordait l'usage de la langue nationale pour le culte comme pour l'école. Le gouvernement russe s'émut de cette dissidence d'un noyau orthodoxe important et obtint du Sultan, malgré l'opposition du patriarche œcuménique, la création de l'exarchat bulgare.

Lorsque la Serbie et le Monténégro prirent les armes, en 1876, pour soutenir l'insurrection de Bosnie-Herzégovine, la population bulgare se souleva aussi, dans l'espoir de se libérer de la domination ottomane. A leurs vaines tentatives libertaires, Bachi-bouzouks et Circassiens répliquèrent par le feu, le pillage et l'assassinat en masse ; en quelques heures, une répression sauvage submergea la révolte naissante dans le sang de quinze mille Bulgares, égorgés sans distinction d'âge ou de sexe.

Ce fut alors que, dans une brochure vibrante d'indignation et de pitié, l'illustre Gladstone dénonça au peuple civilisé les *Horreurs de la Bulgarie*, ce « crime de lèse-nation » qui venait de transformer en charnier les territoires de Batak et d'Avrat-Alan.

Mais déjà, impatient des lenteurs de la diplomatie, le tsar Alexandre II, le « Libérateur » avait tiré

l'épée et conduisait les soldats russes à la délivrance de leurs frères de race et de religion.

Le traité de San-Stefano avait créé la « Grande Bulgarie » rêvée par les révolutionnaires bulgares : la frontière contournait Monastir à l'ouest et ouvrait au nouvel État deux débouchés sur la mer libre, à Kavala et à l'embouchure du Vardar, non loin de Salonique. Le traité de Berlin l'amputa de la Roumélie orientale qui fut érigée en province autonome, et de la Macédoine qui fut rendue aux Turcs, et le réduisit au versant nord des Balkans avec les vallées de l'Isker et de la Strouma.

Ainsi réduite, la principauté demeurait néanmoins le seul centre bulgare instauré en État. Et même la vassalité, qui la liait toujours à Constantinople, n'était pas sans lui laisser plus de liberté pour sa propagande dans les vilayets réunis sous l'autorité directe du Turc après avoir été momentanément incorporés à la Bulgarie de San-Stefano.

En 1885, la Roumélie orientale se donna spontanément à la Bulgarie, et l'annexion fut confirmée moyennant un tribut annuel au Sultan. Depuis lors, elle surveille de près tout ce qui se passe en Macédoine. En attendant d'y pouvoir affirmer ses préten-

tions, — avec ou sans entente avec ses voisins — elle s'est efforcée d'y étendre sa sphère d'influence par une propagande politique à la fois religieuse et nationale.

Lorsque le prince Ferdinand de Saxe-Cobourg, petit-fils du roi Louis-Philippe, accepta le poste où le prince Alexandre de Battenberg n'avait pu se maintenir, la surprise fut grande, et à peu près général le scepticisme à l'endroit de son succès. Il accepta pourtant, peut-être même séduit par les difficultés et le péril, à coup sûr soutenu par une énergie et une patience rares, et un tempérament politique hors de pair.

Les premières heures durent paraître sombres à ce prince, d'une culture raffinée, qui se trouvait transplanté brusquement à la tête d'un peuple dont rien ne l'avait encore rapproché, qu'il ignorait, et dont les qualités d'endurance et de vigueur étaient à cette époque empreintes d'une rudesse qui confinait la barbarie. Pour soutenir son propre courage et sa volonté de mener à bien la rude tâche qu'il s'était imposée, le prince Ferdinand eut le bonheur d'avoir pour compagne de cette sorte d'exil sa mère, la princesse Clé-

mentine d'Orléans dont le haut caractère et le grand cœur adoucirent les épreuves d'un début exceptionnellement difficile.

Le prince de Saxe-Corbourog avait tout d'abord contre lui la Russie, qui avait affranchi les Bulgares, et sans l'appui de laquelle il semblait impossible à la Bulgarie de se soutenir. Il était, d'autre part, menacé de devenir suspect au dictateur Stambouloff, alors tout puissant, et à son parti, s'il manifestait quelque velléité de se rapprocher du gouvernement impérial.

Avec une admirable souplesse, le prince Ferdinand I^{er} sut s'adapter à ce milieu difficile. Il s'efforça de devenir prince national, de régner pour les Bulgares par les Bulgares, et pour y arriver, accepta de subir Stambouloff, puisqu'il ne pouvait s'en passer ni s'en débarrasser. Cette étude préliminaire de son terrain dura huit ans, jusqu'en 1895. Alors seulement le prince commença les visites aux puissances européennes qui furent suivies de sa reconnaissance officielle.

Cependant les événements l'avaient servi. Entre la Russie et la France le rapprochement s'était scellé par une alliance. Le petit-fils de Louis-Philippe eut le grand art d'appuyer sa propre diplomatie sur celle

de la République ; il sut bénéficier des bons rapports existant entre M. Hanotaux, ministre des affaires étrangères en France, et M. le baron de Mohrenheim, ambassadeur de Russie à Paris, et grâce à leur concours il réussit à renouer avec le Tsar et son gouvernement les relations cordiales que la politique stambouloviste avait rompues.

Depuis cette réconciliation, ces bonnes relations n'ont pas été sans subir parfois des éclipses, suivant que les hommes d'État bulgares au pouvoir inclinaient à une politique russophile — modérée — ou vers la politique stambouloviste, hostile à la Russie — ou prétendant l'ignorer.

La question macédonienne a aussi, par la répercussion qu'elle exerçait sur la situation intérieure de la Bulgarie, soumis le Prince à une rude épreuve.

En 1902, par exemple, au moment où l'insurrection battait son plein, l'armée bulgare frémissait d'impatience et brûlait du désir de courir au secours de ses frères de Macédoine, — comme l'armée russe était autrefois venue défendre et libérer la population bulgare. D'autre part, l'Europe, décidée à circonscrire l'incendie macédonien par l'application des

réformes, signifiait à l'Etat bulgare — qui dès 1899, avait abandonné la propagande directe en Macédoine — d'avoir à désavouer les comités et à supprimer ceux qui siégeaient en permanence en Bulgarie. Ce fut la cause de la chute du ministère Danef.

Un moment on put croire que le désaccord allait s'aggraver entre Ferdinand I^{er} et son peuple, ou qu'il allait être obligé de tirer l'épée pour satisfaire à l'opinion publique.

Ce fut heureusement la prudence qui l'emporta. Les avis comminatoires de la Russie retinrent le ministère stambouloviste comme l'influence amicale russe avait retenu le ministère modéré. « Si vous attaquez, avait dit le comte Lamsdorf, vous serez et vous resterez seuls ».

Or, le prince n'ignorait pas que le gouvernement allemand s'était toujours montré systématiquement hostile aux Macédoniens. Dans la Macédoine il ne voyait qu'un pays dépourvu de tout et susceptible par conséquent d'offrir un champ d'exploitation au *Drang*. Et si l'empereur n'avait pas envoyé au Sultan des protestations amicales ainsi qu'après les massacres d'Arménie, il n'était pas impossible qu'il saisît le prétexte d'une intervention bulgare pour

pousser l'Autriche à sauvegarder les intérêts germaniques en occupant la province, sous prétexte de la pacifier. Et l'on sait ce qu'en pareil cas « occuper » et « pacifier » veulent dire.

Quelque temps après, un rapprochement s'opérait entre la Bulgarie et la Serbie, pour qui la Macédoine avait été longtemps comme une pomme de discorde. Puis, c'était le congrès slave de Sofia ; et, en 1907, les brillantes fêtes qui illustraient l'histoire de la fraternité slave, à l'occasion de l'érection du monument d'Alexandre II et du trentenaire de l'indépendance de la Bulgarie.

Enfin, la révolution turque s'effectuait, qui fournissait aux Bulgares l'occasion de proclamer leur indépendance sans coup férir — mais précisément parce qu'ils avaient su se réserver et garder leur armée intacte.





CHAPITRE IV

Le Conflit Austro-Serbe

Le Congrès de Berlin et la Serbie. — Constitution défectueuse du royaume actuel. — Sa politique longtemps dominée par l'Autriche-Hongrie. — Le roi Pierre I^{er}. — Sa politique nationale. — Conflit douanier de 1905. — Guerre des Porcs et Guerre des Canons.

EN reconnaissant le royaume de Serbie, en inscrivant son existence dans les traités et son nom sur la carte de l'Europe, le Congrès de Berlin semble n'avoir omis qu'une chose : lui donner les moyens de respirer, de se défendre, de se développer, de jouir, en somme de l'autonomie qu'il s'était lui-même conquise. Car il serait juste de ne pas oublier que c'est au prix du sang le plus généreux de ses enfants, et après avoir soutenu pendant plus d'un demi-siècle une

lutte sans trêve ni merci que la fraction de la nation serbe qui constitue le royaume actuel a réussi à s'affranchir d'un joug qui n'avait pas duré moins de cinq siècles. Il semble donc qu'elle était assez en droit d'espérer que l'érection de la principauté en royaume, consécutive de l'heureuse issue de la guerre russo-turque, aurait pour corollaire un élargissement de son horizon ; son attente fut déçue et l'Europe ne se souvint de la Serbie que pour restreindre au territoire de Nich la part qui lui avait été attribuée tout d'abord... et l'environner d'une sorte de muraille de Chine.

Il n'est pas un État européen de configuration aussi désavantageuse, à l'exception de la Suisse ; mais les conditions politiques et économiques de la Confédération helvétique modifient complètement à son profit le côté défectueux de sa position géographique. A l'égard de la Serbie il en va tout différemment. Pour atteindre le Monténégro, dont la population est serbe de race et de langue, il faut traverser, sans chemin de fer ni route, le sandjak de Novi-Bazar (1), où tout récemment encore l'Autriche

(1) « Le *Sandjak* (aujourd'hui *Liva*) est une division du vilayet, comme, en France, l'arrondissement est une subdivision du département,

entretenait trois garnisons et maintenant réoccupé exclusivement par les Turcs. Au sud, la ligne de Salonique, par Nich et Uskub, conduit vers la mer Egée ; mais elle traverse la Macédoine où l'agitation fut jusqu'à ces derniers mois permanente, où la misère ne permet guère de transactions commerciales, et sur tout le territoire ottoman la ligne appartient à la Compagnie des chemins de fer orientaux dont l'administration et les capitaux sont austro-allemands. Du côté de l'Adriatique aucune voie ferrée n'établit de communication directe — car l'Autriche s'y opposa toujours — : c'est l'épais massif des montagnes d'Albanie qui borne la frontière, avec la Bosnie et l'Herzégovine, pays serbes encore que la Monarchie austro-hongroise vient de s'annexer après les avoir occupés et administrés pendant trente ans sous la suzeraineté nominale du Sultan. On sait la part considérable que tenaient ces deux provinces turques dans le conflit austro-serbe. En en conférant l'administration à l'Autriche, en lui permettant de tenir

— Le sandjak de Novi-Bazar joue le double rôle de fossé entre les deux Etats serbes (Monténégro et Serbie) et de couloir par lequel l'Autriche-Hongrie peut se glisser vers Salonique ». — M. René HENRY (*Questions d'Autriche-Hongrie*).

garnison et d'avoir des routes militaires dans le sandjak de Novi-Bazar, le traité de Berlin trompa à la fois les espérances des Bosniaques et celles de l'État serbe (1) dont il fit dévier toute la politique par cela même qu'il lui barrait la route du côté de l'est, qu'il le séparait du Monténégro et qu'entre la Serbie et l'Adriatique il élevait une barrière ininterrompue de provinces gouvernées, administrées ou occupées par l'Autriche-Hongrie. Il créait ainsi une sorte d'Alsace-Lorraine serbe où la haine de la domination allemande ne pouvait qu'être pendant longtemps vivace.

Du côté de l'est, la Serbie a pour frontière le Danube dont les traités ont fait une voie neutre et internationale, et les chemins de fer bulgares et roumains qui conduisent vers la mer Noire, mer sans issue et fermée au commerce européen par le Bosphore et les Dardanelles.

D'aucun côté le royaume de Serbie n'est proche de

(1) « Le traité de San-Stefano donnait la part du lion à la Bulgarie. Les Serbes ne recevaient du côté de la Bosnie que les deux villages de Petit Zvornik et de Zakar, qu'ils conservèrent à Berlin. Ils acquéraient au sud une partie de la Vieille-Serbie avec Mitrovitza. A Berlin, on trouva que la future route austro-hongroise sur Salonique était ainsi obstruée. Mitrovitza resta turc et on donna en échange au royaume de Serbie la région de Nich, attribuée à la Bulgarie par le traité de San-Stefano ». — M. René HENRY (*Questions d'Autriche-Hongrie*).

la mer, et, pour entrer en contact avec le reste du monde il lui faut emprunter le territoire de ses voisins dans des conditions déplorables ; car ces voisins eux-mêmes ne sont, au moins de trois côtés, guère plus riches ou mieux outillés : comme lui, ils sont en pleine évolution et à peine sortis, au prix des plus pénibles efforts, de la période difficile qui suit une émancipation récente.

Placée dans des conditions aussi exceptionnellement défavorables, emmurée en quelque sorte au milieu des Balkans dont elle était comme le cœur, sans communication ni débouché libres avec le reste de l'Europe, et n'ayant pas même à soi une porte qu'elle put tenir ouverte ou fermée à son gré, il était naturel — pour ne pas dire inévitable — que la Serbie cherchât du côté de la Monarchie austro-hongroise l'appui politique nécessaire à ses débuts de jeune État et le concours économique indispensable à son existence et à son développement. Ne pouvant compter sur ses voisins de même race, dont la Macédoine en particulier, ravagée et appauvrie, était incapable d'aucune relation commerciale, elle dut chercher chez les États chrétiens du Nord un marché pour la vente de ses porcs, de son bétail, de ses

volailles, de son blé ; elle se trouva dans les villes de l'Autriche et de la Hongrie.

Mais la situation avait été escomptée par avance. En vertu de ce principe dont l'égoïsme humain a généralisé l'application : *do ut des*, — en retour des avantages économiques dont elle bénéficiait en ce qui concernait l'écoulement de ses produits, la Serbie dut supporter en silence une dépendance étroite du côté de Vienne et de Budapest. Avant le conflit douanier de 1906, l'Autriche-Hongrie accordait aux produits agricoles serbes des tarifs de faveur qui constituaient, entre les deux États, une sorte d'union douanière où, par échange tacite de concessions réciproques, l'un recueillait des profits politiques dans une suprématie inavouée, et l'autre des profits commerciaux résultant d'une sécurité relative pour ses exportations, dont 80 pour 100 environ étaient assurés de rencontrer, de l'autre côté du Danube et de la Save, des prix suffisamment rémunérateurs.

Mais, si à un tel régime le jeune royaume gagnait la certitude des débouchés nécessaires à ses débuts dans l'autonomie, il y devait rencontrer un double écueil également dangereux : il risquait, d'abord, de perdre le goût de l'effort personnel et de s'enliser

dans la routine ; il s'exposait ensuite à voir le cabinet de Vienne enrayer, par la seule menace de la famine, toutes ses velléités ultérieures d'émancipation politique. Par le fait, le gouvernement serbe s'était ainsi donné un tuteur qui pouvait à son gré le réduire à merci sans même avoir besoin de mobiliser ses soldats.

Les événements ne tardèrent pas à montrer le danger de cette tutelle. L'article 23 du traité de Paris concédait à la Serbie le droit de conclure des traités de commerce, ce qui n'empêcha pas l'Autriche de contester d'abord, puis de restreindre et d'entraver l'exercice de ce droit. Cet état de choses persista jusqu'au traité de Berlin dans lequel l'Autriche, grâce à l'appui de l'Allemagne, réussit à faire introduire une clause (art. 37) en vertu de laquelle le Gouvernement Serbe s'engageait à ne pas modifier son régime commercial tant qu'il n'aurait pas conclu de nouveaux traités. Aussi, ne fut-ce qu'après le Congrès que la Serbie réussit à signer, avec l'Angleterre, son premier traité de commerce (janvier 1880).

A ce moment même, l'Autriche était en négociations avec elle pour l'élaboration d'un nouveau régime commercial ; elle laissa éclater son dépit et

rompit les pourparlers en cours, donnant ainsi une première édition de la tactique qui devait se répéter par la suite, notamment en 1906 avec aggravation. Dès ce premier essai, le Cabinet du Ballplatz ne dissimulait nullement à son petit voisin qu'il eût à s'incliner devant sa volonté, et, afin qu'il ne subsistât désormais aucun doute à cet égard, par une note en date du 30 juillet 1880, il déniait à l'État serbe le droit de conclure des traités de commerce — oubliant qu'il était en train d'en négocier un avec lui. Pour baser son refus et étayer sa thèse il n'hésita même pas à s'appuyer sur les capitulations et les stipulations du traité de Pojarevatz, qui remontait à 1718... En vertu de ce document, respectable au moins par sa date lointaine, le Gouvernement austro-hongrois exigeait de la Serbie le traitement de la nation la plus favorisée — sans réciprocité.

Cependant, tandis que se poursuivait la négociation du traité de 1880, le Ballplatz avait reconnu au Cabinet de Belgrade le droit de conclure des « unions douanières » et en même temps il réclamait pour la Monarchie austro-hongroise la conclusion d'une convention de cette nature. Mais le ministère Ristitch n'ayant pas cru pouvoir accéder à son désir,

il commença à jouer de la convention vétérinaire, arme si redoutable qu'elle apparut longtemps comme infaillible.

La Serbie a pour principaux produits des porcs et des prunes. Or, lorsque l'Autriche veut réduire à sa merci le gouvernement de Belgrade, elle déclare que le cochon serbe est atteint du rouget ou de toute autre épizootie : l'exportation est arrêtée par une bonne police douanière. Du côté de la Turquie, le chemin de fer aggrave ses tarifs et rend les transports ruineux. Le cochon, qui ne sort plus, mange alors les prunes : un produit consomme l'autre, et le paysan serbe meurt de faim (1).

Jusqu'au jour où, acculée par les prétentions excessives de son tuteur, le gouvernement serbe dut lui tenir tête sous peine de voir sombrer sa souveraineté, la Serbie tint pour article de foi politique cette sujétion dont la crainte de voir la frontière austro-hongroise fermée à ses produits agricoles lui faisait supporter le joug ; et cette timidité, en quelque sorte inconsciente, suffit longtemps au cabinet de Vienne pour imposer de fait à celui de Belgrade une suzeraineté que rien ne justifiait que la terreur.

(1) M. Georges GAULIS, *Pages libres*.

Sous prétexte d'épizootie, il n'avait qu'à formuler la menace de défendre l'entrée du bétail serbe (bœufs et porcs) sur le territoire de l'empire pour maintenir en tutelle le gouvernement de Serbie. Toute tendance politique contraire aux volontés de Vienne pouvant avoir pour répercussion immédiate des représailles économiques auxquelles la Serbie se jugeait incapable de résister, et risquant encore, par contre-coup, de provoquer une crise gouvernementale, et peut-être même dynastique, l'éventualité de la « guerre aux porcs » était devenue pour la politique autrichienne le moyen pratique de ne laisser au petit royaume qu'une autonomie illusoire, pour ne pas dire une vassalité inavouée mais effective sous le sceptre des Habsbourg.

Les agents autrichiens tenaient ainsi, au moins par la crainte, tous les ressorts de la politique serbe, tous les fils du gouvernement ; par eux le Ballplatz faisait la loi aux partis politiques, avait la main dans toutes les intrigues qui mettaient aux prises les partisans de la dynastie au pouvoir et ceux des descendants de Kara-George. De ce système de bascule, les intérêts autrichiens tiraient un appréciable profit, mais en Serbie se perpétuaient, du fait de l'intrusion d'un élément étranger dans le rouage national, une

lutte énervante, une instabilité ministérielle, une sorte d'état anarchique enfin, dont le développement du pays était paralysé.

A partir de l'avènement du roi Pierre I^{er}, malgré les difficultés de début conséquentes de son origine, le gouvernement et la vie politique de la Serbie prirent une allure et un caractère nouveau. De personnelle qu'elle avait été, la monarchie devint réellement constitutionnelle : au lieu de choisir ses ministres au gré de ses préférences, le nouveau souverain se fit une règle de tenir compte de l'opinion publique et de la majorité parlementaire, de gouverner suivant les vœux manifestés par le pays, d'appliquer avec correction les doctrines et les procédés d'un régime constitutionnel et parlementaire, tel que celui de la Serbie.

C'est une figure intéressante et sympathique que celle du roi Pierre I^{er}, peu connu du grand public français, et qui mériterait de l'être davantage, car il est quelque peu des nôtres.

En 1858, lorsque son père, prince régnant de Serbie, dut quitter sa patrie, le prince Pierre Karageorgevitch, âgé de quatorze ans, se trouvait à Genève, dans un lycée qu'il quitta bientôt pour aller

terminer ses études à Paris, au collège Sainte-Barbe. En 1862 il entrait à l'École de Saint-Cyr, d'où il sortait en 1864 — promotion de Puebla — avec l'épaulette. De Saint-Cyr, le prince-lieutenant passa par l'École d'application de Metz (Etat-Major) et rejoignit ensuite sa famille en Hongrie.

Il y était en 1870. Dès les premiers désastres éprouvés par l'armée française, le prince Pierre Karageorgevitch accourut et s'enrôla au 5^e bataillon de la légion étrangère (à Tours). Bientôt nommé lieutenant, il se battit aux Aubrays et à Villersexel, où sa vaillance lui valut la croix de la Légion d'honneur.

De tous les souverains d'Europe, le roi Pierre de Serbie est donc le seul qui ait porté les armes pour la France — au service de laquelle le " lieutenant Kara " a reçu le baptême du feu.

Issu d'une famille dont le fondateur avait incarné dans sa personne l'idée nationale, élevé en partie en France, à une époque de liberté politique et religieuse, le roi Pierre I^{er}, né en 1844, apportait à ses sujets, en rentrant à Belgrade, l'expérience de l'âge, la maturité de l'exil et un patriotisme dont il avait déjà donné la preuve en Bosnie, en 1876. La droiture de son caractère lui fit un devoir de s'imposer à

soi-même une consciencieuse observation du rôle qu'il avait accepté.

Une économie sévère, une gestion éclairée des deniers publics, une sage compression des dépenses ne tardèrent pas à ramener l'ordre dans les finances, alors qu'une prodigalité inconséquente menaçait le pays d'une banqueroute à brève échéance. Aussi lorsque, en 1905, vint à échéance le traité de commerce austro-serbe, les conditions où se trouvait la Serbie vis-à-vis de son puissant voisin étaient, non pas brillantes assurément, mais beaucoup plus rassurantes qu'en 1896. Si la première expérience avait été désastreuse, si, en peu de temps, la rupture économique avec l'Autriche-Hongrie avait provoqué un malaise si général qu'il avait paru nécessaire de céder et d'accepter les conditions du plus fort, cette fois, bien que le pays eut à peine commencé à recueillir les premiers fruits de ses efforts et de sa patience, ses gouvernants se savaient assez soutenus par la grande majorité de l'opinion serbe pour ne pas abaisser la dignité du pays devant une intimidation.

Justement préoccupé d'affranchir le pays de la suzeraineté économique, toujours menaçante, de l'Autriche-Hongrie et de nouer des rapports de cordia-

lité avec tous les pays de race et de langue slave, le cabinet Pachitch, alors aux affaires, n'avait point perdu son temps : discrètement il s'était assuré des amitiés utiles et des relations commerciales susceptibles d'ouvrir des débouchés aux produits serbes et en particulier au bétail.

Ce fut à Sofia que les hommes d'État de Belgrade trouvèrent un premier écho ; malheureusement une indiscretion vint faire connaître un peu prématurément le projet d'une union douanière entre la Bulgarie et la Serbie. A cette première manifestation d'une entente entre les pays slaves des Balkans, le cabinet de Vienne ne sut pas dissimuler sa mauvaise humeur et signifia à Belgrade sa résolution de ne pas renouveler le traité de commerce et de fermer sa frontière aux produits serbes si l'union douanière projetée avec la Bulgarie était définitivement conclue. M. Pachitch objecta son droit, simplement mais résolument. A Vienne on n'était guère habitué à cette fermeté courtoise de la part du gouvernement serbe, on s'irrita, on ne s'en montra que plus hautain, et en juin 1906 la frontière austro-hongroise fut définitivement fermée au bétail et aux denrées agricoles venant de Serbie. Toutefois les négociations relatives au renouvellement

du traité de commerce n'étaient pas rompues ; on les laissa seulement traîner en longueur, dans l'espoir que le gouvernement de Belgrade serait à bref délai contraint de faire amende honorable par suite de la mévente des porcs, du bétail et du blé.

Mais, cette fois, Belgrade avait pris d'adroites précautions qui avaient pleinement réussi. Des voies nouvelles avaient été ouvertes à l'exportation serbe grâce auxquelles, en quelques mois, un nouveau courant commercial avait été établi qui permettait à la Serbie d'échapper à la crise économique dont sa puissante voisine la menaçait.

Pour que le conflit douanier, né de la discussion du nouveau traité de commerce austro-serbe, ait pris des proportions aussi inattendues et que la question économique, par suite des exigences de Vienne, ait dégénéré en une question de dignité nationale, il fallait que des intérêts politiques de haute gravité et de portée lointaine fussent entrés en jeu. — Le *Livre bleu serbe*, publié par M. Pachitch au commencement de 1906, vint à propos présenter la question sous son véritable jour, en révélant, au moyen de documents diplomatiques, que dans cette affaire le cabinet de Vienne avait été guidé par des motifs

d'ordre beaucoup plus politique qu'économique : il en ressortait que le nœud de tout le débat avait été « la question des canons » et que la « guerre aux porcs » n'avait réellement servi que de moyen de pression pour faire plier le cabinet de Belgrade.

Dès 1903, le gouvernement serbe avait annoncé son intention de renouveler le matériel d'artillerie dont était pourvu son armée et de remplacer son canon de campagne système de Bange, modèle 1877, par une pièce à tir rapide. En pareille occurrence, il est souvent difficile aux petits États de suivre leurs préférences et de s'approvisionner là où ils estiment devoir être le mieux servis : la politique intervient alors dans le débat, parfois à l'encontre des arguments et des intérêts techniques. Outre qu'une grosse affaire industrielle offre chances d'en amorcer d'autres, une forte commande d'artillerie apporte, en surplus des bénéfices revenant à l'usine, une sorte de brevet de supériorité industrielle et scientifique pour le pays auquel celle-ci appartient.

En Europe, quatre grands établissements métallurgiques se disputent la fourniture des canons aux gouvernements étrangers dont l'industrie nationale est insuffisamment outillée à cet égard : Krupp (à

Essen), Scoda (près de Pilsen en Bohême), Erhardt (à Dusseldorf) et le Creusot (en France). Une commission serbe, composée de quatre officiers, fut chargée en août 1903, de visiter ces quatre établissements. Les techniciens serbes se montrèrent, à leur retour, nettement favorables aux usines Schneider, et nul doute que, libre de son choix et dégagé de toute intervention, le gouvernement de Belgrade n'eût dès ce moment fait sa commande conformément à leurs préférences. La politique intervint alors.

Depuis 1871, les usines Krupp avaient conservé une réputation qui leur avait valu la majorité des fournitures de canons aux gouvernements étrangers. L'intention avouée par le gouvernement serbe, et basée sur l'avis de ses officiers, de confier sa commande aux usines françaises causa en Allemagne une déception non déguisée ; en ces dernières années, les progrès de l'artillerie à tir rapide en France avaient été si remarquables que la Bulgarie avait commandé au Creusot tout son matériel de campagne, bientôt suivie par le Portugal et l'Espagne. Pour empêcher la Serbie de désertir à son tour les usines allemandes, Krupp et Scoda s'unirent et une campagne, trop violente pour demeurer toujours discrète,

fut menée de concert contre le canon Schneider. De nouvelles expériences eurent lieu en 1905, à la suite desquelles des spécialistes d'artillerie exprimèrent de nouveau leur préférence pour le canon français qui, néanmoins, rencontra chez certains membres de la commission des détracteurs dont l'opinion, basée sur des raisons parfois étrangères à la technique, fut exploitée par l'opposition parlementaire.

Ainsi retardée, la solution de la commande se compliquait encore des contingences qui la rendaient en quelque sorte inséparable de la double question du traité de commerce et de la négociation d'un emprunt destiné précisément à payer les nouveaux canons et aussi à étendre le réseau des chemins de fer serbes.

C'est sur le marché français qu'avaient été émis les emprunts serbes antérieurs et une fois de plus le concours des financiers français apparaissait comme nécessaire au gouvernement de Belgrade, qui ne pouvait non plus se passer de l'agrément du gouvernement français de qui dépend l'admission à la cote de la Bourse de Paris. Mais, si la conclusion de l'emprunt demeurait subordonnée aux avantages à concéder à l'industrie française — clause dont le cabinet de Belgrade reconnaissait en principe la

légitimité — le Ballplatz faisait, de son côté, de la concession de ces mêmes avantages à l'industrie allemande une condition *sine qua non* de la conclusion du traité de commerce.

La position du gouvernement serbe ne laissait pas que d'être assez délicate. Mais à quelque chose malheur est bon. Renversé précisément par les adversaires de son projet d'emprunt, le cabinet Pachitch (1) revenait au pouvoir peu de temps après, lorsque le ministère de « jeunes radicaux », présidé par M. Lioubomir Stojanovitch, dut se retirer en raison des conditions désavantageuses imposées à son ministre des Finances par les banques autrichiennes.

Revenus aux affaires plus forts qu'auparavant, M. Pachitch et ses collègues se décidèrent à hâter la solution des questions depuis trop longtemps pendantes. Ils ne pouvaient douter que l'opinion publique, en Serbie, serait, non moins que l'armée, péniblement impressionnée par la perspective de recevoir des fournitures de guerre, et surtout des munitions, de fabrication autrichienne. Aussi ayant hâte d'en

(1) Le ministère Pachitch représentait l'élément radical, c'est-à-dire, en Serbie, nationaliste et impatient de secouer le joug austro-hongrois.

finir, après que M. Pachitch eut avisé le cabinet de Vienne qu'il ne lui était pas possible d'accepter ses conditions, le gouvernement serbe fit au Creusot une commande de quarante-sept batteries de campagne, avec caissons et approvisionnement de 2.000 coups par pièce ; puis, ayant obtenu, malgré une opposition acharnée, un vote favorable au projet d'emprunt dont M. Patchou avait réglé les conditions, il en hâta la conclusion définitive.

Ainsi, l'alerte passée et la crise évitée, il se trouvait que la Serbie n'avait pas à regretter l'épreuve que le pays avait bravement supportée et que le gouvernement avait prudemment conduite et adroitement résolue. Si l'affaire en était restée là, les Serbes n'auraient pas eu à en vouloir trop à l'Autriche qui, malgré elle, il est vrai, leur avait rendu un signalé service, en tournant de leur côté l'attention sympathique de l'Europe sollicitée par ce duel inégal dans lequel le plus puissant des deux adversaires n'avait pas eu le geste le plus élégant. Malheureusement pour eux, il s'est trouvé qu'ils ont eu affaire à un adversaire dont la rancune est tenace et qui ne leur a pas pardonné d'avoir osé lui tenir tête et surtout de sembler vouloir lui barrer la route et contrarier ses projets.



CHAPITRE V

La Bosnie-Herzégovine

Une chanson viennoise. — Le Congrès de Berlin et l'occupation. — L'opinion du plénipotentiaire français. — Histoire des deux provinces. — Races et cultes. — Le rôle de l'Autriche au triple point de vue religieux, scolaire et agraire.

QUELQUE temps après qu'une armée austro-hongroise eut, en vertu de l'article 25 du traité de Berlin (13 juin 1878), envahi et occupé la Bosnie et l'Herzégovine, on chantait à Vienne une chanson devenue rapidement populaire et dont le refrain allemand pouvait se traduire ainsi : « Ce ne sera pas toujours notre propriété » (1). Cela ne l'eut même

(1) M. André BARRE, *La Bosnie-Herzégovine*.

jamais été si d'aimables fictions ne permettaient au langage diplomatique de parer de courtoisie les actes les plus arbitraires.

Sur le caractère transitoire de l'opération qui plaçait la Bosnie-Herzégovine sous le protectorat autrichien, les termes de l'article 25 du traité de Berlin ne laissent place à aucune interprétation ambiguë : « Les provinces de Bosnie et d'Herzégovine seront occupées et administrées par l'Autriche-Hongrie. » Rien n'indique la pérennité et surtout n'autorise à supposer l'annexion définitive contre laquelle protestent, au contraire, et les débats du Congrès et les motifs invoqués pour amener les puissances européennes à consentir à cette occupation.

En peu de mots le plénipotentiaire français, M. Waddington, avait nettement résumé et caractérisé le rôle attribué à la Monarchie dualiste : « *une mesure de police européenne* », qui lui conférait le mandat de pacifier et d'administrer les deux provinces en vue d'accorder à leurs habitants les bienfaits de la civilisation dont ils étaient privés sous la domination ottomane.

Il semble bien que le caractère temporaire de la

mission dévolue à l'Autriche-Hongrie devait ressortir du but visé par les puissances, en l'espèce le rétablissement de l'ordre et de la tranquillité en Bosnie et en Herzégovine. C'est la chanson qui, pourtant, devait avoir tort puisque, après trente ans de gérance, le tuteur s'est purement et simplement substitué aux droits de ses pupilles, évitant ainsi l'alternative, également désagréable, d'avoir à reconnaître que sa mission était ou achevée ou irréalisable — et que de toute façon il était temps d'évacuer le pays.

C'était là précisément ce que l'Autriche ne voulait pas faire ; et si l'on considère la valeur de l'acquisition et l'in vraisemblable facilité de l'entrée en jouissance, on comprend que l'abandon lui en eût été pénible et que, de toute la force de ses vieilles serres, l'aigle impériale se soit cramponné à la proie qui lui avait été trop aveuglément confiée. « Lorsque l'on parcourt ces sites pittoresques, ces plateaux vallonnés où la culture est aisée et riche d'espérances, ces montagnes que couvre une végétation forestière peut-être incomparable en Europe et dont les flancs recèlent un domaine minier d'une prodigieuse valeur, ces vallées plantureuses qu'une exploitation intelligente pourrait transformer en un grenier d'abondance susceptible

de procurer le bien-être à tout un peuple » (1) on se rend compte qu'il existe là pour l'Autriche-Hongrie un territoire dont le prix qu'elle l'a payé apparaîtrait dérisoire comparé aux seuls avantages matériels qu'elle peut en espérer dans l'avenir.

Aussi, n'est-on qu'à demi surpris de voir que bien avant le Congrès de Berlin la Maison d'Habsbourg avait jeté les yeux sur ce riche morceau du domaine ottoman en Europe : dès 1856, après la guerre de Crimée, et quoiqu'elle n'y eût pris aucune part, ne trouvait-elle pas le moyen de se faire déférer le protectorat — sans occupation, il est vrai — des chrétiens de Bosnie et d'Herzégovine ? Aussi n'est-il point interdit de croire qu'elle vit sans trop de déplaisir les émeutes libertaires qui devaient, vingt ans plus tard, amener son entrée dans le pays.

Il est, toutefois, peu probable que du désir — si intense fût-il — l'Autriche eut pu passer à la réalité si une main autrement puissante que la sienne ne lui avait apporté son concours au prix de conditions que l'on connaît — et dont l'une des principales était sa collaboration à l'expansion germanique dans l'est européen et en particulier dans le Balkan.

(1) M. André BARRE, *op. cit.*

Mais, au moins, l'occupation autrichienne — transformée en annexion après s'être prolongée bien au-delà de la période envisagée par les plénipotentiaires, lorsqu'ils confiaient à la loyauté d'une nation chrétienne la mission, sollicitée par elle, d'apporter quelque amélioration au sort, jusque-là lamentable, d'une population trop longtemps abandonnée, — au moins cette intervention a-t-elle été secourable et utile à ceux qu'elle devait initier à la civilisation et au progrès ?

Lorsque le baron Philippovitch fit son entrée en Bosnie, il adressa aux habitants des deux provinces une proclamation où il était dit textuellement ceci :

L'empereur et roi a ordonné que tous les enfants de ce pays jouissent des mêmes droits devant la loi, que tous reçoivent protection pour leur vie, leurs croyances et leurs biens. Vos lois et vos institutions ne seront point modifiées arbitrairement ; vos mœurs et vos coutumes seront respectées. Aucun changement ne sera introduit sans qu'on ait au préalable mûrement réfléchi à vos besoins (1).

C'étaient là de belles promesses, et si elles avaient été loyalement tenues, tout porte à croire que le peuple bosniaque n'eût pas eu lieu de regretter le

(1) M. A. BARRE, *op. cit.*

temps employé par le gouvernement autrichien à l'initier aux bienfaits de la civilisation germanique. Et cependant, dès 1882, une insurrection éclatait contre le régime nouveau comme autrefois contre l'oppression des Turcs. Elle fut réprimée ; d'autres la suivirent de temps à autre, qui semblent montrer que la population ne s'accommodait que difficilement à ses tuteurs, jusqu'à ce que, le 25 novembre 1906, un meeting eut lieu à Belgrade qui ne réunissait pas moins de 10.000 assistants, parmi lesquels de nombreuses délégations venues de Bosnie-Herzégovine, de Serbie et même de Hongrie.

Et voici qu'à ce meeting on entendit de violentes et unanimes protestations contre la situation douloureuse faite aux populations de Bosnie et d'Herzégovine et contre les mesures vexatoires prises à l'égard de la presse non officieuse, à Sérajévo. Une résolution y fut votée en faveur d'un retour à la liberté et une manifestation eut lieu au cours de laquelle fut acclamée l'autonomie des deux provinces.

Tout cela n'était guère méchant et a constitué le programme de bien d'autres réunions populaires. Ce qui dut être plus désagréable aux autorités autrichiennes, ce fut le congrès que les notables mahomé-

tans de Bosnie et d'Herzégovine tinrent à quelques jours de là, dans la petite ville frontière de Slavoni-Brod. Ce congrès, dont la seule réunion témoignait que les dissidences religieuses s'effaçaient devant l'unanimité du sentiment national, envoya à la Délégation autrichienne et à la Délégation hongroise, siégant en ce moment à Budapest, une députation chargée de leur remettre un mémoire de doléances. Dans ce mémoire les notables mahométans réclamaient pour leurs compatriotes le droit de réunion, qui leur est toujours refusé ; l'autonomie communale dont ils ont reçu la promesse, mais non la réalisation ; un règlement satisfaisant, enfin, de la question agraire dont le principe figurait comme prétexte à l'occupation austro-hongroise.

Ces faits, qui précédèrent l'annexion d'environ dix-huit à vingt mois, ne furent peut-être pas tout à fait étrangers à la précipitation des événements ultérieurs ; ils révélaient dans la population un état de plus en plus hostile à la tutelle allemande et une effervescence latente, mais unanime, qui pouvait paraître déjà symptomatique ; ils opposaient une version nettement contradictoire à la légende de prospérité répandue par certains journaux austro-

allemands (1), par les touristes et les journalistes étrangers à l'admiration superficielle ; ils trouvent en revanche leur confirmation dans les formidables préparatifs militaires effectués depuis six mois par l'Autriche pour contenir l'enthousiasme des deux provinces dont elle a proclamé l'annexion.

Pour se rendre un compte exact de la portée des manifestations dont il a été parlé, il est nécessaire de prendre un contact rapide avec l'histoire du pays, sans laquelle il est à peu près impossible de s'assimiler la crise présente, où les questions de races, de traditions, de religion jouent un si grand rôle.

Avant de devenir ministre de Bosnie et d'Herzégovine, M. de Kallay avait écrit une *Histoire des Serbes* dans laquelle il affirmait « qu'en Bosnie et en Herzégovine sous trois religions il n'y a qu'un seul peuple serbe ». Depuis lors, ne pouvant récuser l'autorité de l'écrivain, le ministre, jugeant inopportune la diffusion de ses propres idées, s'empressa d'interdire l'entrée de son livre dans le pays aux destinées duquel il allait présider.

L'érudition de M. de Kallay historien n'était

(1) Il s'en publia deux à Sérajévo.

cependant pas en défaut. Les Serbes et les Croates qui peuplent aujourd'hui les deux provinces étaient bien de la même race que les tribus slaves qui s'épanchèrent de la Baltique jusque par delà l'Oder ; ils descendaient directement des Serbes qui, appelés par l'empereur Héraclius, pour barrer la route de l'Illyrie aux Goths, aux Slaves de l'Ouest et aux Avars, avaient manifesté le désir de s'établir dans la péninsule balkanique où déjà se trouvaient de florissantes colonies slaves, et auxquels l'empereur avait concédé les pays conquis ou à conquérir sur les Avars ou sur les Goths dans la Dalmatie, la Dardanie (Herzégovine), la Prévalitane (Albanie du Nord), la Rascie (partie méridionale de la Bosnie), c'est-à-dire sur un territoire qui englobait toute l'Illyrie occidentale.

Arrivés les premiers, les Croates occupèrent la partie nord des pays concédés, près de la mer, tandis que les Serbes, poussant plus loin, s'établirent au sud, dans la vallée de la Drina et de la Bosna, jusque vers la Morava : de même qu'aujourd'hui la Narenta servait de frontière aux deux peuplades sœurs. Ni les Croates ni les Serbes ne formaient alors un peuple uni : conformément aux coutumes et aux traditions de leur race, ils divisèrent leurs nouveaux

domaines en *joupanies* (principautés ou grands fiefs), dont les seigneurs se groupaient, en temps de guerre, autour d'un *grand joupan*, élu par eux, qui devenait ainsi généralissime de ces princes confédérés. Ainsi s'explique la suprématie que l'on voit successivement appartenir aux rois de Dalmatie, puis à ceux de Croatie, jusqu'à ce que la Bosnie elle-même fut devenue une principauté autonome, puis un royaume qui, en 1302, absorba l'Herzégovine.

De même que la Bosnie, l'Herzégovine avait reconnu, en principe, la suzeraineté, au moins élective, des rois dalmates et croates, et plus tard celle des bans de Bosnie et de Rascie. Dès le début du XI^e siècle, les Hongrois, devenus maître de la Croatie occupèrent la partie nord de l'Herzégovine jusqu'au jour où toute la province passa aux mains du roi serbe Stephan Nemanja, frère de l'illustre saint Sava (ou Sava) dont le nom revient si fréquemment dans les légendes des Jougo-Slaves et qui est toujours considéré comme le patron de tous les Serbes.

Voici donc la question dégagée en ce qui concerne la nationalité.

La même cause géographique qui, ayant placé les Bosniaques entre les Croates et les Serbes, avait

rendu tributaire de ce double courant leur évolution politique, devait être aussi le facteur prépondérant de leur évolution religieuse. Par suite de leur établissement à l'ouest, proche l'Adriatique, les Croates avaient subi l'attraction romaine ; au vii^e siècle ils avaient été convertis par des missionnaires italiens et dalmates : ils étaient catholiques. Au contraire, situés plus à l'est, les Serbes s'étaient laissés attirer dans la sphère d'action de Byzance : ils étaient chrétiens du rite grec dont les progrès furent rapides au sud et à l'est de la Bosnie. Mais il est juste de constater qu'entre les deux confessions la rivalité revêtit longtemps un caractère tout pacifique.

Toutefois il était inévitable que le jour viendrait où un pouvoir politique chercherait à s'étayer de la puissance religieuse. L'événement se produisit pour la Bosnie à la suite de la marche progressive des Hongrois, dans le courant du xi^e siècle. Pour soutenir la lutte contre les Comnène, qui favorisaient l'extension du rite grec, les Arpad se firent les champions du catholicisme, et dès lors l'histoire religieuse de la Bosnie se résume par les progrès du schisme grec lorsque les Comnène l'emportent, et ceux du catholicisme si la victoire sourit aux Arpad. Cette rivalité ne

fut pas sans nuire à l'un et l'autre dogme ; les dissensions qui en résultèrent servirent d'abord les progrès du bogomilisme, sorte d'hérésie manichéenne, et plus tard l'adhésion de certains Serbes à la religion de Mahomet.

Vers la fin du xiv^e siècle, sous le règne de Twertko, roi de Bosnie, qui avait épousé la fille du roi de Hongrie Louis le Grand, eut lieu l'événement le plus considérable de l'histoire slave, la bataille de Kosovo, dont le nom sonne toujours, après cinq siècles, comme un glas funèbre pour toute la race et dont les conséquences lamentables pèsent encore sur la politique européenne. Après la défaite du tsar de Serbie Lazare, les Turcs envahirent la Bosnie dont ils furent chassés à la suite d'un sanglant échec que leur infligea le grand voïvode Vlatko Hranitch qui, pour prix du service qu'il venait de rendre à son prince et à la chrétienté, reçut à titre héréditaire le fief de Chelm, c'est-à-dire l'Herzégovine actuelle.

Enfin, en 1483, les Turcs occupaient définitivement le royaume de Bosnie et la principauté d'Herzégovine pour les conserver jusqu'à nos jours. Ce fut sur elles que la rage musulmane se vengea lors des premiers échecs qui ébranlèrent la puissance du Crois-

sant ; elles payèrent la libération de la Hongrie. Confondant néanmoins le souvenir de ses traditions nationales et de ses coutumes religieuses, le peuple, presque sans clergé, étaya les unes sur les autres et leur garda généralement une inébranlable fidélité.

L'entrée des Turcs en Bosnie et en Herzégovine avait eu toutefois, au point de vue confessionnel, une conséquence dont le poids n'a pas cessé de peser sur la population et qui eut une grande part dans la dévotion à l'Autriche-Hongrie du mandat d'apaisement qu'elle sollicitait.

Les Turcs réduisant à la condition de serfs tous les chrétiens, catholiques ou orthodoxes, qui refusaient d'adhérer aux préceptes du Coran, un grand nombre des seigneurs bosniaques et herzégoviniens n'avaient pas cru devoir faire le sacrifice de leurs biens à l'affirmation de leur foi. Du fait de ces conversions il résulta entre nationaux une rivalité qui mit souvent aux prises ces Serbes musulmans et leurs compatriotes demeurés chrétiens.

A cette situation trop tendue il incombait au gouvernement austro-hongrois d'apporter remède, à partir du moment où il prenait en main l'administration des deux provinces. Mais, pour solutionner la question

d'une façon profitable à la nation, la plus absolue impartialité était indispensable non moins que de toute justice.

Cette droiture dans l'exercice du pouvoir dut paraître toute naturelle au gouvernement impérial puisque M. de Kallay, ministre commun des finances, chargé de l'administration des provinces, prononçait devant la Délégation hongroise, le 6 novembre 1883, les paroles suivantes :

Alors même que la proclamation impériale n'eût pas formellement reconnu les mêmes droits et promis la même protection à tous les cultes dans les provinces occupées, ce serait néanmoins le premier devoir du gouvernement, non seulement de placer tous les cultes sur le même pied, mais de témoigner à tous les mêmes égards et le même intérêt... J'attache une grande importance à insister sur les mots : *appui et protection*, lorsqu'il s'agit des cultes dans ces pays. Il leur serait, en effet, à peu près impossible de vivre de leurs propres forces. *Le gouvernement doit intervenir pour les aider* (1).

Quelques jours après, le même ministre renouvelait, en présence de la Délégation cisleithane, ses déclarations antérieures sous une forme plus concise, mais non moins affirmative :

Ce n'est pas seulement un vœu théorique de la part du gou-

(1) M. André BARRE, *op. cit.*

vernement, c'est la tâche à laquelle il s'adonne le plus soigneusement, que de veiller à ce qu'aucune confession ne soit gênée dans l'exercice de son culte (1).

Pour que l'application d'un programme aussi noblement exprimé ait provoqué tant de mécontentements et donné lieu à des manifestations hostiles, l'on est obligé de croire à quelque profonde déception de la part de ceux à qui il s'adressait.

Considéré intrinsèquement et abstraction faite de toute idée d'annexion future, le rôle assumé par l'Autriche-Hongrie ne laissait pas que d'être délicat; il le paraîtra encore bien davantage si l'on doit admettre que la gestion autrichienne commençait pour ne plus finir.

Du côté des Serbes catholiques, l'identité des confessions, non moins que des rapports antérieurs plus fréquents dus à un voisinage plus immédiat, autorise à supposer que le gouvernement d'Autriche-Hongrie pouvait compter au moins sur une adhésion tacite, tant que ne serait pas froissé le sentiment national et que sa politique ne contreviendrait pas à leurs intérêts. A l'endroit des Serbes mahométans, il était

(1) M. André BARRE, *op. cit.*

aussi permis de croire qu'ils exigeraient surtout le respect et la garantie des avantages qui résultaient pour eux du fait d'appartenir à la confession conquérante, à ce qui avait été jusqu'alors la religion d'État.

Avec les Serbes orthodoxes, au contraire, la question se présentait plus complexe. Passionnés d'indépendance, demeurés irréductiblement fidèles aux traditions nationales qui leur rappelaient l'ancienne autonomie de leur race, leur patriotisme jaloux suffisait à les mettre en garde contre cette protection autrichienne au bout de laquelle ils avaient deviné l'occupation définitive et la ruine de tous les espoirs que plusieurs siècles de servage n'avaient pu éteindre.

Or, — et il est nécessaire de se pénétrer de ce détail si l'on tient à expliquer l'état d'âme des pays serbes — non seulement en Bosnie et en Herzégovine, mais dans tout l'Orient balkanique, la dénomination confessionnelle n'est pas — de même que pour les nations occidentales — une simple étiquette afférente à des croyances divergentes : elle est y devenue, à la suite et comme corollaire des luttes intestines dont ce pays a été le malheureux théâtre, comme

l'expression de la nationalité même des individus aux yeux de qui elle résume tout un passé historique et ancestral et aussi toute une tradition de prérogatives demeurées comme le dernier et précieux vestige de l'indépendance perdue.

Chez les Serbes orthodoxes de Bosnie-Herzégovine, la vie civile est indissolublement liée à la vie religieuse, et l'église est « la ruche où l'âme serbe vient se retremper et s'épanouir en une sorte de communion vraiment fraternelle et nationale ». Aussi, pour arriver à germaniser cette partie de la population — de beaucoup la plus nombreuse — il allait donc être nécessaire peut-être de s'attaquer à sa foi qui, seule, avait empêché son patriotisme de se dessécher et de s'éteindre. C'est là une extrémité toujours regrettable et non exempte de péril.

Si l'église serbe apparaît en Bosnie-Herzégovine comme la personnification, le symbole et l'essence de la nation, c'est qu'elle en est l'émanation directe. A la fois religieuse, c'est-à-dire conservatrice du dogme et du culte, et civile, sa base reposait sur l'organisation de *la commune ecclésiastique* qui, de toute antiquité, possédait le droit d'élire librement ses prêtres, ses instituteurs et ses employés; qui avait la faculté d'ad-

ministrier directement ses biens immeubles, d'accepter librement les legs ou les fondations afférentes *aux églises et aux écoles*, et de percevoir les contributions nécessaires à l'entretien des unes et des autres. Cette juxtaposition de l'église et de l'école est un des caractères historiques des populations de race serbe que l'on retrouve dans les annales de la Serbie et de la Bulgarie. Chez toutes elle demeura ainsi la sauvegarde des traditions religieuses et nationales enseignées aux enfants dès leur jeune âge.

La commune ecclésiastique formait le pivot de toute l'organisation religieuse et civile. Le groupement d'un certain nombre de communes constituait une *Éparchie* (diocèse) dont un Conseil éparchial gérait les intérêts administratifs. A ces assemblées avait été de tout temps dévolu le privilège d'élire pour chaque diocèse un évêque métropolitain (*vladika*) ou métropolitite. Comme aujourd'hui du reste, la Bosnie-Herzégovine comptait trois éparchies : Bosna (Sérajévo) — qui remplaçait, depuis la conquête turque, l'ancien évêché de Dabar — Mostar et Zvornitt, dont le siège est à Tuzla.

Il serait long et peut-être bien aride de décrire par le détail le fonctionnement hiérarchique, à la fois

judiciaire, administratif et religieux des différents Conseils, toujours élus et toujours composés, suivant leurs fonctions, en nombre proportionnel, d'ecclésiastiques, d'instituteurs et de laïcs. Que l'on en retienne surtout le principe primordial et dominant : l'élection par le peuple de ses chefs religieux, les popes et les évêques, au-dessus desquels, comme clef de voûte de l'édifice religieux, dominait le Patriarche de Constantinople, dont le domaine était exclusivement spirituel.

Une mesure qui froissa tout d'abord la population orthodoxe fut l'attribution, abandonnée par le Patriarche œcuménique à Sa Majesté I. R. A., en vertu d'un concordat de 1880, du droit de pourvoir aux vacances des sièges métropolitains. C'était là, en effet, le retrait d'une de ses prérogatives les plus précieuses qui, du suffrage populaire, passait au pouvoir impérial. Devenus fonctionnaires, rétribués par le Trésor, alors qu'autrefois ils recevaient, par donation directe de leurs administrés, une rémunération (vladicharina) variable, les métropolitains perdirent peu à peu la confiance et l'affection de leurs diocésains qui s'éloignèrent d'eux.

Moins heureux en ce qui concernait l'élection

des popes, le représentant du pouvoir impérial dut renoncer à l'enlever au peuple, dans la crainte de troubles dont la fermentation des esprits faisait pressentir la gravité (1).

Mais en même temps, et sous des formes vraiment un peu mesquines — ainsi que l'on en peut juger par le récit qu'en donne M. André Barre, dans son ouvrage — se poursuivait une guerre au passé que l'on a peine à voir pratiquer par une maison souveraine aussi glorieuse que celle de Habsbourg. Pour amener la population serbe à accepter le régime allemand, on s'efforçait d'effacer de son esprit tout ce qui pouvait, à des époques fixes, lui rappeler ses traditions et que son histoire datait de plus loin que l'occupation autrichienne.

Ce fut ainsi que saint Sava se vit proscrit : saint Sava, le patron national de l'Eglise serbe, le grand protecteur des églises et des écoles, avait contre lui d'être issu des princes de la première dynastie serbe ; il fut suspect de nationalisme. Sa fête fut supprimée, non pas brutalement, par une interdiction plénière, mais peu à peu, en rendant tour à tour impossibles,

(1) Cf. *Mémemorandum*, à la Conférence de la Haye.

à coup de restrictions mesquines, la solennité religieuse, les conférences scolaires où l'histoire était commentée, la quête dont le rendement constituait le principal appoint de l'entretien des écoles primaires, enfin les danses et les chants nationaux au son de la *guslé* (1).

La *Slava* eut le même sort. C'était pourtant aussi une fête religieuse et chrétienne, puisqu'elle commémorait le jour où les Serbes avaient abandonné le paganisme pour embrasser l'orthodoxie. Enfin la pauvre *guslé* elle-même devint subversive, pour les chants qu'elle accompagnait. On la traqua, on en fit des râfles ; maintenant on n'en voit plus guère que chez le commissaire de police.

Cependant les progrès de germanisation n'avançaient guère au milieu d'une population réfractaire à toute pénétration étrangère ; aussi, à partir de 1896, voit-on l'administration essayer de la manière forte. Tout d'abord elle chercha, par l'intermédiaire des *Regierungs* (commissaires), à s'immiscer dans les conseils communaux. Sérajévo refusa de se plier à ce nouveau déni des engagements antérieurs ; d'autres localités l'imitèrent et le conflit prit une tournure si

(1) Cf. *Mémorandum*.

aiguë que quatorze communes envoyèrent à Vienne des représentants chargés de présenter à l'empereur leurs doléances formulées en un mémoire intitulé : *Oppression des Serbes en Bosnie-Herzégovine*. Cette députation ne fut point présentée à l'empereur de qui elle ne reçut, par les organes officiels de la chancellerie, qu'une désapprobation de sa démarche. A la suite de plusieurs autres essais, deux députés réussirent enfin à être admis en présence du souverain qui leur fit transmettre verbalement, par le Commissaire impérial, une réponse négative.

Les échecs des délégués constituaient implicitement une approbation pour M. de Kallay qui, avec le concours des gendarmes, fit dissoudre le conseil d'administration des communes de Sérájévo, de Liévero et de Mostar ; à Sérájévo la police s'empara des clefs de la métropole, en défonça le coffre-fort et enleva le trésor, et le scandale fut tel que pendant trois mois la population déserta son église. A Liévero les désordres ne furent pas moindres et l'église demeura fermée même pendant la Semaine-Sainte et les fêtes de Pâques (1).

De semblables mesures ne pouvaient guère avoir

(1) Cf. *Mémorandum*.

d'autre résultat que d'accroître la tension des esprits. En vue de parer au danger et de réserver l'avenir, au commencement de l'année 1898, une nouvelle députation se rendit à Vienne afin de soumettre au ministre un projet de *Statuts organiques de l'église orthodoxe*, rédigé par des jurisconsultes serbes avec une grande modération et une sage mesure. Ces statuts, où il était tenu compte de la nouvelle situation du pays, avaient été établis sur la base des règles fondamentales de l'église patriarcale de Karlowitz et de celle des Roumains de Transylvanie. Les députés pouvaient donc espérer au moins un examen de leur mémoire. Mais il ne fut donné aucune réponse à Vienne, non plus qu'à Constantinople, au Patriarcat, où ils s'adressèrent ensuite.

Outre les empiétements progressifs du pouvoir austro-hongrois sur leurs prérogatives religieuses, les Serbes orthodoxes durent également supporter de graves atteintes portées à l'organisation de leurs écoles.

En Bosnie-Herzégovine, ainsi que dans la plupart des pays de langue serbe, l'école était à la fois un établissement d'enseignement et un établissement confessionnel ; l'école indigène formait le complé-

ment naturel de l'action religieuse et patriotique ; elle était une aile du foyer dont l'église forme le corps de logis principal. De toute antiquité l'une et l'autre ont vécu juxtaposées, cœur à cœur, et sur les mêmes fonds. Sans l'aide des revenus de la première il eût été impossible à la seconde de résister et de se perpétuer. Alors que les écoles serbes d'Autriche-Hongrie possèdent une « matitza » (1) suffisante à leur entretien, la pauvreté des indigènes bosno-herzégoviens ne laisse aux écoles du pays que deux ressources régulièrement établies : les sacrifices pécuniaires consentis en leur faveur par quelques patriotes riches, et l'appui que leur prête l'église sous forme de subventions directes. Toute campagne contre l'église atteignait donc l'école par contre-coup, ébranlait sa solidité et préparait sa déchéance.

Depuis 1876 les Serbes ne possédaient en Bosnie-Herzégovine aucun établissement d'enseignement supérieur ou secondaire, le séminaire et le gymnase réel de Sérajevo, les instituts théologique et pédagogique de Mostar et de Gitomislitch ayant disparu dans la tourmente révolutionnaire. Les écoles encore exis-

(1) Revenus dus à des fondations ou à des dons.

tantes ne donnaient qu'un enseignement primaire. A l'égard de l'hégémonie pangermanique elles n'en étaient que plus dangereuses puisqu'elles demeuraient en contact direct et permanent avec le cœur même de la population serbe dont elles instruisaient et façonnaient les enfants. Leur administration relevait directement de la commune, qui exerçait encore un droit de contrôle sur l'enseignement qu'y donnaient des maîtres élus et nommés à la suite d'un concours.

Pour archaïque que fût le système, il ne donnait pas de trop mauvais résultats et les enfants des écoles orthodoxes ne se montraient pas inférieurs à leurs camarades des écoles de l'État. Cependant, on se rend compte que pour amener progressivement les populations de Bosnie-Herzégovine à la compréhension d'une existence politique calquée sur celle des nations européennes, il était indispensable de les doter d'un système d'enseignement plus complet. En réorganisant l'enseignement, M. de Kallay eut donc fait œuvre utile si, d'autre part, en vue de peupler les écoles qu'il venait d'ouvrir, il n'avait abusé de l'intrusion de la politique dans l'élément scolaire. Qu'il s'agisse de la nomination des instituteurs, de leur avancement, des locaux mis à leur disposition

par la commune, c'étaient toujours les notes politiques qui décidaient, suivant qu'ils s'étaient notés pour austrophiles ou germanophobes. C'était encore la politique qui prévalait trop souvent, paraît-il, dans l'attribution des bourses de lycées.

A ce sujet, M. André Barre, dont la documentation est des plus riches, cite (1) deux faits dont la rigueur revêt un caractère au moins original.

A Banja-Luka, la commune attendait encore, en 1905, la réponse à une réclamation formulée par elle en 1892, en vue d'obtenir, pour l'instituteur nouvellement élu, l'autorisation de commencer ses cours. Et cependant, elle s'offrait à renvoyer le maître d'école, si l'autorisation lui était refusée.

En ce qui concerne la répartition des bourses dans les lycées, voici un procédé qui, à défaut d'autre mérite, a du moins celui de réduire le nombre des candidats. Les écoles serbes finissant leurs cours le 11 juillet, on faisait savoir que les demandes ne seraient reçues que jusqu'au 5; parfois même la déclaration annonçant la date du délai n'était affichée que quinze jours après son expiration; à Nevesigné, elle le fut une fois au mois de septembre.

(1) La *Bosnie-Herzégovine*.

Aussi, dès les bancs de l'école le jeune Serbe est jeté en proie à la politique qui, dans un sens ou l'autre, l'accapare, et ce sont parfois entre élèves d'opinions divergentes de véritables émeutes qui se terminent par quelques expulsions de serbes orthodoxes. Les uns vont achever leurs études en Autriche, les autres en Serbie ; et, dans ce dernier cas, l'on s'explique qu'ils ne fassent à l'hégémonie austro-allemande qu'une réputation peu favorable.

Parmi les principaux motifs invoqués pour justifier l'entrée des Austro-Hongrois en Bosnie et en Herzégovine, on n'a pas oublié que figurait le règlement de la question agraire.

La condition désespérée du paysan provoque dans le pays le plus grand mécontentement. De là des révolutions fréquentes qui inquiètent l'Autriche dans son développement pacifique. La Turquie devrait mettre en œuvre le règlement de la question agraire, source principale des secousses périodiques qui ont agité ces contrées, problème hérissé d'obstacles au milieu d'une population déchirée par les haines religieuses et les rancunes sociales, problème qu'un pouvoir fort et impartial seul peut résoudre dans un pays où toute propriété foncière se trouve dans les mains des musulmans, pendant que les chrétiens, laboureurs ou fermiers, forment la majorité des habitants.

Ces lignes sont extraites du *Mémoire* lu par M. le

comte Andrassy, plénipotentiaire austro-hongrois au Congrès de Berlin, dans la séance consacrée à la question de la Bosnie-Herzégovine. Il serait puéril de nier qu'une telle affirmation, exprimée d'une façon aussi positive, ait pu laisser indifférents les membres du Congrès, alors que l'État qui, par l'organe de son représentant, exprimait ainsi ses propres doléances et ses craintes pour l'avenir, se trouva précisément, en vertu de l'article 25 du traité de Berlin, être ce pouvoir « fort et impartial » auquel était confié par l'Europe la mission de réorganiser l'administration de ces deux malheureuses provinces.

Il est donc nécessaire de bien spécifier : la solution de la question agraire — source primordiale de tous les conflits — était bien le principal motif, la raison d'être politique de l'occupation autrichienne, puisque, seule, de l'avis même de M. le comte Andrassy, elle pouvait mettre un terme à un état de révolte devenu endémique par le fait de l'incessante persécution exercée par les petits ou grands propriétaires fonciers musulmans (agas ou begs) à l'égard de leurs vassaux chrétiens (les raïas).

Or, pour quiconque voyageait en Bosnie — et

cela s'entend avant la période troublée qui dure depuis tantôt une année — ce qui à première vue frappait le touriste le moins prévenu, c'était le mécontentement général des indigènes ; à part les fonctionnaires, naturellement, pour la très grande majorité allemands ou étrangers au pays, la haine du maître autrichien se montre plus forte que celle de l'ancien tyran turc.

Notre ennemi, c'est notre maître, dira-t-on. Peut-être. Toutefois, on ne devra pas oublier que, lors de leur entrée dans le pays, les troupes austro-hongroises trouvèrent chez les chrétiens des deux rites un accueil également sympathique, exempt d'hostilité, et dès lors il faudra bien admettre que cette population a dû éprouver des désillusions amères pour avoir ainsi abdiqué ses dispositions bienveillantes à l'endroit de ceux qu'elle recevait naguère comme ses sauveurs.

Dans la mise en œuvre d'un règlement de la question agraire, au sujet de laquelle M. Andrassy constatait, en 1878, l'échec du gouvernement ottoman, le gouvernement austro-hongrois a-t-il mieux réussi ? En a-t-il au moins tenté l'essai ? En d'autres termes, et plus explicites : la situation du raïa chrétien s'est-elle

améliorée sous le régime autrichien, et de cette longue expérience de trente ans peut-on conclure à une atténuation des rancunes entre compatriotes, du mécontentement à l'égard de l'occupant dont le plénipotentiaire d'Autriche-Hongrie indiquait avec autant de vigueur que de précision la cause et le remède ?

Peut-on enfin constater que les populations chrétiennes que l'Europe voulait secourir ont eu à se louer de son intervention et du tuteur à qui elle avait confié le soin de les « préparer à la liberté » ?

On connaît déjà la réponse à ces questions : elle a été donnée par les protestations que l'on a lues plus haut, par les meetings, par les émeutes antérieures, par les adresses au souverain, enfin par le Congrès des notables musulmans dans lequel il fut constaté qu'ils attendaient toujours, en 1906, la loi agraire qui réglerait leur propre situation et celle de leurs compatriotes.

Des changements ont bien été apportés à la répartition de l'impôt qui n'en ont point réduit les charges, en ont rendu la perception plus lourde (parce que non espacée en quatre termes) et exposent le paysan bosniaque à des peines fiscales tellement dures que

pour beaucoup la vie n'est qu'une longue misère et qu'ils se résignent à quitter le pays.

L'annexion définitive, qui a été la dernière phase de l'occupation trentenaire et peut-être bien la réplique aux plaintes soulevées contre son administration, ne laisse plus aucun doute sur les intentions premières de l'Autriche. Mise en possession d'une contrée qu'elle convoitait, sous le prétexte de lui apporter les principes de civilisation préparatoires à son émancipation définitive, elle paraît surtout n'avoir eu d'autre objectif que la propriété, aisément acquise, d'une région riche naturellement et susceptible d'un développement économique considérable.

Quant à la question agraire, elle sera résolue *de plano* lorsque les Serbes auront évacué leur propre patrie et fait place à des colons allemands.





CHAPITRE VI

Le Recueillement de la Russie

Se recueillir n'est pas se désister. — Situation fautive créée à la Russie par le traité de Berlin. — Son éloignement apparent des affaires balkaniques. — Attitude injustifiée des petits Etats des Balkans à son égard.

UNE Russie qui romprait avec sa « mission historique » ou qui seulement semblerait la perdre de vue n'est guère admissible, parce que nulle race au monde plus que la race slave ne conserve le culte des traditions originelles et que le peuple russe tout entier se tiendrait pour atteint dans son amour-propre, non moins que dans ses intérêts, le jour où la prépondérance allemande viendrait à s'affirmer dans les Balkans.

Pour s'en convaincre, il suffit de se reporter de trente ans en arrière et de se remémorer l'enthousiasme que souleva, des bords de la Baltique aux côtes de Crimée, l'entrée en campagne des armées russes qui allaient porter la liberté aux Bulgares. Guerre difficile pourtant, et qui pouvait entraîner l'Empire en de redoutables complications ! Mais l'opinion russe, toute à son idéal de dévouement à l'égard de ses frères de race, ne s'attarda même pas à la considération du danger et ne songea qu'à acclamer le tsar dont le grand cœur avait battu à l'unisson du sien.

Que l'on fasse maintenant la comparaison avec le peu de popularité qu'eut, dès le début, la guerre d'Extrême-Orient et que — suivant toujours le cours des événements — l'on pousse jusqu'à ce jour cette étude de la sentimentalité russe, passionnée depuis des mois par toutes les phases de la crise austro-serbe, et l'on comprendra combien il serait difficile à un gouvernement russe de vouloir se désintéresser de ce qui agite le Balkan. La sympathie pour les frères de race est un facteur avec lequel il faut compter, et l'erreur est profonde des pacifistes ignorants qui s'acharnent à dénoncer « l'ambition du

tsar », alors que le gouvernement est obligé de refréner le courant populaire qui voudrait l'entraîner. Aussi serait-ce méconnaître absolument les faits que d'interpréter comme un symptôme de désistement la politique silencieuse, un peu distante même, observée par la Russie, pendant un certain nombre d'années, à l'endroit des Slaves du Balkan. La légende a été créée de toutes pièces par ceux-là qui étaient le plus directement intéressés à souhaiter de voir le grand empire des Tsars se déeuropéaniser pour devenir une puissance asiatique ; ce sont d'ailleurs les mêmes qui s'efforçaient de le diriger dans cette voie, cependant qu'ils mettaient à profit son absence pour instaurer et développer l'hégémonie allemande dans la péninsule. Mais si l'on se donne la peine de prendre les faits à leur point de départ et de les étudier sans parti-pris et avec attention, on a vite fait de découvrir que la légende est bien loin de la vérité.

Au lendemain du traité de Berlin, la Russie se voyait frustrée du fruit de ses victoires, et, peu de temps après, payée de tout le sang qu'elle avait généreusement versé pour la cause slave par une désinvolture des petits Etats balkaniques à son égard,

qui frisait de près l'ingratitude. Je crois avoir, précédemment, assez nettement établi que, du fait de la situation qui leur avait été imposée par le Congrès de Berlin, la responsabilité des Etats slaves des Balkans se trouvait fort atténuée en raison de leur sujétion, à peu près inévitable, à l'influence austro-allemande ; il n'en demeure pas moins que le froissement du gouvernement russe fut assez explicable. Arrêtées devant Constantinople au moment d'en franchir les portes, les aigles russes en étaient dorénavant plus éloignées que jamais par un amalgame balkanique savamment constitué pour faciliter l'entrée de l'Autriche — et de l'Allemagne, à sa suite — sur la scène orientale. Froissée par l'Allemagne et l'Autriche à Berlin, froissée par l'Angleterre devant Constantinople, la Russie fut ainsi tout naturellement amenée à se tenir à l'écart et à panser les blessures faites à son amour-propre en cherchant du côté de l'Asie, la mer libre qu'une coalition de rivalités lui avait une fois de plus refusée en Europe.

Mais l'histoire est remplie de singuliers retours où l'imprévu vient dérouter les plus profondes conceptions : les événements s'y inscrivent avec une cinglante ironie à l'endroit de ceux qui prétendaient

en diriger le cours, et souvent ce qui était axiome la veille n'est plus le lendemain que vanité.

Bismarck, qui avait dit un jour que la politique orientale ne valait pas « la solide charpente d'un grenadier poméranien », se ravisa par la suite, lorsqu'il se fut rendu compte de tous les bénéfices que pourrait trouver en Orient l'expansion allemande. En poussant l'Autriche dans la direction de Salonique, il lui donnait d'abord un but à poursuivre qui lui faisait oublier Sadowa et la portait à se désintéresser de l'Europe centrale ; il la faisait en même temps travailler à l'avenir que son génie lui laissait entrevoir pour son propre pays, au point de vue politique et économique, dans cette péninsule des Balkans de laquelle il évinçait la Russie. Mais l'esprit le plus lucide est incapable — heureusement pour ses adversaires — de tout prévoir. En frustrant la Russie du fruit de ses victoires, le traité de Berlin rendait inévitable l'Alliance franco-russe, cette juste réplique à la Triplice, entrevue et prédite d'ailleurs par le chancelier allemand avec d'autant moins de peine que depuis Louis XV on la trouve inscrite au programme de la diplomatie française. Mais, — ce qui prouve que parfois la vérité n'est pas hostile au paradoxe —

le traité de Berlin allait préparer l'évolution la plus inattendue dans la politique des grandes puissances européennes en rapprochant, trente ans plus tard, ces deux adversaires que l'on avait pu croire à jamais irréciliables : la Grande-Bretagne et la Russie.

Lord Beaconsfield s'était trompé dans ses calculs, il s'était laissé jouer par M. de Bismarck et le comte Andrassy, le jour où il avait pensé faire des petits États balkaniques, essaimés à tort et à travers dans la péninsule, une barrière à la descente naturelle de l'empire russe vers la Méditerranée. Quelques mois plus tard ces petits États étaient entraînés, par l'effet de leurs rivalités et la suggestion de l'Autriche, dans l'orbite allemand ; et, si la Russie se trouvait plus éloignée qu'avant la campagne russo-turque de son but séculaire après avoir paru si près de l'atteindre, la diplomatie anglaise, qui avait tout mis en œuvre pour l'éloigner du canal de Suez, s'apercevait que sa politique anti-russe avait eu pour résultat d'ouvrir la Méditerranée à l'Allemagne dont la rivalité commerciale devait être infiniment plus redoutable aux intérêts anglais.

Comme l'on devait s'y attendre, l'inaction, ou tout au moins le ralentissement d'activité de la Russie dans

les Balkans, où elle avait toujours patronné le courant slaviste, ne manqua pas d'être savamment exploité auprès des petits États slaves, à qui il fut d'autant aisé de faire croire à l'abandon de la grande sœur qu'ils se voyaient tous plus ou moins à la merci de l'Autriche, au point de vue économique et politique. Trop jeunes arrivés aux difficultés de la politique internationale, ils en pénétrèrent ou traduisirent mal les secrets et inconsciemment travaillèrent contre leur alliée naturelle et à leur propre détriment.

Impuissante au Congrès de Berlin où l'élément allemand avait su, grâce au redoutable prestige de son chancelier et à l'habileté de ses intrigues, faire accepter tacitement sa prépondérance directrice, la Russie dut contresigner le saccage de l'œuvre pour laquelle elle venait de verser son propre sang.

Pour peu que l'on n'ait pas oublié les violentes protestations qui traduisirent le dépit et la colère de l'opinion russe lorsque furent connues les décisions prises, à Berlin, par les représentants des puissances, on se rendra compte de l'interprétation qui, dans tout le monde slave, fut bien à tort donnée à l'acceptation — rigoureusement inévitable pourtant — par la Russie, des conditions désastreuses qui lui avaient été

imposées; on comprendra aussi, dans toute son amertume, la désillusion qui contribua si grandement à créer entre les petits États balkaniques et la grande sœur slave un malentendu qu'il fut aisé à leurs mutuels ennemis de transformer par la suite en une suspicion presque hostile. Si vifs, cependant, que pussent être leur inquiétude, leur impatience et leur désarroi, la versatilité ultérieure de la politique de certains d'entre eux n'y pourrait trouver son excuse, si leur liberté même n'avait été en réalité confisquée au profit du voisin austro-hongrois. Tour à tour on les vit s'orienter, de façon incertaine, suivant ce qui leur paraissait l'intérêt immédiat, — conception toujours dangereuse puisque le plus généralement une bonne politique extérieure n'est qu'une sage préparation du lendemain.

Quoi qu'il en soit, et pour si réduite que l'on veuille tenir leur part de responsabilité en face d'événements dont ils furent plutôt les victimes, — on ne saurait nier que l'attitude des États balkaniques ne fut pas sans peser d'un grand poids dans la politique d'écart pratiquée par le gouvernement de Saint-Pétersbourg qui, en plein Balkan, dans son milieu familial, voyait son influence séculaire et tutélaire

battue en brèche par l'Allemagne, l'Autriche et la Grande-Bretagne.

Estimant — et les événements n'ont que trop prouvé avec quelle juste clairvoyance — que les satisfactions accordées par le Congrès de Berlin aux diverses nationalités balkaniques n'étaient que des leurres, des armes à deux tranchants ; constatant que le résultat du système arbitrairement dessiné, diamétralement contraire à celui qu'elle avait entrevu, était de créer entre les États slaves un régime d'hostilité et de suspicion, la Russie, ne pouvant, seule, faire davantage pour l' « Orient proche », dut se contenter de veiller, avec les autres puissances, au maintien du *statu quo* balkanique, encore qu'elle ne le considérât que comme un pis-aller.

Il est regrettable que les États Slaves, la Serbie, la Bulgarie, ne se soient pas dit plus tôt que cette expectative réservait toujours l'avenir, et que c'était sous cette condition évidente que Saint-Pétersbourg avait entendu souscrire à l'accord austro-russe en 1897, et au programme de Mürsteg en 1902.

Telles furent, on n'en saurait douter, les raisons qui contribuèrent à restreindre l'action de la Russie dans les Balkans ; on les aura complètes si l'on

ajoute que la diplomatie russe se laissa malheureusement influencer, dans les débuts de ses aventures asiatiques, par des conseillers dont sa loyale confiance a été le jouet et dont le dénouement de la crise autro-serbe l'empêchera vraisemblablement d'oublier les bons offices.





CHAPITRE VII

Le “Drang” et les Grandes Puissances

Le Pangermanisme date de loin. — La Mission orientale de l'Autriche précisée dès 1848. — La presse de la Confédération germanique. — La Note française à la Diète de Francfort. — L'Autriche et l'Italie dans l'Adriatique et en Albanie. — La politique italienne dans les Balkans. — L'Allemagne et la politique russe en Asie. — Paris et Saint-Pétersbourg dans la question japonaise. — Le chemin de fer de Bagdad. — Les intérêts français et anglais en Orient.

ON commettrait une grave erreur en s'imaginant que la poussée pangermanique est d'invention récente; elle procède, au contraire, d'un système déjà lointain

et qui tendait, autrefois comme de nos jours, à faire d'une région polyethnique, telle que l'Europe Centrale, un apanage exclusif de la race allemande. Ce système, que l'on retrouve sous les trois dénominatifs correspondants à ses étapes et à ses transformations successives : Saint-Empire, Triple-Alliance, Pangermanie, comportait déjà la collaboration orientale de l'Autriche, comme corollaire et compensation à son exclusion des affaires de l'Europe centrale.

Au congrès de Francfort, le chef des unitaires allemands, M. Henri de Gagern, devenu ministre en 1848, formulait ainsi la doctrine des Allemands du Nord, dont M. de Bismarck se chargea de mener à bien l'exécution :

« La mission de l'Autriche consiste à civiliser l'Orient. Il est nécessaire pour cela qu'elle conserve la pleine liberté de ses mouvements et qu'elle concentre ses forces ; mais elle ne saurait en déduire le droit de s'opposer aux réformes intérieures que désire l'Allemagne et de lui imposer une constitution. L'Allemagne doit être unie à l'Autriche, mais distincte d'elle. L'Autriche reconnaîtra bientôt que l'existence à côté d'elle d'une Allemagne puissante lui est plus utile que l'influence qu'elle exerçait jadis sur des Etats isolés — influence qu'il lui serait du reste impossible de restaurer. — Il demandait en conséquence au Parlement de l'autoriser à ouvrir des négociations

avec le cabinet de Vienne pour régler les rapports internationaux de la monarchie autrichienne et de l'Allemagne (1) ».

En 1849, le roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV énonçait les mêmes vues sous des formules moins tranchantes.

Après avoir déclaré qu'il ne repousserait point la constitution de Francfort, à condition qu'elle fût admise par les souverains allemands, il insinuait l'idée qu'il n'était point nécessaire d'exclure l'Autriche ; que la *Grande Allemagne*, telle que la rêvait Schwarzenberg, pouvait et devait être constituée ; seulement l'Autriche ne devait, à son sens, y exercer qu'une primauté d'honneur ; son rôle effectif consisterait à représenter et à rendre prépondérante l'influence germanique au dehors, à *lui soumettre les pays slaves, l'Italie, surtout l'Orient* ; quant à l'Allemagne proprement dite, elle se grouperait par le libre accord de ses princes autour de la Prusse, accepterait son hégémonie, formerait avec elle une sorte de Zollverein politique et militaire (2).

Cette théorie avait pris en Allemagne la force d'un axiome, si bien que, plusieurs années avant la guerre de 1866, les journaux de la Confédération germanique réclamaient l'incorporation des possessions autrichiennes non allemandes, en ces termes significatifs :

(1) M. E. DENIS, *L'Allemagne 1810-1852*.

(2) M. DEBIDOUR, *Histoire diplomatique de l'Europe*,

« Nous déclarons hautement que, si ce n'était pas un membre de la Confédération, si ce n'était pas l'Autriche qui fût le légitime possesseur de ces pays non allemands, la nation allemande devrait en faire la conquête à tout prix, parce qu'ils sont absolument nécessaires pour son développement et sa position de grande puissance. » (1)

L'Empire Allemand, successeur de la Confédération, n'a pas abdiqué ce « droit » et la maison de Hohenzollern, qui en dirige la politique et les destinées, s'est chargée de soutenir cette prétention à l'hégémonie allemande sur tous les pays de l'Europe centrale, même de race et de langue non germaniques, avec l'Autriche pour collaboratrice, et au besoin malgré elle. Non moins explicites que la *Gazette d'Augsbourg* se sont montrés les journaux de l'Allemagne du Nord à ce sujet sur lequel, à de très rares exceptions près, on les trouve en unanime communauté de sentiments et de vues.

« Notre diplomatie doit, avant tout, s'inspirer de ce principe, et nous comptons sur nos forces militaires pour le faire valoir. La plus grande Allemagne doit, par l'Autriche ou à ses dépens, faire sentir son hégémonie de Trieste à l'embouchure du Danube.

« ... L'unité allemande est le fruit d'un sentiment national

(1) *La Gazette d'Augsbourg*, en 1859.

qui n'est point encore assouvi, puisque dix à douze millions d'Allemands vivent hors de nos frontières. Pourquoi ce sentiment ne serait-il pas logique jusqu'au bout? S'il vient à faiblir, si la Cisleithanie, où l'on ne compte que neuf millions d'Allemands contre quinze millions de Slaves, accomplit son évolution naturelle, se soumet docilement à la loi des majorités, c'est un nouvel Etat à tendances slaves, un rival au lieu d'un allié qui s'établit sur notre flanc. Il *marche à l'Orient* pour son propre compte; mieux encore, il prend la tête d'une Confédération slave, de Vienne à la Mer Noire, adossée par ailleurs à la Russie... Notre échiquier se resserre entre Prague et les Vosges... Notre commerce n'a plus de débouchés que vers le Nord. »

On vient de voir, formellement exprimée dans ces extraits de publications allemandes, la conception qui vise à étendre l'hégémonie germanique de Trieste au Danube. Ce n'est, en effet, pas non plus d'hier que l'incorporation de Trieste au bloc germanique hante les rêves de la politique allemande. Après les événements de 1848, le gouvernement de Vienne qui en était alors le moteur, formula nettement cette prétention, et sous le prétexte habilement exploité de parer à de nouveaux mouvements populaires, essaya d'obtenir la sanction internationale. Mais le plan était éventé dans ses conséquences, et la France, l'Angleterre et la Russie refusèrent d'acquiescer au projet autrichien. La note française, présentée en

février 1851, à la Diète de Francfort, est particulièrement intéressante à lire ; elle témoigne d'une netteté de vue, d'une perspicacité des prétentions futures de la « plus grande Allemagne » dont les congressistes de Berlin ont peut-être insuffisamment médité le souvenir.

La Confédération germanique — disait le Cabinet français — est une des bases du droit public européen. Interposée entre les grandes puissances, dont elle a surtout intérêt à arrêter les empiètements, elle contribue puissamment par sa masse, et, si l'on peut ainsi parler, par sa force passive, à la conservation de la paix générale. *L'homogénéité de race*, qui, au milieu de nombreuses diversités, lui constitue une unité véritable, la rend merveilleusement propre à ce grand et noble rôle. *Renfermée dans les limites que lui assigne cette homogénéité*, tant que la Confédération s'imposera tout à la fois la loi de ne pas les dépasser et de ne pas souffrir qu'on les restreigne, elle sera la plus sûre sauvegarde de l'ordre et de la paix européens. Une politique contraire aurait naturellement des conséquences tout opposées. *Etendre arbitrairement ces limites naturelles*, adjoindre aux populations allemandes des populations slaves, hongroises, italiennes, au milieu desquelles elles seraient noyées, ce serait la Confédération dont il faudrait *changer même le nom*, pour ne pas être en contradiction avec la vérité. Cette masse, absorbant dans son sein vingt peuples et vingt États différents, se présenterait à l'esprit, non plus comme une garantie de paix, mais comme une *menace*, comme un symbole de confusion et d'envahissement.

Combien, à plus d'un demi-siècle de distance, apparaît clairement aperçue et discrètement indiquée par la diplomatie française cette marche de la race allemande vers l'Orient, — marche dont les trois puissances protestataires entendaient enrayer le principe et dénonçaient alors de concert la nocivité. Depuis 1851 les événements ont profondément transformé la carte européenne; les diplomates ont dû remanier les combinaisons de leurs devanciers; mais la diplomatie allemande — admirable dans sa ténacité, nous n'hésitons pas à le reconnaître — poursuit toujours, sous l'aigle impérial allemand, le plan qu'elle visait sous l'aigle impérial autrichien; la Triple Alliance est le véhicule de l'idée dont le Pangermanisme doit être la dernière et complète expression.

Aussi ne suffit-il pas que Trieste appartienne à l'Autriche. « Pour toute l'Allemagne, écrivait en 1895 le D^r Hasse dans un organe pangermaniste, Trieste est la porte commerciale ouverte sur l'Orient et le canal de Suez. Trieste doit donc être un port allemand. » Un autre protagoniste du pangermanisme allait plus loin encore et écrivait: « Pola doit devenir un grand port militaire pour la flotte allemande »,

n'hésitant pas ainsi à avouer que l'extension commerciale, que les débouchés économiques, une fois conquis, ne suffiraient pas à la réalisation du rêve d'hégémonie allemande s'ils ne devaient être complétés et consolidés par l'occupation militaire d'un point, ou d'une partie de territoire, du rivage adriatique.

Et cela est si vrai que voici un publiciste de Munich à qui ses confrères devaient paraître bien modestes ; lui au moins ne se gêne pas pour donner à la position, à l'étendue, à la forme de l'occupation allemande sur l'Adriatique une physionomie précise :

« Le littoral autrichien (*Küstenland*) avec la partie sud de la Dalmatie, Raguse, Cattaro, Trieste et Pola, constitueraient, comme l'Alsace-Lorraine (*sic*), un *Reichsland* administré par un gouverneur militaire impérial, territoire qui servirait de base à la puissance maritime de l'Allemagne dans l'Adriatique et la Méditerranée. » (1)

Cette conception du Pangermanisme intégral n'est évidemment pas à la veille de se réaliser absolument ; on ne saurait nier, cependant, que la marche progres-

(1) *Österreichs Zusammenbruch und Wiederaufbau*. Lehmann, Munich, 1899.

sive de l'Autriche vers Salonique ne constitue, à chaque nouvelle étape, un fait nouveau vers la conquête d'une situation prédominante dans la mer Egée et l'Adriatique, menaçante dans tout le bassin de la Méditerranée (1). Ceci surtout, si l'on admet, — ce qu'il n'est guère possible de mettre en doute — que derrière l'Autriche il y a l'empire allemand.

Maîtresse de Trieste, de l'Istrie, de Raguse, de la Croatie, de la Dalmatie, la Monarchie austro-hongroise arriverait ainsi à isoler l'Albanie de l'empire ottoman, jusqu'au jour où, l'occasion se présentant, elle la ferait entrer dans le giron des Habsbourg. Mais ce même jour la ferait aussi maîtresse du canal d'Otrante et rendrait singulièrement difficile la position, déjà délicate, de l'Italie dans ce lac italien que fut l'Adriatique, au temps glorieux de la république de Venise (2).

En même temps que sa politique balkanique inaugurée en 1878, l'Autriche a poursuivi une politique maritime qui en est le complément naturel. En se faisant accorder, avec l'occupation de la Bosnie-Herzégovine, le droit de tenir garnison dans l'ancien

(1-2) Voir M. Charles LOISEAU, *L'Équilibre Adriatique*.

sandjak de Novi-Bazar, elle y avait fait ajouter un droit de police maritime sur la basse Adriatique, c'est-à-dire sur le littoral albanais et sur le littoral monténégrin (1).

Parmi les avantages immédiats que Vienne sut tirer de la sujétion dans laquelle elle tint longtemps la Serbie, l'un des plus appréciables fut de pouvoir étendre insensiblement la zone d'investissement de l'Albanie, que l'accord passé avec la Russie en 1897 se trouva placer virtuellement dans sa sphère d'influence dans les Balkans. Par un accord avec le Saint-Siège elle y détient le protectorat des intérêts catholiques, et à la suite d'un arrangement avec le Sultan elle gérait tout récemment encore le service des

(1) On sait que contre ce droit le gouvernement du Prince Nicolas protesta à diverses reprises. Il vient de le faire de nouveau lors de la dernière crise balkanique, à l'occasion de la violation des eaux monténégrines par des torpilleurs autrichiens. L'Autriche-Hongrie aurait accepté en principe de renoncer à ce droit de police à l'égard du Monténégro, devenu encore plus excessif depuis qu'elle a fait — momentanément, sans doute — remise du sandjak à l'autorité ottomane.

Il est bien évident que les négociations qui vont se poursuivre, à la suite de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et du conflit austro-serbe et austro-monténégrin, seront susceptibles de modifier les visées de l'Autriche en ce qui concerne l'Albanie. Cependant la théorie adriatique et albanaise de M. Charles Loiseau a suscité en Italie, dans les milieux politiques et dans la presse, assez d'émotion ou d'intérêt pour que j'aie cru devoir en résumer les aperçus les plus saillants.

postes (1). De plus, bien que la situation commerciale ne le justifie guère, elle y entretient, à Durazzo, à Vallona, à Uskub, à Prizrend, des agents consulaires, qui semblent surtout chargés d'y faire pénétrer son influence.

Un jour donc l'on verra par la force même des choses, si rien ne modifie les événements en cours, l'Albanie devenir autrichienne : et ainsi se trouvera parcourue une nouvelle étape de la marche vers l'Orient. Désormais, l'Autriche tiendra l'Adriatique et dominera le Balkan dont Salonique lui assurera la suzeraineté économique et politique ; elle se trouvera en situation de jouer un rôle dans l'équilibre méditerranéen et un autre, non moins considérable, dans toutes les questions orientales, quel qu'en soit le théâtre : la Macédoine, les États balkaniques ou l'empire ottoman (2).

Avant même qu'elle soit installée à Salonique, la seule prépondérance de la politique austro-hongroise

(1) L'accord austro-turc relatif à la Bosnie-Herzégovine a supprimé cette clause du traité de Berlin, en ce qui concerne l'Autriche-Hongrie.

(2) On verra plus loin que c'est par une autre route que l'Autriche veut prendre position dans le Balkan. Mais la théorie de M. Loiseau reste toujours intéressante au point de vue italien.

en Albanie et son instauration à Vallona, sur le canal d'Otrante, revêtent pour l'Italie la forme d'une menace assez significative pour que l'on ne puisse admettre que, malgré le silence officiel, l'opinion publique italienne, par tendance naturelle plus curieuse des questions de politique extérieure que l'opinion française, ne s'en soit pas préoccupée, car l'Italie se trouverait séparée sans retour de la péninsule balkanique où son passé historique lui fait tenir une place considérable, où elle a maintenant des alliances dynastiques, où ses intérêts économiques et politiques sont encore trop importants pour n'être pas surveillés et sauvegardés.

« Que l'Autriche ou l'Allemagne (il n'importe guère) s'établisse à Vallona, ce n'est pas seulement l'échiquier italien raccourci de toute sa moitié orientale et limité étroitement à la Méditerranée occidentale ; c'est son investissement presque total par mer comme par terre (Tyrol, Trentin), par les deux alliés dont l'Italie ne figurera plus guère qu'un satellite ; c'est enfin la ruine commerciale de toute la rive adriatique du royaume, incapable de lutter contre la concurrence allemande, déjà si redoutable au commerce italien, avant même d'y avoir des assises définitives aussi puissantes. » (1).

L'émotion produite par les premières révélations

(1) M. Ch. LOISEAU, *op. cit.*

de cette « conquête pacifique » fut d'autant plus vivè qu'un long passé rattache l'Italie à la rive du canal d'Otrante qui fait face à Brindisi. La plupart des villes qui « semblent y attendre maintenant la domination austro-hongroise », sont d'origine italienne, ayant été fondées par les Vénitiens ; les monuments, les traditions, le dialecte en usage, les sympathies pour le génie latin y sont trop encore aujourd'hui nettement accusés. De cette côte albanaise, par contre, et comme à titre d'échange, des bandes sont venues en Italie, au xv^e siècle, qui, après avoir guerroyé dans les Pouilles et la Calabre, y sont demeurées en partie et ont constitué un noyau albanais dont la descendance est nombreuse surtout en Sicile ; et aujourd'hui encore les rapports se sont maintenus actifs et sympathiques (1) entre cette colonie albano-italienne et les Albanais de l'empire ottoman.

Aux portes de Naples elle possède le collège ecclésiastique de San-Adriano fréquenté par de jeunes Albanais qui viennent faire leurs études en Italie, et par les prêtres italiens destinés aux diocèses de Scutari, d'Uskub et d'Alessio.

(1) Ces sympathies se sont montrées lors du sinistre de Messine et Reggio.

Les difficultés politiques contre lesquelles a dû lutter le gouvernement italien, depuis l'unification, expliquent le silence forcé qu'il dut observer en l'espèce — influencé par l'Allemagne — alors que bien antérieurement Cavour, qui pressentait les futurs desseins de l'Autriche sur la côte albanaise, cherchait à parer au danger qu'il prévoyait de ce côté pour l'expansion de la politique italienne en faisant figurer le Piémont à la guerre de Crimée et en s'efforçant d'entretenir de bons rapports avec le Sultan.

De coudées plus franches et libres à l'endroit des responsabilités officielles, la presse non officieuse n'a point caché l'inquiétude qu'elle ressentait des menées du *Drang* et des visés autrichiennes sur la rive orientale de l'Adriatique. Des journaux, tels le *Secolo* et le *Corriere della Sera*, ont compris que Trieste ne suffit plus à l'ambition allemande dont l'expansion commerciale exige un port plus libre que ne l'est celui de Trieste, d'accès plus facile, et d'un rayonnement plus large ; ils ont dénoncé nettement le danger qui résulterait pour l'Italie de l'occupation de l'Albanie d'abord, de Salonique ensuite, par l'Autriche. Déjà le déclin du pavillon italien sur l'Adriatique et sur la Méditerranée orientale n'est

que trop sensible ; moins puissamment soutenues, moins richement subventionnées que leurs concurrentes du *Lloyd*, les compagnies italiennes soutiennent avec plus d'opiniâtreté que de succès la lutte contre leurs alliés, dans ce bassin adriatique qui, aux yeux de tout Italien, est comme une part du patrimoine national passée en des mains étrangères. En voyant l'abandon des ports italiens de l'Adriatique, comparé à l'activité qui règne à Fiume, à Trieste, à Zara, on se demande involontairement ce qui subsistera du commerce italien lorsque le drapeau autrichien flottera à Durazzo, en face de Brindisi et de Tarente. Déjà fortement concurrencée, non seulement en ce qui concerne les relations italo-albanaises mais pour tout trafic — même italien — dans le bassin de la Méditerranée orientale et avec les Echelles du Levant et Suez, la marine commerciale italienne semblerait destinée à périr de consommation dans ce qui fut son propre berceau ? Quant à Brindisi, son sort, qui n'est déjà pas brillant, serait singulièrement compromis le jour où la Malle des Indes, qui y passe depuis 1872, viendrait à en être détournée au profit de Salonique.

Cette dernière conséquence de la construction du tronçon Sérajévo-Mitrovitza, dont l'annonce fit un

si beau tapage, n'était point non plus passée inaperçue en Italie. Dès 1900, le *Don Marzio*, de Naples, et *Il Commercio italiano*, de Rome, avaient publié des calculs faisant ressortir une économie de temps assez notable, le jour où l'achèvement du projet austro-hongrois permettrait l'établissement, entre Londres et Port-Saïd, d'une ligne plus directe — par Ostende, l'Allemagne, l'Autriche et la Bosnie — que par Brindisi et les voies ferrées italiennes et françaises. Et, tout en tenant compte des écarts que l'on doit s'attendre à rencontrer entre des calculs statistiques et les chiffres commerciaux, il n'en demeurerait pas moins probable que, même dans le cas d'une simple concurrence, Brindisi serait atteint par le nouvel état de choses, dont, par répercussion, auraient à souffrir le trafic des chemins de fer et le commerce italiens (1).

Peut-être trouvera-t-on que cet exposé de la situation éventuellement créée à l'Italie m'a entraîné en dehors et au delà des rapports entre Allemands et Slaves — qui font l'objet de cette étude. Que l'on veuille bien observer cependant combien, sous certains côtés, l'Italie est à ce point intéressée au sort du Balkan

(1) Cf. M. Ch. LOISEAU, *op. cit.*

slave qu'elle en est en quelque sorte « slavisée ». Son commerce devrait être en grande partie oriental et normalement sa flotte commerciale devrait tenir dans le trafic du levant une place prépondérante. Il n'en est rien pourtant, et la sphère d'influence qu'elle avait conservée dans la péninsule balkanique, et dont, depuis quelques années, elle visait à élargir le rayon, est menacée d'une restriction inévitable si l'influence allemande y devient dominante, sous le pavillon de l'Autriche.

Enfin, n'oublions pas que la reine d'Italie est une princesse slave — et qu'il existe de ce fait une solidarité assez étroite entre les intérêts dynastiques italiens et ceux des dynasties régnantes au Monténégro et en Serbie.

Pour tous ces motifs, il était nécessaire de situer exactement la position balkanique de l'Italie, quelle qu'ait été sa politique générale jusqu'à ce jour.

Mais le problème adriatique n'est qu'un des aspects du programme pangermanique et l'Italie n'est pas la seule grande puissance dont les intérêts se trouvent menacés. Ceux de la Russie le sont bien davantage et d'une façon encore plus directe, car sa qualité de

nation slave et de « la plus grande des nations slaves » a fait de l'empire des tsars le protecteur séculaire des nationalités slaves et plus particulièrement des États balkaniques pour la libération desquels le sang russe a été répandu généreusement. L'expulser du Balkan, ou y restreindre son influence morale et politique est donc porter à son prestige une atteinte grave dont en même temps ses intérêts généraux ne peuvent manquer d'être lésés.

En ouvrant à l'Autriche-Hongrie une occasion de pénétrer directement dans les Balkans par l'occupation de la Bosnie-Herzégovine, M. de Bismarck n'ignorait point qu'une fois engagée la monarchie dualiste non seulement ne pourrait plus reculer, mais tendrait nécessairement vers l'est, par le seul fait de l'influence que le dualisme avait conférée à la Hongrie.

D'un autre côté, l'attitude de l'Allemagne au Congrès de Berlin avait porté un coup fatal à la traditionnelle alliance russo-prussienne, qui durait depuis deux siècles. M. de Bismarck se rendait compte qu'il lui serait impossible de galvaniser l'« alliance des Trois Empereurs » et déjà entrevoyait le jour où les sympathies de plus en plus accusées entre la Russie et la France se transformeraient en

une alliance. En intronisant l'Autriche-Hongrie chez les Slaves de la péninsule, en grande majorité orthodoxes, que le tsar considérait comme des protégés et le peuple russe comme des frères de race, il ouvrait ainsi une ère de rivalité, il créait une cause de conflit dont la seule éventualité devait être dorénavant une raison nécessaire pour l'Autriche-Hongrie de demeurer l'alliée de l'Allemagne.

Dix ans après le Congrès de Berlin, l'Alliance franco-russe apparaissait comme fatale ; déjà en 1887, pendant la crise bulgare, l'attitude du gouvernement français nous avait valu de la part de Saint-Pétersbourg, des démonstrations sympathiques ; et lorsque M. de Bismarck dut prendre malgré lui sa retraite, il suivait avec ironie les phases d'un rapprochement dont Cronstadt allait être la première étape éclatante, qu'il s'était flatté de pouvoir seul entraver et dont il escomptait les difficultés pour ses successeurs.

L'on doit à la vérité de reconnaître que, si la diplomatie allemande ne put empêcher l'accomplissement de l'alliance, elle sut avec une perfide, mais prodigieuse virtuosité en contrecarrer les effets, en amoindrir l'influence et même, dans une mesure non

négligeable, tirer parti d'une combinaison dont le but, d'ailleurs pacifique, n'était cependant pas d'aider à l'expansion allemande.

En ce qui concernait la Russie, où l'influence allemande avait été trop longtemps prépondérante pour être annihilée tout d'un coup, les relations en survie furent utilement employées à susciter, fortifier et exalter le rêve asiatique qui allait faire dévier la politique russe du côté de l'Extrême-Orient. La même manœuvre qui, depuis le Congrès de Berlin, avait contribué à détourner la France de ses préoccupations continentales pour l'entraîner plus avant vers une expansion coloniale qui flattait la vanité de ses gouvernants, — et dont les commerçants allemands bénéficiaient plus que les nôtres — la même manœuvre fut employée pendant six ans, de 1898 à 1904, pour exaspérer les ambitions mandchouriennes de la Russie jusqu'à rendre inévitable un conflit avec le Japon.

Dès 1895, le cabinet de Berlin poussait celui de Saint-Pétersbourg à exiger la révision du traité de Simonosaki, et à s'installer à Port-Arthur, enlevé aux Japonais et redevenu libre, tandis que pour prix de ce bon conseil — dont l'effet ne devait pas se faire long-

temps attendre — l'Allemagne commençait par s'établir à Kiao-Tchéou.

On ne connaît que trop les résultats de l'aventure. Pendant que le Chantoung ouvrait au commerce et à l'industrie allemands des débouchés de plus en plus urgents, la tension s'accroissait entre la Russie et la Chine à cause de la Mandchourie, entre la Russie et le Japon à cause de la Corée, entre la Russie et l'Angleterre à cause du Yang-Tsé, — si bien qu'en 1902, après le dénouement hâtif de la campagne sud-africaine, l'alliance anglo-japonaise était conclue. Trois ans plus tard la guerre éclatait qui mettait aux prises l'empire du Levant et l'empire russe dans des conditions que la distance rendait infiniment plus difficiles pour ce dernier que pour son adversaire.

On a reproché au cabinet de Paris de n'avoir pas usé de sa qualité d'ami et d'allié pour avertir discrètement le gouvernement russe du danger où risquait de l'entraîner sa trop grande confiance dans les conseils belliqueux de Berlin. C'eut été en effet rendre un grand service à nos alliés que de leur faire connaître à quoi les exposait leur méconnaissance de l'état d'esprit qui énervait l'opinion japonaise et

aussi de la force réelle d'un adversaire qu'ils paraissent ignorer. Entre amis ne se doit-on pas de se crier réciproquement : casse-cou ? En fait, cependant, le rôle d'avertisseur apparaîtra bien plus délicat, si l'on se reporte à l'époque dont il s'agit.

L'affaire Dreyfus avait créé en France deux courants adverses dont la lutte se répercutait sur toute la politique française, sans épargner la politique extérieure. La Russie du Tsar — dont l'ambassadeur, M. de Mohrenheim, sut tenir avec tant de tact et de loyauté un rôle si particulièrement difficile —, la Russie impériale était en butte aux attaques et aux calomnies de ceux que leur aveuglement semblait faire les complices des ennemis naturels de la France. Un courant hostile à la Russie — et à l'alliance franco-russe — se manifestait dans une certaine sphère, qui se traduisait déjà par une campagne de dénigrement systématique des fonds russes, dans le but de rendre plus difficile l'émission en France des nouveaux emprunts dont la Russie pouvait avoir besoin.

A Berlin cette campagne n'était — et pour cause — pas ignorée. En prévision de l'hypothèse où le gouvernement français se refuserait à autoriser un nouvel appel à l'épargne française, on offrait déjà la collabo-

ration à la pénétration asiatique de la haute banque allemande ; on laissait entrevoir que la Russie trouverait aisément à Berlin une compensation avantageuse à la faillite du concours financier et de l'amitié de la France.

Que ces prévenances et ces flatteries n'eussent vraisemblablement guère plus de fondement et de consistance que la dépêche fameuse au malheureux Président Krüger, est-il défendu de le croire ? Il est certain qu'elles rendaient délicate l'intervention — qui pouvait paraître indiscrete — du Quai d'Orsay dans une conversation qui se poursuivait sous le couvert des relations personnelles et familiales des deux souverains, non moins que par l'office des deux chancelleries.

Ainsi s'explique un silence qui fut néanmoins une erreur. Par la suite, mieux avertie, la diplomatie française s'efforça de la réparer et, la guerre devenue inévitable, le gouvernement français réussit, grâce à l'amélioration de ses rapports avec Londres, à en circonscrire l'extension, malgré la malheureuse aventure de Hull, et à ménager entre les deux adversaires, et entre la Russie et le gouvernement britannique, un rapprochement qui permit au gouvernement russe de

se ressaisir et de faire face à ses difficultés intérieures.

Au demeurant, la paix conclue, la diplomatie de Guillaume II n'avait pas eu à en regretter les résultats. Une tentative de révolution, une crise de réveil anarchique avaient succédé à la guerre lointaine et ajoutaient encore à l'affaiblissement de la puissance militaire russe et aux embarras politiques, économiques et financiers de l'un des membres de l'Alliance. Et tandis que la Russie, détournée de la question des Balkans, y laissait à l'Autriche une liberté dont elle usait et abusait contre les intérêts russes et slaves pour le plus grand développement de la pénétration allemande, — de son côté le Kaiser s'efforçait de la devancer en Asie-Mineure.

Il serait prématuré de vouloir prophétiser les résultats de l'évolution politique de l'empire ottoman et les surprises qu'elle ménage sans doute à la diplomatie européenne. Ce qu'il est permis de constater, c'est qu'en se chargeant de réorganiser l'armée ottomane, en s'efforçant d'en faire une force militaire maniable, Guillaume II ne s'était pas donné seulement pour but de fortifier son influence sur Abdul-Hamid et d'en élargir le rayon actif sur les

affaires turques, mais qu'il visait à forger contre la Russie une arme dont il pût se servir à son gré.

Depuis le jour où le Kaiser, au lendemain du massacre des Arméniens, tendait par-dessus leurs cadavres la main au Sultan rouge dont il se constituait le protecteur (1), l'Allemagne a continué son œuvre d'envahissement de l'Asie occidentale. Elle y poursuit — toujours sous le couvert de la pénétration pacifique — une politique de conquête qui est une menace pour l'expansion russe. De cette politique audacieuse, qui heurte les intérêts russes et menace ceux de l'Angleterre et ceux — moindres, mais non négligeables — de la France, le chemin de fer de Bagdad est destiné à être l'instrument.

Personne n'ignore, grâce aux journaux quotidiens, combien furent nombreuses, et opiniâtement renouvelées, les tentatives faites par Berlin pour obtenir du gouvernement français l'admission à la cote de la Bourse de Paris des titres d'un emprunt à émettre en France, pour permettre de poursuivre les travaux de cette ligne. Il s'en fallut de bien peu, au temps où M. Rouvier dirigeait la politique française, que

(1) Abdul-Hamid proclama lui-même que le Kaiser lui avait « seul » tendu la main, alors que tout le monde, en Europe, se détournait de lui.

l'emprunt fût autorisé par notre premier ministre qui y voyait, peut-être, surtout une « affaire » et un moyen de mettre un temps d'arrêt aux réclamations allemandes (1).

Il est heureux que suite n'ait pas été donnée à ce projet. En souscrivant l'emprunt qui eut permis de mener à bien les travaux, interrompus par manque de fonds, du chemin de fer de Bagdad, les capitalistes français se seraient ainsi trouvés dans une position aussi fautive à l'égard de nos alliés que désavantageuse pour eux-mêmes.

Nulle part les capitaux français ne sont aussi largement représentés qu'en Russie, dans les affaires financières, industrielles et commerciales. Or, sur le trajet du chemin de fer une fois construit, il était question d'exploiter des gisements de naphte et de pétrole, exploitation qui eut concurrencé celle de Bakou et provoqué par conséquent un abaissement des produits russes et des bénéfices des sociétés auxquelles sont intéressés les capitalistes français. On projetait encore d'y reconstituer le système d'irrigation qui existait au temps des Abassides, et de trans-

(1) M. Victor BÉRARD a longuement et remarquablement étudié cette phase de l'affaire marocaine dans *La France et Guillaume II*.

former ce désert, non plus en jardin mais en une vaste culture de blé et de coton, ce qui n'eut pas été sans menacer de crise économique la Russie agricole et l'Égypte.

Enfin, à l'égard de la politique de chemins de fer poursuivie par la Russie à travers le continent asiatique, la concurrence du chemin de fer de Bagdad ne pourrait être aussi que dangereuse, soit qu'il s'agisse de la construction d'un chemin de fer russe allant du Transcasprien vers le golfe Persique — chemin de débouchés sur la mer libre du Sud — auquel le chemin de fer allemand ravirait une partie de son trafic ; soit qu'il s'agisse d'un embranchement du Transsibérien ayant pour objectif l'Inde, duquel le chemin de fer de Bagdad serait le concurrent direct.

Ainsi donc, tandis que l'Autriche-Hongrie s'appliquait à germaniser le Balkan, s'efforçait d'arriver à plier sous son joug ou sa suzeraineté les petits États slaves, ruinait leurs intérêts économiques et leur interdisait jusqu'au droit d'avoir entre eux des relations amicales (1), — l'empire allemand s'essayait, d'un autre côté, à barrer la route à d'autres Slaves, les Russes.

(1) Il a été parlé plus haut d'une convention commerciale serbo-bulgare et du conflit auquel elle eut une part.

Après la Russie — parce qu'elle est la plus grande des nations slaves — après l'Italie — en quelque sorte « slavisée » par certains aspects de sa politique extérieure, par ses intérêts dynastiques, son passé historique et les affinités de race d'une partie de sa population, — l'Angleterre et la France prennent place parmi les grandes puissances que menacent l'exagération du développement pangermanique dans l'Europe orientale et notamment dans les Balkans.

Nous avons déjà vu comment, pour avoir voulu mettre entre la Russie et la mer les cloisons étanches des petits États slaves, la politique anglaise a amené à proximité de l'Égypte et du canal de Suez un voisin allemand autrement audacieux, importun, dangereux que ne l'eût été le voisin moscovite, moins entreprenant et moins amateur de curées, moins porté à drainer à son profit les efforts des autres. Par la tutelle exercée par le Kaiser sur le Sultan, la politique orientale de l'Angleterre s'est trouvée faussée et même complètement intervertie. Or, la question des Balkans est un aspect de la question d'Orient, une partie de la scène sur laquelle l'impérialisme allemand menace la Grande-Bretagne dans son commerce et sa politique, comme il menace toute l'Europe ; alors

même que ses traditions libérales ne l'y porteraient pas, le gouvernement britannique ne peut donc se désintéresser du danger d'absorption qui plane sur les nationalités slaves de la péninsule.

Comme on l'a déjà dit : la question d'Orient est surtout une question d'Occident. C'est-à-dire que les groupements, défensifs ou ambitieux, des grandes puissances européennes réagissent perpétuellement sur l'évolution de l'Orient islamique ou chrétien. Mais la réciproque est également vraie, ainsi que l'ont prouvé des événements tout récents.

C'est le jeu de ces intérêts qui montre combien serait imprudente une politique française de désistement en ce qui touche les affaires orientales. Notre trafic maritime a dans la Méditerranée et dans le Levant les mêmes ennemis que les commerces anglais et italien ; notre intérêt est d' « empêcher que les Balkans et l'Orient ne deviennent la proie des grandes ambitions co-partageantes et qu'il en résulte, pour un ou plusieurs des empires européens, un accroissement de puissance qui viendrait rompre la pondération des forces et l'équilibre nécessaire » (1).

(1) M. le Comte A. VANDAL, de l'Académie française, Discours à l'Ecole libre des Sciences politiques.

Malgré l'influence néfaste exercée par la politique intérieure de la France sur sa politique extérieure, nous conservons en Orient des intérêts matériels, économiques, moraux considérables. Qu'ils relèvent de notre commerce, de nos entreprises financières ou industrielles, que nous en soyions redevables à nos religieux ou à nos établissements d'instruction, nous devons à notre renom, à nos traditions, à notre prestige de grande nation, à notre situation européenne de ne pas désertier ce champ d'action où nos devanciers ont su faire tenir à notre pays un rôle si brillant qu'il y avait fait aimer et respecter entre tous le nom des Francs.





CHAPITRE VIII

Les dessous de la crise austro-serbe

Deux conséquences de la Révolution turque. — L'Indépendance du royaume de Bulgarie. — L'annexion de la Bosnie-Herzégovine devant la diplomatie et devant le droit international. — La crise austro-serbe et les Puissances. — L'opinion en Autriche. — Les plans de la « Danzer's Armée Zeitung ». — L'Autriche-Hongrie en Macédoine. — La campagne contre la Serbie. — Les suites de la crise. — Conclusions.

L E 4 octobre 1908, on télégraphiait de Vienne :
« Des événements sensationnels, qui promettent de changer la face de l'Europe, approchent avec la rapidité de l'éclair. La question de l'annexion des deux provinces occupées (la Bosnie et l'Herzégovine)

vient de se placer pour ainsi dire, dans l'espace d'une nuit, au premier rang de la politique européenne ». Le 7 octobre, en effet, une note de M. le baron d'Ærenthal expliquait aux puissances signataires du traité de Berlin la décision prise par son souverain d'étendre « sur les populations de Bosnie et d'Herzégovine ses droits de suzeraineté ».

Cette nouvelle étape de l'Autriche dans le Balkan ne surprendra pas si l'on a suivi sa marche d'investissement progressif. Tout au plus pouvait-on ne pas en prévoir le moment que d'ailleurs le cabinet de Vienne eut été lui-même impuissant à préciser ou à dater. Il attendait une occasion. Et cette occasion lui fut fournie par l'arrivée des Jeunes-Turcs dont la révolution — si élégamment accomplie presque sans effusion de sang — n'allait pas, cependant, sans apporter quelque perturbation dans le mécanisme ottoman.

L'affaire du chemin de fer de Novi-Bazar avait provoqué un tapage qui en avait fortement compromis les résultats : à son projet M. d'Ærenthal s'était vu opposer un autre projet de voie ferrée destiné vraisemblablement à réduire la valeur du sien, sinon à l'annihiler tout à fait. Et, d'autre part, le program-

me des Jeunes-Turcs, basé sur un affranchissement national intérieur et extérieur, comportait l'institution d'un régime de liberté pour tous les sujets de l'empire, et même d'autonomie, sous la suzeraineté du Sultan, pour certaines provinces où la majorité de la population était chrétienne.

On avait déjà parlé de la Macédoine, était-il donc inadmissible que l'on se souvînt que le Padischâh était toujours le suzerain — au moins nominal — des deux provinces dont l'Autriche-Hongrie avait été chargée de préparer « l'évolution rationnelle vers l'autonomie » ? Le Ballplatz préféra devancer les événements et se donner l'avantage du fait accompli. Mais, pour atténuer l'éclat qui était à prévoir en répartissant l'écho, il s'efforça de décider le prince Ferdinand à profiter de l'occasion pour proclamer l'indépendance de la principauté. Voilà probablement pourquoi l'érection de la Bulgarie en royaume précéda juste de deux jours l'annexion de la Bosnie-Herzégovine à la couronne austro-hongroise.

En ce qui concernait les droits suzerains du sultan, la situation se présentait sous un aspect à peu près identique : on pouvait estimer qu'une indemnité pécuniaire suffirait à résoudre la question, à solutionner

le litige et à consoler le Commandeur des croyants de cette nouvelle amputation de ses États. C'est, en effet, ce qui a eu lieu.

Mais à l'égard des populations intéressées immédiatement, les conséquences de la double opération étaient très différentes : les Bulgares allaient acquérir définitivement et légalement leur indépendance, alors que les Bosno-Herzégoviniens allaient au contraire perdre jusqu'à l'espoir de cette liberté qu'ils attendaient depuis trente ans et dont le Congrès de Berlin avait rendu l'Europe en quelque sorte solidaire.

Enfin, le coup de force de l'Autriche se présentait pour toute la population serbe des Balkans comme un défi et une menace dont elle devait s'exaspérer.

En quelques lignes d'une remarquable précision, un diplomate éminent, qui est en même temps un écrivain et un juriste distingué, a excellemment résumé les conséquences de l'annexion : (1)

« Au point de vue politique elle a eu pour conséquence la rupture définitive de l'entente austro-russe, ainsi qu'une sensible tension des rapports austro-italiens, pour ne pas parler de la

(1) M. Milenko R. VESNITCH, Ministre plénipotentiaire, membre de l'Institut de droit international et de la Cour permanente d'arbitrage, *L'Annexion de la Bosnie-Herzégovine et le droit international*.

consternation profonde qu'elle a produite dans toute la race serbe, et plus particulièrement en Serbie et au Monténégro. Dans cet acte l'Europe a vu, avec beaucoup de raison, un précédent fâcheux et dangereux, de nature à ébranler la confiance des peuples dans la valeur des engagements internationaux solennellement consentis. En effet, on n'a pas oublié que le Congrès de Berlin avait été convoqué sur la demande de l'Autriche-Hongrie, et que cette puissance y avait obtenu la part léonine, sans avoir participé à la guerre ; on n'a pas oublié non plus que le traité de Berlin porte la signature du souverain actuel de la monarchie dualiste, et qu'elle a été apposée de plein gré sur cet acte international. Il est donc très naturel que la conscience juridique des peuples ait été affectée par l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et que les représentants du droit international aient été amenés à exprimer leur avis à différentes reprises sur la valeur de cette annexion. Je dois tout de suite ajouter que les écrivains impartiaux de tous les pays ont été unanimes sur ce point. En Allemagne, des sociétés et des revues juridiques se sont prononcées sans réserve aucune à ce sujet, en proclamant que l'acte du gouvernement viennois était contraire aux traités internationaux, et par conséquent illégal. »

Ainsi posée, la question s'éclaircit ; on aperçoit le geste de M. d'Æhrenthal sous son vrai jour, comme un geste de menace austro-allemande, et l'on comprend les protestations violentes des Serbes frappés en plein cœur dans la liberté de leurs frères et anxieux pour eux-mêmes du lendemain qui leur est réservé.

Mais, pour expliquer l'ampleur qu'elle a pu pren-

dre, comment cette question de Bosnie-Herzégovine est devenue une question européenne, il faut en revoir sur les documents les étapes depuis le point de départ, c'est-à-dire la déclaration d'annexion, jusqu'à la solution heureusement pacifique qui put y être donnée, grâce au sacrifice d'amour-propre que la Russie eut le mérite de consentir, et à l'activité dévouée des puissances.

Alors la crise austro-serbe apparaîtra ce qu'elle était réellement : une résultante du *Drang* germanique dont nous avons suivi l'expansion, un chapitre de plus à la conquête du Slave par l'Allemagne.

Il est bien probable que le cabinet de Vienne, tout en se doutant que le coup par lequel M. d'Æhrenthal allait s'essayer à jouer les Bismarck ne passerait pas inaperçu, n'avait pas escompté la formidable émotion qui allait en résulter ; en Autriche même personne n'y pensait ; l'affaire demeurait secondaire, ainsi qu'ont pu s'en convaincre ceux qui ont eu l'occasion de lire le compte rendu des débats qui encadrèrent, au Parlement de Vienne, le dépôt du projet de loi concernant l'annexion. Ils furent en général assez peu passionnés, laissant planer une vague indifférence ; l'émotion n'a commencé à naître qu'en face

des complications internationales qui ont surgi et qui n'étaient pas prévues.

Dans la note adressée aux puissances signataires du traité de Berlin se relevaient les indications suivantes :

La mission que le traité de Berlin lui a confiée en Bosnie et en Herzégovine, l'Autriche-Hongrie l'a remplie pour le bien de ces populations et dans l'intérêt même de l'empire ottoman. La Bosnie et l'Herzégovine sont arrivées aujourd'hui, grâce au travail assidu de l'administration austro-hongroise, à un haut degré de culture matérielle et intellectuelle ; le moment paraît donc venu de couronner l'œuvre entreprise, en octroyant à ces provinces les bienfaits d'un régime autonome et constitutionnel ardemment désiré par la population entière. Le gouvernement impérial et royal doit, cependant, pour réaliser ces intentions généreuses, régler d'une façon précise la situation de ces deux provinces et pourvoir à une garantie efficace contre les dangers qui pourraient menacer la stabilité du régime établi en 1878. Le cabinet de Vienne se voit donc dans l'impérieuse nécessité de s'affranchir des réserves contenues dans la convention de Constantinople et de reprendre quant à la Bosnie et à l'Herzégovine son entière liberté (1).

M. le baron d'Æhrenthal, semble-t-il à la lecture de ce document, avait seulement oublié que pour *repre-*

(1) M. Charles PRINTA, *Questions diplomatiques et coloniales*, 1^{er} février 1909. La Bosnie et l'Herzégovine devant la future conférence.

dre sa liberté d'action, il faudrait l'avoir eue, ce qui n'avait à aucune époque été le cas de l'Autriche-Hongrie à l'endroit de la Bosnie-Herzégovine.

Cela ne l'empêchait pas d'ailleurs, en informant la Porte du point de vue autrichien, d'ajouter l'expression de l'espoir « que les relations entre les deux pays, délivrés de l'incertitude de la situation en Bosnie-Herzégovine et dans le sandjack, ne feront que gagner en présence de l'état de choses bien défini et normal que l'Autriche-Hongrie veut établir. »

Le jour même de leur réception, le gouvernement de Belgrade répondait aux communications autrichiennes par une protestation adressée aux puissances signataires du traité de Berlin, qui contenait entre autres les passages suivants et qu'à Vienne on refusa d'accepter.

Le gouvernement de Sa Majesté le roi de Serbie, invoquant d'une part les droits incontestables du peuple serbe qui sont le principe même de l'existence de la Serbie, et d'autre part les termes clairs et précis de l'article 25 du traité de Berlin, proteste de toute son énergie contre la réunion de la Bosnie et de l'Herzégovine aux pays de la monarchie de Habsbourg, proclamée aujourd'hui par le manifeste de Sa Majesté l'empereur et roi d'Autriche-Hongrie.

Le gouvernement royal persuadé que le traité de Berlin —

d'autant plus que, n'ayant pas eu part à sa création, nous avons été obligés de le subir autant qu'il affectait notre sort — doit faire loi non seulement quand il impose des devoirs et des obligations, entraîne des préjudices et exige des sacrifices de la Serbie et de la race serbe, mais aussi, et à plus forte raison, quand il offre une protection à nos droits, au moins dans les étroites limites où les dispositions du traité leur donnent une reconnaissance expresse.

... Cette persuasion, ainsi que la constatation de ces faits, inspirent au gouvernement serbe l'espoir que les puissances signataires du traité de Berlin répondront à l'appel qu'il leur adresse pour réclamer justice et protection contre cette nouvelle et flagrante violation qui s'accomplit unilatéralement, en vertu du droit du plus fort, poursuivant la satisfaction de ses seuls intérêts, sans égard aux atteintes profondes portées ainsi aux sentiments, aux intérêts et aux droits du peuple serbe. La Serbie ne saurait, dans le cas présent, obtenir pleine satisfaction autrement que par le rétablissement complet de la situation faite à la Bosnie et à l'Herzégovine par le traité de Berlin. Si cette situation est considérée comme absolument impossible, le gouvernement royal, faisant appel aux sentiments d'équité des puissances signataires du traité de Berlin, demande pour la Serbie une compensation correspondante, afin de maintenir les garanties indispensables à son existence d'Etat indépendant, et de rétablir, pour la nation serbe en général, les conditions d'existence dans la mesure tout au moins où elles étaient assurées par le traité de Berlin (1).

Le lendemain, le gouvernement ottoman faisait par-

(1) M. Ch. PRINTA, *op. cit.*

venir à son tour aux mêmes puissances une note où étaient formulées ces deux réserves :

L'administration de la Bosnie et de l'Herzégovine, dans sa forme actuelle est, en vérité, basée sur l'article 25 du traité de Berlin et sur la convention de Constantinople de 1879, qui est le développement du document précédent... Aucune infraction à de tels actes ne peut avoir lieu sans l'agrément unanime de la Turquie, la puissance souveraine de ces provinces, et des autres puissances contractantes.

C'est pourquoi le gouvernement ottoman se voit dans la nécessité de réserver toutes les revendications en sa faveur que lui donnent les traités internationaux et de protester contre la violation de ces actes par le gouvernement austro-hongrois (1).

Enfin, cette « agression » contre une fraction de la nation serbe placée dans l'impossibilité de se défendre rapprochait, du jour au lendemain, le Monténégro de la Serbie avec laquelle Vienne avait réussi à le brouiller à l'occasion de l'affaire des bombes de Cetigné. Dès lors, en cette question vitale pour toute la race serbe, il faisait cause commune avec elle, en proclamant, de son côté, aboli l'article 29 du traité de Berlin, qui limitait sa souveraineté.

Par la voix de la presse, l'opinion de publique européenne s'était dressée contre cette violation du droit

(1) M. Ch. PRINTA, *op. cit.*

de l'Europe. En Angleterre et en France, en Italie et en Russie, les journaux avaient été unanimes à protester — parfois avec âpreté — contre « le coup d'Æhrenthal » ; en Allemagne même une notable partie de la presse — les journaux officieux à part — demeura froide ou ne se gêna guère pour exprimer des réserves sur l'inopportunité de l'affaire.

Dans le monde politique l'émotion avait été grande partout, — plus profonde qu'en Autriche-Hongrie où il semblait que la portée de l'acte échappait — et, le jour même, le 7 octobre, sir Edward Grey et M. Asquith avaient prononcé des discours d'une haute importance internationale :

...Nous ne pouvons reconnaître — avait déclaré sir Edward Grey — le droit à aucune puissance de modifier un traité international sans le consentement des autres contractants. Nous-mêmes, nous ne pouvons pas reconnaître le résultat d'un tel acte jusqu'à ce que les autres puissances aient été consultées, y compris la Turquie, qui est parmi les autres puissances la plus particulièrement intéressée, et cela parce que s'il devient coutume qu'une seule puissance puisse à sa volonté modifier ainsi les termes des traités, la confiance publique se trouvera ébranlée.

M. Asquith avait serré la question de plus près encore :

Il vaut la peine — avait précisé l'honorable Premier anglais — de rappeler que dans un protocole de janvier 1871, rattaché au traité de Londres cette année-là, et où figure l'Autriche-Hongrie, il est dit expressément qu'aucune puissance ne pourra rompre ses engagements par rapport au traité, ou en modifier les stipulations, à moins d'un accord amical et avec l'assentiment des autres parties contractantes... Dans ces conditions, le devoir du gouvernement de Sa Majesté est simple : c'est de montrer clairement aux parties responsables de chaque brèche faite dans le traité (de Berlin) *que nous ne pouvons pas reconnaître ce qui a été fait comme ayant la moindre validité internationale avant le jour où le consentement des puissances aura sanctionné le mouvement.*

De ces déclarations catégoriques il résultait que la question de la Conférence se trouvait nettement posée. D'où que vînt la proposition formelle en vue de sa convocation et de la fixation de son programme : de la Russie, de la Turquie ou d'une autre puissance quelconque signataire du traité de Berlin, ce n'était plus là qu'une question de détail dont, dès le premier jour de la crise, M. Isvolski témoigna le désir de se charger, et à laquelle il travailla d'abord avec M. Pichon, puis avec sir Edward Grey, avec le prince de Bulow et M. Tittoni et, à la fin, directement avec le baron d'Æhrenthal.

Mais il n'était guère admissible que la Conférence

ne fût pas admise à traiter la question de l'annexion, en ce qu'elle avait modifié unilatéralement l'article 25 du traité de Berlin, au profit d'un seul des signataires.

Le principe rappelé par sir Edward Grey et M. Asquith avait été celui de la diplomatie anglaise depuis le commencement du XIX^e siècle ; il avait été « exprimé surtout par lord Palmerston dans sa dépêche du 23 novembre 1846 à lord Ponsonby, ambassadeur en Autriche, à l'occasion de l'incorporation de Cracovie à cette puissance, et M. Guizot (qui dirigeait alors la politique française) l'avait très énergiquement soutenu dans l'instruction envoyée par lui à son ambassadeur à Vienne, M. le comte de Flahaut (1). Il était donc à présumer que l'abord de cette question ne pouvait pas être évité ; et dès lors que l'Autriche exprimait par avance le refus de toute explication à ce sujet, il devenait vraiment superflu de réunir une Conférence qui n'eût été qu'une chambre d'enregistrement de l'acte austro-hongrois.

A vrai dire, ce refus s'explique, la thèse que

(1) M. Milenko R. VESNITCH. *L'Annexion de la Bosnie-Herzégovine et le droit international.*

Vienne prétendait soutenir ayant été réfutée d'avance par le comte Andrassy lui-même, le signataire du traité de Berlin pour l'Autriche-Hongrie, qui, dans les discours qu'il prononça le 11 mars et le 1^{er} décembre 1878 aux Délégations autrichiennes, avait reconnu le caractère provisoire « d'occupation et d'administration » de l'Autriche en Bosnie-Herzégovine. Contre cette prétention, voici encore ce qu'avait écrit sur ce même sujet M. Max Choublier en 1896 : « Si les intentions des puissances changeaient, elles auraient le droit strict, au nom même du traité de Berlin, d'exiger l'évacuation de la Bosnie et de l'Herzégovine. »

Seulement, entre le droit d'exiger et le pouvoir de sanctionner son exigence, il y a, hélas ! quelque distance. La Serbie en sait quelque chose, et sans les efforts des puissances de la Triple-Entente — dont elle a fini par comprendre les avis — elle allait se jeter elle-même dans la « gueule du loup ». Or, se suicider pour n'être pas mis à mort est une solution excessive. En politique surtout il faut savoir attendre, et réserver ses forces pour le lendemain.

Dans l'espèce et quelque légitimes que fussent ses

droits et ses réclamations, quelque généreuse et résolue que fût son attitude, elle eut commis, en se précipitant dans le piège, cette faute regrettable de faire ainsi le jeu de son implacable adversaire. Je ne crois pas devoir refaire ici l'historique de cette lutte diplomatique de six mois, pénible par l'éventualité tragique qu'elle présentait. On en connaît tous les détails par les journaux, qui en ont suivi les phases au jour le jour.

Si j'y reviens, c'est pour nettement établir que, loin de se croire menacée par les armements — si disproportionnés des siens — de la Serbie, le cabinet de Vienne ne demandait qu'à se voir attaqué « dans un coup d'exaspération » afin d'avoir l'occasion d'occuper le royaume — sous le prétexte de lui « donner une leçon ».

On sait déjà combien est désavantageuse la position territoriale de la Serbie. Encerclée et sans issue, elle se trouve en outre sur la route du *Drang*, dans la partie dont le défrichement a été confié à l'Autriche-Hongrie.

Du plan pangermanique Guillaume II s'est réservé la direction ; avec les Allemands du Nord il a porté

son activité à Constantinople (1) où, pendant vingt ans, il fut à peu près le véritable maître, et en Asie-Mineure, dont, comme nous l'avons vu, la conquête n'a été retardée que faute de capitaux. Dans tout l'empire d'Abdul-Hamid les grandes entreprises, les affaires, étaient, grâce à son patronat, réservées en grande partie à l'industrie, à la finance et au commerce allemands. Mais à Vienne était échue la poussée à travers les Balkans, vers Salonique et la mer Egée.

La Macédoine, privée de toute industrie, dépourvue de commerce, offrait donc au trafic austro-allemand un merveilleux champ d'expansion. Car, en dépit d'une exploitation défectueuse, d'une culture agricole encore rudimentaire entravée par une anarchie endémique, cette province, riche de sa naturelle fertilité, est un des greniers à blé de l'empire ottoman.

L'éloignement de la Russie avait offert à Vienne une magnifique occasion d'y exercer sa gérance binominale — gênée toutefois par les officiers et les

(1) Un ambassadeur de France (M. Constans) jugeait il y a dix ans, l'influence allemande « négligeable » en Turquie. G. HANOTAUX, *Le Journal*, 27 avril 1909.

commissaires internationaux ; aussi n'attendait-elle qu'une occasion de s'y établir tout à fait, à la faveur de quelque bonne insurrection qui eût rendu possible une occupation immédiate.

Cette marche du germanisme vers la mer Egée au moyen de la conquête définitive de la Macédoine a été, à diverses reprises, étudié et préconisé dans la *Danzer's Armée Zeitung* dont le *Journal des Débats*, le premier, et les grands quotidiens ont appris le nom au public français.

L'*Armée-Zeitung* est l'organe des officiers supérieurs de l'armée autrichienne, dont les grands chefs soutiennent les tendances germaniques. A la tête de ce parti militaire — parti de la guerre —, tout-puissant à la Hoffburg, est l'archiduc-héritier François-Ferdinand dont le baron d'Æhrenthal passe pour posséder toute la confiance (1).

Sous ce titre : *Macédoine, une étude politico-militaire*, on y lisait en 1905 :

(1) L'Archiduc-héritier est cependant le fils de cet archiduc Charles qui déclarait n'avoir jamais oublié Sadowa, se refusa, après 1866, à porter aucune décoration prussienne, et ne cachait pas ses sympathies pour la Russie. L'archiduc François-Ferdinand était lui-même allé à Saint-Pétersbourg en 1902, et le souvenir de son père lui avait valu une réception chaleureuse.

La grande importance de la Macédoine résulte de sa position comme entrée des passages pour les communications entre l'Europe Centrale et l'Asie Mineure, avec deux grandes routes commerciales et militaires : la ligne de la Morava et du Vardar, Belgrade-Salonique, et la ligne Nich-Sofia-Constantinople ; auprès de ces deux lignes principales, la descente par la vallée de la Bosna, Novi-Bazar-Mitrovitza, devient secondaire. Il faut néanmoins toujours considérer les deux grandes lignes de pénétration, l'une plus occidentale, l'autre plus orientale, l'une Sérájévo-Uskub-Salonique, l'autre Belgrade-Constantinople ou Belgrade-Salonique qui se rapprochent, entre Nich et Uskub, si près l'une de l'autre qu'un lien serait facile à établir. De l'exposé de ces routes ressort l'importance du golfe de Salonique dans les communications du monde ; il a, dans les relations des pays du Danube avec l'Asie Mineure, une situation pareille à celle qu'a le golfe Persique dans les communications de l'Europe avec les Indes (1).

Après avoir exposé que la richesse de la Macédoine et son importance comme voie de transit commerciale suffisent à justifier le désir de la Turquie de ne pas distraire de son domaine cette belle province, l'auteur de l'article prévoit qu'un jour il sera nécessaire de la doter d'une nouvelle organisation. Les tendances des populations sont nettement séparatistes, mais les rivalités de race y rendraient peut-être périlleuse une autonomie prématurée, Peut-être

(1) M. Ch. PRINTA, *op. cit.*

« une autre forme juridique » s'imposera-t-elle, « dont on trouve au moins deux exemples dans l'empire turc d'aujourd'hui, l'Égypte et la Bosnie-Herzégovine (1) ». Pour mettre d'accord les prétendants slaves et suppléer à l'autorité insuffisante du légitime propriétaire, une intervention militaire paraît de plus en plus nécessaire — qui, naturellement, devra être autrichienne.

L'exposé de toutes les combinaisons qui pourraient provoquer notre action militaire mènerait trop loin. Mais tôt ou tard il faudra que l'état de choses soit changé radicalement. Cette besogne ne pourrait être confiée ni au gouvernement de Constantinople ni à l'un des petits Etats de la Péninsule à cause de l'enchevêtrement des races. La combinaison qui confierait la tâche à un seul grand Etat européen, soit qu'il en prit l'initiative, soit qu'il sollicitât le mandat des puissances (2), devient de plus en plus probable... Pour la conquête de ce pays, quatre grandes routes peuvent s'offrir : au Sud, l'entrée de Salonique, à l'Ouest, la route qui part de l'Adriatique, au Nord, la route de la Bosnie, à travers l'ancien Sandjak de Novi-Bazar, et enfin la trouée Serbe, par la vallée de la Morava.

...Si nous entreprenons quelque chose dans les Balkans, c'est que nous voulons en avoir quelque profit. Ce bénéfice ne peut être atteint que si l'on démontre clairement aux populations

(1) L'article a paru antérieurement à l'annexion.

(2) C'est, on le voit, la réédition de ce qui fut fait pour l'occupation de la Bosnie-Herzégovine ; les Puissances doivent être maintenant mieux averties.

qu'elles ont affaire à une puissance réelle : seul le prestige militaire peut nous donner la position politique et commerciale que notre industrie réclame et qui paiera les sacrifices qu'une opération armée nous aura coûtés... La lutte devra donc être menée avec une supériorité qui exclut le moindre insuccès, et pour cela il nous faut non 60.000 mais 400.000 hommes... (1). Nous ne pouvons pas faire passer les troupes par l'étroit goulot du Sandjak. *Il ne reste donc*, des lignes d'opérations mentionnées, *que la dernière, à travers la Serbie, par la vallée de la Morava.* L'entreprise de ce côté exigerait d'abord une explication avec la Serbie. *Si la Serbie ne se mettait pas de notre côté loyalement et sans hésitation, ALORS IL FAUDRAIT DIRIGER CONTRE ELLE L'ÉPÉE DÉJÀ TIRÉE.* Ce n'est qu'après avoir écrasé la Serbie que l'on pourrait penser à une offensive contre la Macédoine... Les vallées fertiles de la Morava et de la Toplitz assurent une concentration facile dans la proximité de la frontière turque; le chemin de fer rendrait possible la marche accélérée et le ravitaillement sûr...

...Il semble qu'il s'effectuera, dans un avenir plus ou moins rapproché, un autre groupement des puissances dans les Balkans. L'Albanie indépendante, unie, et la Bulgarie agrandie d'une partie de la Macédoine seraient des créations aptes à la vie pour le maintien de la tranquillité de ces pays aujourd'hui tombés si bas (2). Et qu'est-ce qu'on pourrait désirer de mieux qu'un Etat jougo-slave qui embrasserait la Croatie, la Slavonie, la Dalmatie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro, la Vieille-

(1) Cf. les journaux austro-allemands pendant la crise austro-serbe. C'est exactement le chiffre prévu pour « donner une leçon » à la Serbie.

(2) Ce qui explique la simultanéité de l'érection de la Bulgarie en royaume et de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine.

Serbie et la Serbie ? Ce serait un pas en avant dans le développement historique qui tend à unir les peuples de même langue... Il serait possible que le dualisme de la monarchie cédât alors la place à de nouvelles formes constitutionnelles.

Ainsi, tout est prévu, même le programme d'hégémonie austro-hongroise sur la presque totalité du Balkan, même la transformation de la monarchie dualiste en une monarchie tripartite —, et les moyens préconisés dès 1905 pour arriver à établir cette hégémonie n'avaient pas été oubliés en 1909 (1).

Au début de novembre 1908, la crise austro-serbe provoquée par l'annexion de la Bosnie-Herzégovine s'annonçait déjà inquiétante ; les premières mesures militaires avaient été prises, et les puissances s'efforçaient à enrayer le péril que l'on entrevoyait imminent. A la date du 5 novembre, l'organe de la politique pangermanique à Vienne publie un nouvel article où, conformément aux événements actuels, la marche à suivre est encore plus nettement précisée :

L'Autriche-Hongrie peut envisager tranquillement l'avenir. Le courant des événements de la dernière semaine a confirmé une fois de plus le vieux proverbe : « Qui risque gagne... »

(1) M. René HENRY, *Questions d'Autriche-Hongrie*, a étudié la situation qui serait ainsi faite aux Allemands d'Autriche, à la Hongrie, et la répercussion du nouvel état de choses sur les relations austro-allemandes,

L'opposition des puissances ennemies, mais désunies, se heurte à l'alliance inébranlable de l'Autriche et de l'Allemagne. La Russie et l'Angleterre n'ont point la force nécessaire pour prononcer le mot décisif... En ce qui regarde l'Italie, il ne lui reste pour le moment, *volens, nolens*, que de se rendre à l'inévitable, malgré toute la douleur que lui cause la déception de ses aspirations sur la côte orientale de l'Adriatique... L'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine a provoqué en Serbie et au Monténégro une grosse excitation qui dure encore... Le conflit avec la Serbie et le Monténégro, vu l'état des choses actuel, se présente comme inévitable, et plus tard il arrivera, plus cher il coûtera en matériel et en sang... L'Italie aide nos adversaires et se prépare en secret pour la guerre. La situation se retourne d'un jour à l'autre contre nous et le temps nous dicte de grandes et importantes décisions. Nous ne pouvons plus marcher dans la même voie sans grand danger, et *nous ne pouvons pas déposer les armes avant que la pomme de discorde ait disparu, c'est-à-dire avant que nous ayons l'hégémonie complète dans les Balkans.*

Pour arriver à ce but, nous avons besoin d'une entente avec la Turquie qui, *à tout prix*, doit devenir notre amie, une amie flexible et dépendante (1). La recette pour arriver là serait un soutien financier en grand style et la garantie de l'intégrité ottomane contre qui que ce soit... Et ceci ne pourrait se faire qu'à la condition que nous devenions les voisins de la Turquie sur un front beaucoup plus large. *Mais nous ne pouvons nous installer à la frontière de la Macédoine qu'après la disparition de*

(1) On sait que le programme des Jeunes-Turcs, nationaliste, comportait l'intégrité de l'empire. Moins de six mois plus tard, un essai de contre-révolution avait lieu en Turquie, dernier spasme du régime hamidien, qui amenait la déchéance de l'ami de Guillaume II.

la Serbie et du Monténégro. En conséquence, non seulement nous ne devons point éviter le conflit avec ces deux pays, mais au contraire, nous devons le désirer et l'accélérer (1).

Pour nous ouvrir la perspective de la guerre notre diplomatie doit changer de tactique : l'égoïsme brutal obtient seul dans la politique de grands résultats. Veut-elle être utile, une politique doit ne répudier aucun moyen. Il est grandement temps que notre politique cesse de vivre d'expédients journaliers et qu'elle commence à envisager les grands buts qui assureront le développement de la monarchie... *Le premier est l'installation de notre hégémonie dans les Balkans, et celle-ci, réalisée, doit être suivie par une expansion vers l'Orient, laquelle nous appropriera les peuples congénères de la Russie, après que nous serons devenus la grande Autriche fédérale.*

Enfin, le 7 janvier dernier, l'*Armée-Zeitung* publiait encore un nouvel article relatif à l'exécution du programme de la politique autrichienne dans les Balkans — plus belliqueux encore et plus impératif que le précédent.

Le moment est arrivé. La guerre est inévitable... Nous serons forcés de la faire... Et puisque notre renommée à l'étranger est minée, puisque l'on nous considère plus faibles que nous le sommes, puisque l'on nous déprécie avec exagération, il ne nous reste autre chose à faire que de recourir à l'*Ultima ratio* des peuples, de profiter du premier prétexte favo-

(1) Ce fut alors que le gouvernement de Vienne ne se contenta plus d'exiger de celui de Belgrade, non seulement un désarmement, mais une promesse de « conversation directe » et de déférente passivité.

nable et de répondre en premier lieu aux provocations serbes de la manière qui nous est imposée par nos intérêts et par le respect pour nous-mêmes. De la promptitude et du succès de cette première action dépendra le sort de cette année pleine de caprices. Nous avons pris formellement possession de la Bosnie qui était à nous depuis longtemps. Forcés par les circonstances, nous allons étendre notre bras aussi dans la Serbie et nous allons offrir à ce pays tellement persécuté l'opportunité de renaître et de mûrir pour l'idée panserbe sous notre protectorat, de devenir la Grande Serbie sous le sceptre des Habsbourg. Après une rectification de nos frontières, nous restituerons le Monténégro à la Turquie... Nous allons à la guerre avec la conscience que l'avenir de l'empire dépend de nous. Si nous en revenons victorieux, nous n'aurons pas seulement conquis un pays étranger, nous aurons en même temps reconquis la confiance de l'Autriche en elle-même, nous aurons rafraîchi l'idée impérialiste et, en même temps que l'ennemi extérieur, nous aurons supprimé l'ennemi intérieur.

La guerre n'eut pas lieu, cependant. Mais, des citations qui précèdent, il ressort éloquemment que ce n'est pas au bloc austro-allemand que l'humanité en doit de la reconnaissance. Elle rentrait dans son programme ; elle était préconisée par le parti militaire autrichien dont l'*Armée-Zeitung* reflète les idées et de qui l'influence est grande dans la direction de la politique générale austro-hongroise.

Depuis longtemps il était avéré que l'Autriche-

Hongrie, avant-garde du pangermanisme, poursuivait une politique d'hégémonie dans les Balkans, mais jamais l'aveu n'en avait été jeté en termes aussi nets, soulignés d'actes aussi décisifs, aussi menaçants pour la liberté des nationalités slaves du Balkan que pour la paix européenne.

De ce que le danger a pu être écarté au prix d'un succès dont la diplomatie autrichienne est redevable à tout le poids du bloc allemand, peut-on au moins conclure qu'il a cessé de subsister ?

Les articles de l'*Armée-Zeitung* donnent la réponse à cette question, et c'est pourquoi il était d'un haut intérêt de les faire connaître.

L'Autriche a un programme pangermanique à accomplir aux dépens des Slaves, et l'on sait maintenant comment elle veut l'accomplir. De ce qui a eu lieu que l'on tire la conclusion logique et l'on apercevra déjà — sans être devin — les probabilités de l'avenir. Longtemps — trente ans — elle a attendu l'occasion de commencer l'exécution de son programme. L'occasion s'est présentée : elle en a profité. Il n'est que vraisemblable qu'elle agira de même à la première occasion qui s'offrira pour avancer d'une nouvelle étape.

Mais, d'autre part, le succès qu'elle a remporté a été trop brutalement acquis, et dû en partie à trop d'erreurs de ses adversaires, pour n'être pas suivi de rancunes. En face d'elle elle a dressé le monde slave sur lequel elle empiète et qui, maintenant averti du sort qui lui est réservé, ne perdra pas de vue les revanches de l'avenir. La Russie, qu'elle a humiliée, dont elle a froissé les sentiments de fraternité ethnique, et qu'elle tend à déposséder de son influence séculaire, n'oubliera pas non plus. Et si la France et l'Angleterre n'ont pas été atteintes directement, elles savent désormais le danger que peut courir l'équilibre européen, insuffisamment assuré.

Enfin, du côté de l'Orient musulman, un nouveau problème se dresse. Disputé entre l'influence britannique et l'influence allemande, pendant un quart de siècle l'empire ottoman a marché dans le sillage de l'Allemagne, qui en avait fait une colonie germanique. Mais celui qui avait accepté cette suzeraineté à peine déguisée du Kaiser n'est plus. Après avoir cherché à reconquérir un pouvoir qu'une Constitution avait limitée, il a été vaincu, déposé, interné. Quelle sera maintenant l'attitude du nouveau gouvernement à

l'égard des amis trop envahissants de l'ancien? Autrement dit, quelle va être la politique des Jeunes-Turcs, remis en possession du pouvoir et dont le nouveau sultan, Mohammed V, est l'élu et ne saurait être que le reflet?

Si la politique extérieure de la Jeune-Turquie est délicate, du moins son programme lui semble-t-il formulé par ses origines militaires et nationalistes. Directement touchée une première fois par un acte perfide pendant ses débuts aux affaires, elle n'a qu'à se souvenir. Pour elle, le péril est du même côté que pour les Slaves du Balkan. A elle de savoir si elle veut que Salonique — qui fut un instant sa capitale — soit demain un port allemand.

1^{er} Mai 1909.





APPENDICE

MEMORANDUM (1)

PRÉSENTÉ A LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE LA PAIX A LA HAYE

Par les Emigrants de Bosnie et Herzégovine, 1907.

EXCELLENCES,

Au moment où tout le passé historique attend que son tombeau sanglant soit orné de branches d'olivier par la Deuxième Conférence de la Paix ; au moment

(1) Ce curieux document a été publié par la *Revue Slave* (numéro de juillet-août 1907). Il m'a paru intéressant de la reproduire — sans y rien changer — parce qu'il donne une idée assez exacte des sentiments des populations annexées à l'égard de leur nouveau souverain, et parce qu'il explique l'exaltation populaire en Serbie, lors de la récente crise.

A ce *Memorandum* étaient jointes deux autorisations datées, l'une de Nikitchitch (Monténégro), l'autre de Belgrade (Serbie), et ayant pour objet de l'authentifier et d'en autoriser la présentation par l'auteur à la Conférence de la Haye. En raison de l'annexion, je n'ai pas cru devoir en publier les signatures.

où tout l'avenir regarde sur la table verte de la Haye ; au moment où toute la présence (1) réfléchit sur le sort des propositions faites devant cette table ; au moment où l'attention de tout le monde est fixée sur l'élite des représentants les plus éminents de toutes les nations civilisées ; à ce même moment, les regards désespérés d'un peuple brave et vertueux sont tournés vers cette Conférence.

Ce peuple-là, était, il y a vingt-neuf ans, lors d'une réunion semblable, abandonné à la merci d'une puissance pillarde et pourrie, au mépris de toutes les lois de justice et d'équité. C'est dans la patrie de ce peuple que les bataillons noirs de l'Aigle Noir sont entrés avec violence faire la conquête *ferro ignique*. C'est dans le corps de ce peuple innocent que le mal-fameux « Drang nach Osten » enfonça son arme d'occupateur cruel. Ce peuple est le peuple serbe en Bosnie et Herzégovine.

Il lutte et il souffre dans les chaînes autrichiennes ; et il vous adresse, à Vous, représentants les plus autorisés de l'idée de Paix, son salut sincère en vous implorant :

(1) L'assemblée présente.

*... O vous puissants et justes de ce monde, regardez-
donc vers nous et aidez-nous !...*

EXCELLENCES,

C'est à Nevešigné qu'en 1875 le premier coup de fusil fut tiré par les révoltés ; le peuple serbe de Bosnie-Herzégovine, après plusieurs tentatives infructueuses faites au cours de cinq siècles, se levait de nouveau pour essayer de se débarrasser du joug turc et pour tâcher de reconquérir ses droits économiques et politiques. L'insurrection des « raya » (serfs) dura un an, réveilla la compassion des frères indépendants de Serbie, de Monténégro et même celle des frères Slaves, des Russes, et suscita leur intervention armée.

Après trois ans d'une lutte désespérée, lutte dans laquelle les Slaves combattirent pour la liberté et l'indépendance, et aussi pour l'union des frères de même race et de même croyance, lutte dans laquelle la Turquie défendit avec violence ses droits conquis par la violence, les Slaves vainqueurs et les Turcs vaincus se présentèrent au Congrès des puissances européennes qui se tenait à Berlin en 1878.

Le Congrès de Berlin fut d'accord avec le comte d'Andrassy sur les points suivants :

« 1° Que les réformes, promises par l'iradé du sultan du 2 octobre 1875, et que l'autonomie proposée à la Conférence de Constantinople en 1877, puis à celle de San-Stefano, étaient insuffisantes à mettre fin à l'insurrection et à contribuer au rétablissement de l'état normal en Bosnie-Herzégovine ;

» 2° Que les désordres fréquents qui se produisaient dans ce pays portaient de grands préjudices à la monarchie voisine, l'empire d'Autriche-Hongrie ;

» 3° Que pour établir, une fois pour toutes, la paix en Bosnie-Herzégovine, il fallait confier ces deux provinces au gouvernement d'une puissance forte et désintéressée. »

En même temps, l'opinion de lord Salisbury prévalut : « qu'il ne fallait pas penser à annexer la Bosnie-Herzégovine aux principautés voisines et de même race, étant donné le danger qui résulterait de la fusion de plusieurs États slaves dans la Péninsule balkanique. »

Enfin, après avoir adopté la proposition de Bismarck qui disait que « le seul moyen d'établir la paix en Bosnie-Herzégovine était de la confier à une grande puissance », le Congrès décida par l'article 25 de son protocole :

« *La Bosnie et l'Herzégovine seront temporairement occupées et administrées par l'Autriche-Hongrie.* »

Quelle belle compensation Sa Majesté Impériale et Royale, l'empereur d'Autriche, ne recevait-elle pas à la perte qu'elle avait éprouvée des provinces de Venise et de Lombardie !...

Le 13 juin 1878 est une date fatale dans les annales de la population serbe de Bosnie et Herzégovine. De ce jour-là, en effet, date pour ce pays une ère de misères et de calamités inouïes, parce que de ce jour-là — avec le consentement de l'Europe entière — date le commencement de l'administration autrichienne en Bosnie-Herzégovine.

A partir de ce moment, ces deux provinces devinrent un terrain propice aux boucheries les plus inhumaines ; le lieu de prédilection où vint s'exercer l'arbitraire des seigneurs viennois ; un enfer, véritablement, pour les faibles et les non-protégés ; car ces deux provinces furent mises sous la coupe d'exploiteurs et de parasites étrangers sans âme ni conscience, en même temps qu'elles devenaient « la terre promise » des comtes autrichiens et barons hongrois qui, ruinés par la noce et les spéculations malheureuses, y viennent restaurer leurs finances ; elles

durent subir de façon honteuse les exigences d'une bureaucratie pourrie et les sévices d'une soldatesque effrénée.

Pour examiner en détail cette administration, on peut diviser l'époque qui va de l'an 1878 à 1907 en trois périodes bien distinctes :

La *Première période* commence le 28 juillet 1878. C'est le jour où le généralissime de l'armée autrichienne, le baron Filipovitch, adressa cette fameuse proclamation à la population de Bosnie et Herzégovine, en lui faisant des promesses que son maître, l'empereur d'Autriche, était absolument incapable de tenir, même dans son propre royaume.

Le 29 juillet, les premiers régiments autrichiens pénétrèrent en Bosnie-Herzégovine. Le peuple de Bosnie-Herzégovine ne prêta aucune confiance à ces paroles flatteuses, à ces fallacieuses promesses, car il connaissait de longue date l'hypocrisie du voisin autrichien sous le joug duquel se trouvaient déjà depuis longtemps tant de frères slaves.

Les Serbes, surtout ceux de religion mahométane, montrèrent bien que leurs oreilles n'étaient pas habituées aux mélodies de la musique militaire des « Gyaours », et, au lieu de recevoir leurs « civilisa-

teurs » avec enthousiasme, ils les accueillirent par des coups de fusils.

Malgré la résistance héroïque des Serbes, l'Autriche-Hongrie remporta la victoire — victoire chèrement payée, d'ailleurs. Le drapeau noir et jaune du conquérant fut hissé sur les murs détruits de la forteresse de Sarayévo et de Mostar. Les premiers résultats de la mission civilisatrice de l'Autriche-Hongrie commencèrent aussitôt à s'apercevoir : l'héroïque chef Yamakovitch-Bey fut pendu, Hadji-Loyo fut enchaîné et emmené à Vienne comme une bête sauvage ; Chéhovitch fut tué, le vieux Taslidja-Moufti expulsé, etc. En même temps, les armes furent confisquées aux indigènes.

L'Autriche-Hongrie, dès le premier jour se montra en Bosnie-Herzégovine le digne exécuteur du fameux principe : *divide et impera*, en donnant des privilèges aux catholiques, en se méfiant des orthodoxes, et en se vengeant sur les mahométans. Elle ne perdit pas son temps pour réaliser le plan combiné d'avance : forcer les riches musulmans à émigrer en Asie Mineure et les remplacer par des colons allemands et juifs. Les orphelins mahométans étaient forcés de renoncer à leur religion et d'embrasser le

catholicisme ; les soldats et les gendarmes pénétraient dans l'asile sacré des mahométans : le harem. On foulait aux pieds la religion, en transformant les mosquées en écuries pour les chevaux et en porcheries pour les cochons ; on confisquait les domaines ; on se moquait des mœurs et des traditions nationales.

En même temps les orthodoxes étaient mis sous surveillance et les catholiques étaient favorisés par tous les moyens dont disposait un pouvoir jésuitique.

L'idée nationale et les tendances vers la fusion politique avec les Serbes de Serbie et de Monténégro sont très développées chez le peuple de Bosnie-Herzégovine. C'est ce qui fit peur à l'Autriche-Hongrie. Il fallait à tout prix détruire ces sentiments serbes, en isolant la Bosnie-Herzégovine du monde entier et surtout des États voisins. Le gouvernement autrichien n'y manqua pas. Il s'appliqua de son mieux à cette œuvre : pour entraver la communication des deux côtés, on établit les difficiles formalités nécessaires à l'obtention du passeport ; des sentinelles permanentes, très rapprochées, furent placées le long de la frontière. C'est depuis cette époque que la Bosnie-Herzégovine est entourée d'un mur chinois.

L'appétit de l'Autriche devint encore plus grand. Vienne, en 1880, émit la prétention de soumettre la jeunesse de Bosnie-Herzégovine au recrutement militaire. C'est en vain que, se basant sur le traité de Berlin, les représentants du peuple firent entendre de vives protestations contre cet acte arbitraire. Ils firent valoir « que la Bosnie-Herzégovine était sous la souveraineté du sultan ; que, par conséquent, les Bosniaques ne pouvaient pas et ne voulaient pas prêter le serment de fidélité militaire à un autre empereur ».

Le peuple fut loin d'être satisfait de la nouvelle situation, parce que la domination autrichienne était devenue mille fois plus insupportable que celle des Turcs. L'idée de s'unir à des frères indépendants et voisins fut réveillée avec plus de force que jamais, par suite des intolérables exigences du nouveau gouvernement. Ces exigences firent si bien que les Serbes de Bosnie-Herzégovine, sans distinction de classes ni de croyances, s'insurgèrent à nouveau en 1881. La lutte dura jusqu'à la fin de 1882. Les mahométans, sous leur chef Ali-aga Forta, les catholiques, guidés par le duc Dum-Iva Moussitch, et les orthodoxes, sous le commandement des soussignés,

combattirent l'Autriche afin de reconquérir tous les droits qui leur avaient été ravis. Le sang des innocents fut versé à flots. L'insurrection se propagea rapidement parmi les Serbes de Dalmatie, à Bocca di Cattaro. L'Autriche-Hongrie elle-même en fut surprise dès le début.

Elle tâcha de tromper l'Europe sur les motifs de ce mouvement armé du peuple et mit tout en œuvre pour étouffer et localiser l'insurrection; tous les moyens licites ou illicites, elle les trouva bons pour sévir contre les insurgés. La répression fut terrible : les fusillades de femmes et d'enfants, l'exhumation de cadavres d'insurgés et leur profanation — (c'était au village de Krivochiyé, Bocca di Cattaro), voire les violences honteuses exercées sur les femmes par les soldats (la belle-fille d'un aga du Zagoryé est morte des suites d'actes inouïs commis sur elle par toute une compagnie de soldats autrichiens) — tout cela, ce sont des faits quotidiens à porter au compte de l'armée autrichienne.

Ce serait abuser de votre patience que de continuer à vous énumérer les méfaits commis par cette armée de maraudeurs, profitant de son énorme supériorité numérique pour anéantir par tous les moyens, bons

ou mauvais, la troupe relativement peu nombreuse des insurgés, mal armée et sans appui.

L'insurrection fut étouffée. Le trône sanglant de l'Autriche-Hongrie s'érigea avec encore plus d'arbitraire sur les cadavres des fils de Bosnie-Herzégovine.

Les insurgés furent privés de leurs chefs : les uns moururent en combattant, les autres furent obligés d'émigrer en Serbie, en Turquie ou au Monténégro pour se soustraire aux terribles représailles des conquérants ; le peuple courba encore une fois la tête sous le joug autrichien.

La *Deuxième période* (1882-1903) de l'administration autrichienne n'est que la continuation de ses méfaits, mais elle est pire et plus insupportable encore que la première période. C'est durant cette époque que l'Autriche-Hongrie a montré à sa juste mesure toute l'abjection de sa morale, et l'on peut dire qu'elle a poussé le cynisme jusqu'aux dernières limites du possible.

Après l'action, la réaction. Le peuple de Bosnie-Herzégovine, après avoir vu échouer ces deux héroïques tentatives armées, faites en vue de se libérer du joug de l'Autriche-Hongrie ; après s'être vu aban-

donné par tout le monde, perdit tout espoir, se découragea et s'abandonna à sa destinée douloureuse et incertaine. L'Autriche, victorieuse, ne perdit pas son temps ; elle vit dans ce découragement et cette apathie momentanée l'instant propice pour agir et pour pousser plus loin la réalisation de son programme d'État.

Ses cours martiales firent tout pour réussir à briser même l'idée de résistance, pour réussir enfin à soumettre complètement la liberté individuelle et matérielle du peuple ruiné à l'arbitraire de la soldatesque et de la police.

Les vexations et les poursuites commencées contre les mahométans furent continuées avec encore plus de rigueur : elles s'appliquèrent aussi aux chrétiens orthodoxes et même aux Serbes catholiques, et, parmi ces derniers, à ceux-là surtout qui n'éprouvaient aucun enthousiasme à s'entendre appeler « Croates », nom forgé pour le besoin de la politique viennoise.

La jeunesse de Bosnie-Herzégovine se vit obligée de se soumettre aux exigences des seigneurs de Bal-Platz : ils furent recrutés et forcés de prêter le serment de fidélité à l'empereur austro-hongrois,

Sa Majesté impériale et royale apostolique François-Joseph I^{er}. Et ce n'est pas tout : c'est à Vienne qu'on les envoie faire leur service militaire, service qui dura deux ans au début et qui fut prolongé plus tard jusqu'à trois ans. Les fils de Bosnie-Herzégovine se virent acculés à la triste obligation d'aller monter la garde aux portes du palais de l'empereur haï de Vienne, de manier leurs armes et de faire les exercices sous le commandement d'officiers autrichiens qui ne leur parlent que l'allemand.

Bien que le délégué de l'Autriche-Hongrie au Congrès de Berlin ait parlé d'une manière admirable de la nécessité qu'il y avait à résoudre la question agraire en Bosnie-Herzégovine, le gouvernement autrichien ne voulait pas, et ne veut pas encore la résoudre, parce que c'est surtout dans les situations agraires anormales et dans les relations féodales du peuple avec les agas et les kméts, qu'il trouve un élément propice à soutenir sa domination. Ce problème agraire en Bosnie-Herzégovine est resté au même point qu'il y a trente ans. L'ancien système d'imposition du $\frac{1}{10}$ et $\frac{1}{3}$ est en pleine force d'application et se perçoit par les percepteurs bosniens des impôts. Cet état existait déjà sous le régime des

Turcs; mais ceux-ci se faisaient payer en nature, tandis que les Autrichiens exigent le paiement en espèces.

La vie des paysans en Bosnie-Herzégovine est pire que celle des paysans français avant la Révolution de 1789 ou que celle des « moujiks » à l'époque d'Ivan Grozny.

La situation du commerce est lamentable. Les commerçants indigènes, à moins que d'être les favoris du pouvoir, sont incapables de résister, tant les vexations qu'on leur fait subir sont insupportables. Il arrive souvent que, pour le moindre prétexte, les maisons des commerçants orthodoxes ou mahométans suspects soient fermées et que leurs marchandises soient vendues aux enchères publiques.

Cependant les étrangers, juifs et Allemands, sont comblés de privilèges par l'administration autrichienne. Le commerce tout entier est dans leurs mains, ou, pour mieux préciser, dans les mains d'une douzaine de capitalistes partageant leurs énormes bénéfices avec les membres du gouvernement qui ne sont que leurs associés.

L'industrie n'existe presque pas. Tout ce que nous avons dit concernant le commerce, on peut

le redire au sujet de l'industrie. Quant à l'extraction des minerais, s'il existe quelques mines de sel et de charbon, elles sont toutes exploitées par les mêmes hommes qui détiennent le commerce. Les différents monopoles font un tort immense au peuple et ils ne profitent à personne d'autre qu'au gouvernement autrichien.

Les grandes forêts, cet ornement dont la Bosnie était fière autrefois, sont détruites peu à peu. Les montagnes bosniennes sont à nu ; mais les poches des misérables spéculateurs juifs, des gouverneurs et des adlatus de Bosnie-Herzégovine se remplissent d'or.

Les funestes effets de la politique néfaste que l'Autriche-Hongrie poursuit dans ces deux provinces n'ont pas tardé à se manifester dans toute leur horreur. Sur l'étendue de plusieurs départements la disette sévit presque chaque année, ce qui n'arrivait jamais autrefois. Les paysans, forcés par la faim, s'attaquent, pour se rassasier, à l'écorce des arbres forestiers ; le gouvernement a poussé le cynisme jusqu'à imposer même cette écorce.

Les routes et les lignes de chemin de fer sont établies, non pour servir les besoins du commerce,

du transport et les nécessités économiques, mais uniquement en vue de servir les plans stratégiques en cas de guerre. En voyageant à travers la Bosnie-Herzégovine et en découvrant les forteresses qui garnissent toutes les montagnes et qui entourent toutes les villes, on croirait vraiment se promener sur les bords du Rhin au moyen âge, à l'époque du règne de Rodolphe Habsbourg I^{er}.

Les véritables sujets de l'empereur autrichien, les Allemands et les Hongrois, arrivent en masse chaque jour sur le territoire de Bosnie-Herzégovine. Les autorités bosniaques les favorisent et s'efforcent de remplacer par eux les indigènes, Serbes orthodoxes ou mahométans, qui, forcés par ce gouvernement, quittent leur patrie et leur foyer. Ces colons étrangers ont fondé des villages le long de la Drina, qui forme la frontière entre la Serbie et la Bosnie ; c'est avant tout un élément de plus pour servir à l'isolement des Serbes de Serbie de ceux de Bosnie-Herzégovine.

Les garanties individuelles dans ce pays sont au-dessous de toute critique. Les garanties du droit de conception moderne n'y existent pas. La police se permet de perquisitionner dans les maisons des parti-

culiers à toute heure du jour et de la nuit, et ce, sans avoir reçu aucun mandat du pouvoir judiciaire. Les gendarmes tirent sur les pauvres paysans non armés lorsque ceux-ci ont l'audace de défendre leurs filles et leurs femmes contre les appétits par trop exigeants de soldats sans vergogne. L'espionnage est érigé en système gouvernemental. Faire un complot artificiel pour se débarrasser d'hommes oppositionnaires, cela se pratique tous les jours. On défend aux indigènes de passer d'un arrondissement à un autre sans autorisation de la police. L'état de siège des villes est un fait ordinaire. Maltraiter les citoyens dans les rues ou dans les prisons ; punir sévèrement ceux qui entretiennent des relations avec les Serbes de Serbie ou avec ceux de Monténégro — voilà encore des faits quotidiens de la « police européenne » imposée par le Congrès de Berlin à la Bosnie-Herzégovine.

La morale publique, elle aussi, est fortement menacée. Les maisons de tolérance que notre peuple, avant l'occupation, connaissait à peine de nom, existent et prospèrent aujourd'hui dans toute la Bosnie-Herzégovine, à la grande désolation et pour le profond dégoût des Serbes des trois confessions. La Bosnie-

Herzégovine est stupéfaite de l'immoralité des soldats et des bureaucrates pourris qui lui donnent de si tristes exemples et dont le dévergondage moral rappelle les siècles de décadence ou la Babylone d'autrefois. Le gouvernement autrichien trouve un intérêt spécial à favoriser cette immoralité, espérant par là que l'élément indigène, très fort et très sain, dégènera peu à peu et que, par le fait même, toutes ces belles qualités, qui font la force de résistance de cette population, ne tarderont pas à disparaître, à affaiblir le caractère et l'énergie du peuple, à le ruiner physiquement, moralement et économiquement. Dans ces conditions ne deviendra-t-il pas une proie facile pour l'aigle austro-hongrois ?

La confiscation des livres et des journaux serbes, et surtout de ceux qui paraissent en Serbie et en Monténégro ; la fermeture des écoles serbes et l'ouverture de celles du gouvernement, dans lesquelles on parle aux enfants d'une « langue » et d'une « nation *bosniaque* » tout cela dans le but de leur faire ignorer la nation d'où ils tirent leurs origines ; l'abolition de l'autonomie de l'école et de l'église et la confiscation des domaines des « vacoufs » ; la surveillance par la police des conseillers municipaux ortho-

doxes et mahométans ; l'interdiction des « gouslés », ancien instrument musical avec lequel les Serbes des trois confessions s'accompagnaient en chantant la grandeur de leur ancien empire et en pleurant leur triste sort d'aujourd'hui ; la défense faite au peuple de fêter Saint-Sava, patron de l'église serbe, et la « Slava » fête par laquelle les Serbes se distinguent de toutes les autres nations ; le mépris des traditions et des coutumes nationales — tous ces faits servent à caractériser suffisamment la mission civilisatrice que s'est assigné l'Autriche-Hongrie en Bosnie-Herzégovine.

Les églises des orthodoxes se trouvent dans un état de désordre qui confine à l'anarchie. Sous le régime des Turcs, les chefs de l'église orthodoxe devaient être élus par le peuple ; puis, pour que cette élection fût valide, la ratification du patriarche de Constantinople était nécessaire. Aujourd'hui c'est le gouvernement autrichien lui-même qui procède seul à l'élection des évêques, lesquels sont, naturellement, des créatures de l'Autriche. Il est donc aisé de comprendre que le corps du clergé, dont la tête est ainsi affaiblie, se soit vite démoralisé. La conséquence inévitable de cette situation anormale fut qu'un beau

jour le peuple se leva contre ces métropolités indignes. Les églises furent désertées ; les fidèles chassèrent les prêtres de leurs foyers ; les enfants ne furent plus baptisés pendant sept ans ; on enterrait ses morts sans l'assistance du prêtre.

Ces discordes intestines favorisèrent les plans de l'Autriche. La lutte nationale, qui devait être dirigée exclusivement contre elle, était ainsi déviée sur un autre terrain ; le gouvernement autrichien, pendant plus de vingt ans, put en profiter à son aise et il ne s'en fit pas faute. *Duobus disputantibus tertius gaudet.*

Dans ce conflit entre le peuple et son église, les présidents laïques des paroisses osèrent élever de sérieuses protestations contre leurs évêques et contre le gouvernement du pays qui les soutenait. Le peuple exposa humblement ses nombreux griefs dans cinq pétitions qui furent successivement envoyées à l'empereur, à Vienne, lui demandant, en substance, de préserver les droits dont ils jouissaient même sous les Turcs. — (I^{er} mémoire : 23 novembre 1896 ; II : 19 mars 1897 ; III : 17 mai 1900 ; IV : 10 juin 1901 ; V : 28 mai 1902). — En même temps, des plaintes dirigées contre les évêques furent adressées au patriarche de Constantinople.

Vienne ne prêta aucune attention aux prières du peuple ; l'empereur ne s'en occupa guère, et ne voulut même pas accorder une audience aux délégués serbes venus exprès pour lui exprimer leurs doléances. Bien plus, le gouvernement de Bosnie-Herzégovine poursuivit les signataires des mémorandums. De son côté, le patriarche ne se sentant ni assez puissant, ni assez libre, — ses propres intérêts, en effet, le portant vers l'Autriche — ne tenta quoi que ce fût pour remédier à la malheureuse situation de l'église orthodoxe et de l'école libre en Bosnie-Herzégovine.

L'unique utilité de cette lutte de plusieurs années entre le gouvernement autrichien et le peuple serbe, l'unique fruit que ce dernier en retira, fut de montrer en toute évidence au monde entier que le peuple serbe en Bosnie-Herzégovine possède encore toute sa vitalité.

L'esprit national, très vivace chez les Serbes de Bosnie-Herzégovine, et l'ardent désir qu'ils ont d'être libres politiquement et économiquement afin de pouvoir s'unir aux frères indépendants de Serbie et de Monténégro, voilà ce qui, par dessus tout, inquiète encore et toujours l'Autriche-Hongrie.

Feu Callay, gouverneur de Bosnie-Herzégovine, se distingua d'une façon toute particulière en poursuivant de sa haine implacable tout ce qui était serbe. Pour arriver à ses fins, il imagina, avec l'aide de « savants » salariés une nouvelle nationalité et une nouvelle langue *bosniaques*, il supprima aussi le drapeau serbe et remplaça le véritable écusson serbe par un autre de son invention. Son intolérance vis-à-vis de tout ce qui était serbe allait jusqu'à défendre au peuple de porter la « capa » (coiffure nationale de Monténégro) qui aurait pu rappeler au peuple la liberté des frères voisins. L'allemand devint la langue officielle, et le serbe fut proscrit. Les timbres des postes en sont la preuve.

Pour détourner l'attention des Bosniens de la Serbie et de l'attrait artistique et littéraire de Belgrade et afin de la fixer dans son pays, Callay eut l'idée de faire de Sarayévo un centre intellectuel. En vue de réaliser ce plan, il commença par faire éditer une revue intitulée *Nada*, dont le format et l'aspect extérieurs étaient très luxueux, mais dont le contenu était au-dessous de toute critique. Il essaya, à prix d'or, d'attirer à sa revue la collaboration des littérateurs serbes et celle des Slaves du sud ; mais il n'y réussit guère.

La ville d'eau bosnienne, « Ilidja », située près de Sarayévo et dont la renommée est si grande, est aussi une création de Callay. C'est à Ilidja que Callay recevait ses hôtes, surtout des journalistes européens, dans le but de leur faire admirer les progrès du pays. On les faisait se promener dans la partie allemande de Sarayévo, où les édifices gouvernementaux, les monuments publics, les tramways, les quais et l'éclairage électrique les émerveillaient. On leur montrait encore les « villages de Potemkine », dans le pays, le long de la ligne du chemin de fer ; et, en leur honneur, on donnait des chasses, on faisait des courses de chevaux, on organisait des banquets, le tout avec un étalage de luxe inouï. Enfin, avant leur départ, on leur distribuait argent et décorations afin de stimuler leur zèle et d'augmenter la complaisance de leurs écrits à l'égard du gouvernement de l'Autriche en Bosnie-Herzégovine. Cependant, de zélés policiers leur interdisaient de s'aventurer plus loin dans le pays, afin de dissimuler à leurs yeux la misère du peuple.

C'est en se servant de pareils moyens, et en étouffant sans pitié toutes les protestations nationales, que Callay réussit momentanément à tromper l'opinion

publique, en Europe, et à faire accroire à toutes les puissances que la Bosnie-Herzégovine était devenue un « eldorado » sous le régime de l'Autriche-Hongrie.

La *Troisième période* du régime austro-hongrois en Bosnie-Herzégovine commence en 1903, à la date mémorable où dans le royaume fraternel de Serbie, le changement de régime eut pour heureuse conséquence d'amener les principes de la vraie politique nationale à présider dorénavant aux destinées du peuple serbe et sud-slave. Ce revirement de l'idée nationale eut aussi une vive répercussion dans toute la Bosnie-Herzégovine ; ce peuple, qui s'était plus ou moins assoupi pendant vingt ans, se réveilla tout à fait.

La lutte latente entre le peuple et son usurpateur prit une nouvelle forme ; elle se manifesta par l'apparition de journaux politiques serbes indépendants, qui prirent vigoureusement la défense d'un programme bien déterminé. Les principaux points de ce programme sont : l'établissement des droits que le peuple a de prendre part aux pouvoirs législatif, judiciaire et administratif ; le rétablissement de la tolérance religieuse ; l'établissement du droit de se servir de la langue serbe même dans les relations avec

l'administration autrichienne ; la solution du problème agraire conformément aux intérêts du peuple ; la réforme des impôts ; l'obtention de garanties concernant l'autonomie de l'église et de l'école serbes, etc. Les musulmans imitent leurs frères orthodoxes, en demandant aussi l'autonomie de leur église et de leur école ; dans ce but ils ont adressé leur demande à Vienne et à Budapest. Par sa politique économique, l'année passée, le gouvernement du pays a poussé les ouvriers de toutes les villes à déclarer la grève générale. La jeunesse universitaire de Bosnie-Herzégovine ne laisse passer aucune occasion de protestations populaires contre ce régime anormal de sa patrie. Les manifestations populaires contre l'Autriche-Hongrie sont devenues très fréquentes ; le refus énergique et patriote que firent les conseillers municipaux de Mostar, l'année dernière, à la visite de l'empereur François-Joseph en Herzégovine en est une preuve éclatante.

Dans ces circonstances difficiles, le gouvernement autrichien, n'ayant pu faire cesser l'opposition, se vit obligé de faire des concessions. En effet, il fit des réformes, mais des réformes fallacieuses qui ont pour but de tromper le peuple mécontent et, en même

temps, de faciliter la réalisation de son programme d'État : l'*annexion complète* de la Bosnie-Herzégovine.

Les nouvelles lois réactionnaires sur la presse et sur les communes sont encore une preuve de plus à l'appui de notre attestation ci-dessus.

La censure préventive d'autrefois, qui fit tant de mal à la presse serbe indépendante, est abolie, sans doute. Mais en revanche, les autorités bosniaques ont acquis le droit aujourd'hui, droit conféré par les nouvelles réformes, de poursuivre, sur le moindre prétexte, les journalistes devant les tribunaux ; de confisquer toutes les éditions de journaux qui leur déplaisent ; d'exiger des directeurs des cautions énormes pour le droit de publication, et même de suspendre complètement l'apparition des journaux d'opposition. Toutes ces mesures vexatoires n'ont pour but évidemment que d'anéantir la liberté de parole et d'opinion en Bosnie-Herzégovine.

Quant au serment que les municipalités doivent prêter à l'empereur autrichien, ces jeunes gens, aidés des représentants des communes nationales, ne cessent d'en proclamer hautement l'injustice : car, disent-ils, les serments que le gouvernement autri-

chien impose aux maires des communes en Bosnie-Herzégovine sont en flagrante contradiction avec l'article XXV du Traité de Berlin ainsi qu'avec l'article I de la Convention turco-autrichienne, signée à Constantinople le 22 avril 1879.

Ces deux traités garantissent rigoureusement les droits souverains du Sultan. De plus, par la Convention faite à Constantinople, ces droits souverains ont été exclusivement garantis à Sa Majesté Impériale le Sultan.

Donc, la Bosnie-Herzégovine est une partie de l'empire Ottoman, comme la Roumélie orientale, avec cette différence qu'elle ne se gouverne pas par elle-même. Le droit de la Turquie sur ces deux provinces est, à vrai dire, *nudum jus* ; mais actuellement le gouvernement turc ne peut utiliser le droit qui lui appartient en vertu de sa souveraineté, puisque l'administration de ces provinces est entre les mains de l'Autriche-Hongrie. Mais, cependant, le droit de la Turquie est resté aussi fort que le droit du véritable propriétaire sur un domaine qui lui appartient (*dominium*), soit que ce propriétaire exerce son droit par lui-même, soit qu'il le concède à un usufruitier, *salva rerum substantia*. Cette comparaison,

dont le fond juridique est incontestable, est tout particulièrement de mise quand il s'agit de la situation politique de la Bosnie-Herzégovine. Avec l'expiration de l'usufruit, le propriétaire acquiert le droit absolu sur sa propriété. Il en serait de même pour la souveraineté de la Turquie si l'armée autrichienne évacuait la Bosnie-Herzégovine. Par le fait même, le droit souverain du Sultan non seulement n'aurait été lésé en rien, mais, de plus, il aurait acquis le *plenum jus*.

L'acte par lequel l'Autriche exige des maires des communes et des soldats bosniaques le serment de sujétion au souverain austro-hongrois constitue, de la part du gouvernement, un véritable attentat à la fidélité que les habitants de Bosnie-Herzégovine doivent au Sultan, leur souverain légitime.

Quelle autre raison faut-il trouver à cette tentative faite par l'Autriche en créant la nouvelle loi sur les communes en Bosnie-Herzégovine, sinon que le gouvernement autrichien s'efforce d'altérer peu à peu le véritable sens et la vraie portée du Traité de Berlin, afin de préparer graduellement l'annexion de ces deux provinces à la monarchie des Habsbourg.

Ce sont des principes de droit public qui servent

de base à l'opposition du peuple serbe aux exigences des lois injustes du gouvernement usurpateur.

*
* *

Nous connaissons maintenant cette politique rapace, dont la main lourde pèse aujourd'hui sur le Bagdad et la Corne d'Or, qui est la cause des désordres au Maroc, et qui a conclu les conventions secrètes avec plusieurs petits États de l'Orient. Nous savons que c'est elle qui a poussé l'Autriche, comme son avant-garde, vers la Bosnie-Herzégovine, dans le but de faire sur les os de notre peuple le pont vers Salonique.

Nous ne demandons pas d'autres droits que ceux qui appartiennent et qui sont dus à tous les hommes.

Nous réclamons le droit de vivre libres dans notre patrie indépendante. Nos ancêtres ont combattu pour cette terre; elle est trempée de leur sang, elle est parsemée de leur os. En mourant ils nous l'ont léguée en nous prescrivant de mourir pour la défendre. Dans la lutte sanglante que nous avons déjà soutenue contre les deux empereurs nous n'avons fait, en somme, qu'accomplir les suprêmes recommandations de nos aïeux héroïques. Il est temps maintenant

qu'après tant de souffrances et de sacrifices on accorde enfin la liberté à notre patrie.

Au nom de la Paix et de la Justice, nous demandons qu'on nous arrache à la domination autrichienne.

Au nom de la civilisation, nous exigeons que les puissances signataires du Congrès de Berlin corrigent la faute qu'elles y ont commise et qu'elles changent l'article 25 du Traité de Berlin.

Nous faisons appel à l'équité universelle pour obtenir que l'Autriche-Hongrie rende compte de sa gestion matérielle en Bosnie-Herzégovine et se justifie en une Commission européenne des méfaits qu'elle y a commis.

Nous nous sentons assez forts pour nous gouverner nous-mêmes d'après les principes démocratiques des États modernes, et pour être les propres maîtres de nos destinées. Si l'Europe et le monde civilisé ne prêtaient pas leur attention à nos justes revendications et permettaient à l'Autriche-Hongrie de réaliser l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, ce serait entre les deux pays une lutte inévitable se poursuivant jusqu'à extermination.

On ne saura établir une paix durable tant que l'Autriche-Hongrie gouvernera la Bosnie-Herzégovine.



Nous espérons que les honorables délégués, réunis à la Conférence de la Paix, écouteront la voix du peuple serbe de Bosnie-Herzégovine. Après avoir réfléchi sur la situation anormale de notre patrie, ils obtiendront la conviction que *le statu quo* est un danger permanent pour la tranquillité de l'Europe et ils feront leur devoir en tentant tout ce qui leur sera possible de faire pour améliorer le sort de notre peuple, si digne d'intérêt, si digne de la sympathie mondiale.

RADOVAN TOUNGOUZ-PÉROVITCH NÉVESSIGNSKY,

Littérateur.



-143.



